BURKINA FASO

Ministère de la Justice

Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles

TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2025 DE LA JUSTICE

Septembre 2026

BURKINA FASO

Ministère de la Justice

Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles

TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2025 DE LA JUSTICE

Septembre 2026

Avant-propos



Le Ministère de la Justice met le tableau de bord 2025 à la disposition des utilisateurs des statistiques judiciaires. Ce document, complémentaire de l'annuaire statistique, présente les indicateurs sous forme de tableaux et de graphiques accompagnés de commentaires qui mettent en évidence les points saillants. Il facilite la prise de décisions adéquates dans la perspective d'une démarche d'amélioration continue.

Le présent tableau de bord analyse les données concernant les activités des juridictions et des établissements pénitentiaires.

A l'instar des éditions passées, le tableau de bord 2025 s'articule autour de quatre (04) points à savoir (i) l'organisation du ministère, (ii) les moyens du ministère, (iii) les activités des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif et (iv) la situation carcérale dans les établissements pénitentiaires.

L'organisation du ministère est présentée à travers les structures du cabinet du ministre, du secrétariat général ainsi que celles qui y sont rattachées. Les moyens regroupent les infrastructures, les ressources humaines et financières.

S'agissant des activités des juridictions, le tableau de bord fait ressortir leur évolution en termes d'affaires nouvelles, de décisions rendues, de décisions rédigées et de durées moyennes de traitement des dossiers et de rédaction des décisions.

En ce qui concerne la situation des établissements pénitentiaires, il présente les personnes détenues suivant leurs caractéristiques sociodémographiques, l'infraction et la durée de la détention.

Dans l'objectif d'assurer une meilleure qualité de ce document, mon département reste réceptif aux observations qui pourraient lui être adressées en vue de son amélioration pour les futures éditions.

Je voudrais terminer en renouvelant ma reconnaissance à l'ensemble des acteurs du ministère œuvrant aussi bien au niveau central que déconcentré pour leur engagement à l'élaboration et à la diffusion du présent document.

Le Ministre de la Justice



Table des matières

Avant-propos **5**
Table des matières **6**
Sigles et abréviations **7**
I. Organisation du Ministère 8
I.1. Le Cabinet du Ministre 8
I.2. Le Secrétariat général 8
I.2.1. Les services du Secrétariat général 8
I.2.2. Les structures centrales 9
I.2.3. Les structures déconcentrées 9
I.2.4. Les structures rattachées 9
II. Moyens de la Justice 10
II.1. Juridictions et établissements pénitentiaires 10
II.2. Personnel (1/3) 12
II.3. Personnel (2/3) 14
II.4. Personnel (3/3) 16
II.5. Budget 18
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire 20
III.1. Cour de Cassation 20
III.2. Cours d'Appel 22
III.3. Tribunaux de grande instance 24
III.3.1. Activités des chambres civiles et commerciales des TGI (1/2) 24
III.3.2. Activités des chambres civiles et commerciales des TGI (2/2) 26
III.3.3. Activités des parquets des tribunaux de grande instance (1/2) 28
III.3.4. Activités des parquets des tribunaux de grande instance (2/2) 30
III.3.5. Activités des chambres correctionnelles des TGI (1/2) 32
III.3.6. Activités des chambres correctionnelles des TGI (2/2) 34
III.3.7. Activités des cabinets d'instruction des TGI (1/2) 36
III.3.8. Activités des cabinets d'instruction des TGI (2/2) 38
III.3.9. Activités des greffes des tribunaux de grande instance 40
III.4. Tribunaux de commerce 42
III.5. Tribunaux du travail 44
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif 46
IV.1. Cour des Comptes 46
IV.2. Conseil d'Etat 48
IV.3. Cour administrative d'appel 50
IV.4. Tribunaux administratifs 52
V. Etablissements pénitentiaires 54
V.1. Détenus et occupation des EP au 31 décembre 54
V.2. Caractéristiques des entrées dans les EP 56
V.3. Caractéristiques des prévenus 58
V.4. Caractéristiques des mis en examen (1/2) 60
V.5. Caractéristiques des mis en examen (2/2) 62
V.6. Caractéristiques des condamnés (1/2) 64
V.7. Caractéristiques des condamnés (2/2) 66
Glossaire 68
Chiffres clés de la justice 76
Liste des tableaux 78
Liste des graphiques 80

Sigles et abréviations

AJE	:	Agent judiciaire de l'Etat
ANAGRASC	:	Agence nationale de gestion et de recouvrement des avoirs saisis ou confisqués
BCMP	:	Bureau comptable matières principal
CA	:	Cour d'appel
CAA	:	Cour administrative d'appel
CC	:	Cour des comptes
CCass	:	Cour de cassation
CCEP	:	Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques
CCJA	:	Cour commune de justice et d'arbitrage
CCOCT	:	Chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités territoriales
CCOE	:	Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat
CD	:	Citation directe
CE	:	Conseil d'Etat
CERMICOL	:	Centre d'éducation et de réinsertion sociale des mineurs en conflit avec la loi
CP	:	Crédits de paiement
CPA	:	Centre pénitentiaire agricole
CPF	:	Code des personnes et de la famille
DAD	:	Direction des archives et de la documentation
DCRP	:	Direction de la communication et des relations presses
DDII	:	Direction du développement institutionnel et de l'innovation
DGAJ	:	Direction générale de l'administration judiciaire
DGAP	:	Direction générale de l'administration pénitentiaire
DGDH	:	Direction générale des droits humains
DGESS	:	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGF	:	Direction de la gestion des finances
DGPCP	:	Direction générale de la promotion de la citoyenneté et de la paix
DGRI	:	Direction générale des Relations avec les Institutions
DMP	:	Direction des marchés publics
DRAP	:	Direction régionale de l'administration pénitentiaire
DRH	:	Direction des ressources humaines
DSI	:	Direction des systèmes d'information
DSO	:	Direction de la solde et de l'ordonnancement
ENAM	:	Ecole nationale d'administration et de magistrature
ENGSP	:	Ecole nationale de la garde de sécurité pénitentiaire
EP	:	Etablissement Pénitentiaire
FD	:	Flagrant délit
ITS	:	Inspection technique des services
JADD	:	Jugement avant dire droit
MAC	:	Maison d'arrêt et de correction
MACO	:	Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou
OHADA	:	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OMD	:	Ordre de mise à disposition
ONG	:	Organisation non gouvernementale
OPJ	:	Officier de police judiciaire
PHS	:	Prison de haute sécurité
Pôle Anti-terro	:	Pôle anti-terroriste
Pôle Ecofi		Pôle économique et financier
RCCM	:	Registre du commerce et du crédit mobilier
RSCPM	:	Registre des sociétés civiles des professions et des métiers
SP/CIMDH	:	Secrétariat permanent du Comité interministériel des droits humains et du droit international humanitaire
SP/CONAHDA	:	Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
SP/CSM	:	Secrétariat permanent du Conseil supérieur de la magistrature
SP/ONAPREGECC	:	Secrétariat permanent de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires
TA	:	Tribunal administratif
TAr	:	Tribunal d'arrondissement
TC	:	Tribunal de commerce
TD	:	Tribunal départemental
TGI	:	Tribunal de grande instance
TIG	:	Travail d'intérêt général
TT	:	Tribunaux du travail

I. Organisation du Ministère

Le Ministère de la justice est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au décret n°2026-0042/PF/PRIM du 02 février 2026 portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de justice, de droits humains et de citoyenneté. Il est également chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de relation avec les institutions. L'organigramme du ministère permet une mise en cohérence de ses structures pour un meilleur fonctionnement des services. Le département est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

I.1. Le Cabinet du Ministre

Le Cabinet du Ministre comprend :

- le Directeur de cabinet ;
- les Conseillers techniques ;
- les Chargés de mission ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Protocole ;
- le Service de sécurité ;
- les structures de mission :
  - le Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SP/CONAHDA) ;
  - le Secrétariat permanent du Comité interministériel des Droits humains et du Droit international humanitaire (SP/CIMDH) ;
  - le Secrétariat permanent de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (SP/ONAPREGECC) ;
  - l'Agent judiciaire de l'Etat (AJE) ;
- la Direction générale de l'administration pénitentiaire (DGAP).

Les structures transversales rattachées au Cabinet sont les suivantes :

- l'Inspection technique des services (ITS) ;
- la Direction de la communication et des relations presses (DCRP) ;
- la Direction de la gestion des finances (DGF).

I.2. Le Secrétariat général

Le Secrétariat général comprend les structures centrales, déconcentrées, rattachées et les services du Secrétariat général.

I.2.1. Les services du Secrétariat général

Les services du Secrétariat général sont :

- le Secrétariat particulier ;
- les Chargés d'étude ;

- ❖ le Service central du courrier ;
- ❖ le Service chargé de l'accueil et d'information.

I.2.2. Les structures centrales

Les structures centrales exercent leurs activités sous le contrôle direct du Secrétaire général. Elles comprennent les directions générales spécifiques ayant des directions techniques et les structures transversales du Secrétariat général.

a) Les directions générales spécifiques ayant des directions techniques

Les directions générales spécifiques ayant des directions techniques sont :

- la Direction générale de l'Administration judiciaire (DGAJ) ;
- la Direction générale des Droits humains (DGDH) ;
- la Direction générale de la Promotion de la Citoyenneté et de la Paix (DGPCP) ;
- la Direction générale des Relations avec les Institutions (DGRI).

b) Les structures transversales du Secrétariat général.

Les structures transversales du secrétariat général sont :

- la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- la Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO) ;
- le Bureau comptable matières principal (BCMP) ;
- la Direction des marchés publics (DMP) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- la Direction des systèmes d'information (DSI) ;
- la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII).

I.2.3. Les structures déconcentrées

Les structures déconcentrées du ministère sont :

- les Juridictions ;
- les Commandements de l'administration pénitentiaire près les cours d'appel ;
- les Etablissements pénitentiaires ;
- les Directions régionales des droits humains, de la promotion de la citoyenneté et de la paix.

I.2.4. Les structures rattachées

Les structures rattachées sont :

- l'Ecole nationale de la garde de sécurité pénitentiaire (ENGSP) ;
- l'Agence nationale de gestion et de recouvrement des avoirs saisis ou confisqués (ANAGRASC).

II. Moyens de la Justice

II.1. Juridictions et établissements pénitentiaires

Point saillant :

- Opérationnalisation de la prison pour femmes ;
- Rayon moyen d'accès à un TGI de 56,9 km en 2025.

Commentaire général :

En 2025, le nombre de structures judiciaires et d'établissements pénitentiaires est passé de 462 à 463 avec l'opérationnalisation de la prison pour femmes de Ouagadougou. Les juridictions sont au nombre de 434 dont 405 sont de l'ordre judiciaire et 29 de l'ordre administratif. Quant aux établissements pénitentiaires, ils sont au nombre de 29 (cf. Tableau 1).

Au cours de la dernière décennie, le nombre de juridictions de l'ordre judiciaire est passé de 400 en 2016 à 402 en 2017 avec l'ouverture du tribunal de grande instance (TGI) de Koupéla et de la Cour d'appel de Fada N'Gourma. Il est ensuite passé à 404 en 2021 avec l'ouverture des TGI de Pô et de Ouaga II. Depuis 2023, le nombre de juridictions s'est établi à 405 avec l'ouverture du tribunal du travail (TT) de Fada N'Gourma. Par ailleurs, les tribunaux départementaux et d'arrondissement représentent 90,9% des juridictions de l'ordre judiciaires (cf. Tableau 1).

Le nombre de TGI est resté à 27 depuis 2021 d'où un rayon moyen d'accès à un TGI de 56,9 km. Ce rayon moyen est resté le même jusqu'en 2025 (cf. Tableau 2).

En fin 2025, certains TGI (Djibo, Diapaga) étaient toujours déplacés pour cause d'insécurité. Ce qui réduit l'accès à la justice des populations de ces localités. Par exemple, en désagrégeant le rayon moyen d'accès au niveau régional, il est passé de 75,8 km en 2020 à 107,3 km depuis 2023 dans la région du Sahel. Par ailleurs, le nombre de juridictions de second degré s'est accru au cours de la dernière décennie avec l'ouverture d'une troisième Cour d'appel à Fada N'Gourma en 2017 et de la Cour administrative d'appel en 2021. Cela a permis de désengorger la Cour d'appel de Ouagadougou et le Conseil d'Etat. En effet, ces ouvertures ont contribué à rapprocher davantage la justice des justiciables.

Concernant les Etablissements pénitentiaires (EP), leur nombre est resté constant (27) entre 2018 et 2023. Il est passé à 28 en 2024 avec l'opérationnalisation de la maison d'arrêt et de correction de Pô. Ce qui a permis de désengorger la maison d'arrêt et de correction de Manga. En outre, avec l'opérationnalisation de la prison pour femmes de Ouagadougou en 2025, le nombre d'EP est passé à 29. Par ailleurs, l'ouverture de la maison d'arrêt et de correction de Koupéla en 2016 a permis de réduire la surpopulation carcérale de celle de Tenkodogo (cf. Tableau 1).

Notes méthodologiques :

Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle.

Les tribunaux départementaux sont identifiés suivant la couverture territoriale du TGI basée dans la localité considérée.

Tableau 1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
De l'ordre judiciaire	**400**	**402**	**402**	**402**	**402**	**404**	**404**	**405**	**405**	**405**
Cour de cassation (CCass)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de grande instance (TGI)	24	25	25	25	25	27	27	27	27	27
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAr)	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
De l'ordre administratif	**26**	**27**	**27**	**27**	**27**	**28**	**29**	**29**	**29**	**29**
Cour des comptes (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cour administrative d'appel (CAA)	-	-	-	-	-	-	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	24	25	25	25	25	26	26	26	26	26
Etablissements pénitentiaires	**26**	**26**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**28**	**29**
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	25	25	26	26	26	26	26	26	27	28
Centre pénitentiaire agricole (CPA)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau 2 : Evolution du rayon moyen d'accès à un tribunal de grande instance

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Rayon moyen d'accès à un TGI (km)	59,1					56,9	56,9	56,9	56,9	56,9

II.2. Personnel (1/3)

Points saillants :

- Hausse de 7,9% du personnel du ministère de la justice ;
- Baisse continue de la proportion de femmes magistrats depuis 2016.

Commentaire général :

En 2025, l'effectif du personnel du ministère en charge de la justice a augmenté par rapport à 2024. En effet, il est passé de 6 415 en 2024 à 6 919 en 2025, soit une hausse de 7,9% (cf. Tableau 3).

La répartition du personnel du ministère montre que 94,1% des agents relèvent des emplois spécifiques (magistrats, greffiers, garde de sécurité pénitentiaire, droits humains, interprètes judiciaires). Plus de la moitié de l'effectif du personnel (61,3%) est constitué de personnels de la garde de sécurité pénitentiaire (GSP). Le personnel du corps des greffiers représente 16,6%, les magistrats 10,4%, le personnel des droits humains 4,4% et 1,4% pour les interprètes judiciaires (cf. Tableau 3).

Selon la répartition par sexe, les femmes représentent 17,8% de l'effectif total du ministère en 2025 contre 18,1% en 2024, soit une baisse de 0,3 point de pourcentage. Les plus fortes proportions de femmes sont observées au niveau du personnel des droits humains (28,3%), les autres personnels (27,8%) et des interprètes judiciaires (27,3%) (cf. Tableau 3).

Au cours des dix (10) dernières années, la proportion de femmes magistrats est en baisse continue d'une année à l'autre en passant de 21,0% en 2016 à 15,6% en 2025. Il en est de même pour le personnel du corps des greffiers qui est passé de 25,7% en 2016 à 18,8% en 2024 avec une légère reprise de 0,4 point de pourcentage en 2025. Quant aux GSP, la proportion de femmes connait une tendance à la hausse entre 2016 et 2021 avec un poids de 16,5% avant de commencer à décroitre en 2022 (16,2%) pour s'établir à 15,8% en 2025 (cf. Tableau 3).

L'effectif du personnel du ministère est passé de 3 507 en 2016 à 6 919 en 2025 avec une hausse moyenne annuelle de 7,5%. Sur la même période, l'effectif des femmes a connu une hausse moyenne annuelle de 7,1% (cf. Tableau 3).

Les variations par catégories d'emplois en 2025 indiquent que l'effectif des magistrats a progressé de 5,7% par rapport à 2024, celui des greffiers de 7,9% et l'effectif du personnel de la GSP de 9,0%. Par contre l'effectif des autres personnels du ministère a régressé de 2,4% par rapport à 2024 (cf. Tableau 4).

Par ailleurs, l'effectif du personnel des droits humains a progressé de 1,3% et celui des interprètes judiciaires de 39,4% (cf. Tableau 3).

Tableau 3 : Personnel du ministère par sexe et par corps

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**3 507**	**3 735**	**4 102**	**4 473**	**4 826**	**5 117**	**5 558**	**5 943**	**6 415**	**6 919**
Hommes	**2 842**	**3 008**	**3 315**	**3 642**	**3 923**	**4 145**	**4 530**	**4 866**	**5 256**	**5 689**
Femmes	**665**	**727**	**787**	**831**	**903**	**972**	**1028**	**1 077**	**1 159**	**1 230**
% de femmes	***19,0***	***19,5***	***19,2***	***18,6***	***18,7***	***19,0***	***18,5***	***18,1***	***18,1***	***17,8***
Magistrats	**538**	**559**	**559**	**622**	**707**	**690**	**676**	**657**	**681**	**720**
Hommes	425	444	444	505	577	565	556	544	568	608
Femmes	113	115	115	117	130	125	120	113	113	112
% de femmes	*21,0*	*20,6*	*20,6*	*18,8*	*18,4*	*1 8,1*	*17,8*	*17,2*	*16,6*	*15,6*
Greffiers	**482**	**493**	**541**	**626**	**713**	**806**	**897**	**985**	**1 067**	**1 151**
Hommes	358	374	413	481	550	629	714	795	866	930
Femmes	124	119	128	145	163	177	183	190	201	221
% de femmes	*25,7*	*24,1*	*23,7*	*23,2*	*22,9*	*22,0*	*20,6*	*19,3*	*18,8*	*19,2*
GSP	**2 032**	**2 113**	**2 410**	**2 688**	**2 807**	**2 903**	**3 257**	**3578**	**3 891**	**4 239**
Hommes	1 733	1 789	2 039	2 267	2 354	2 424	2 730	3 005	3 270	3 567
Femmes	299	324	371	421	453	479	527	573	621	672
% de femmes	*14,7*	*15,3*	*15,4*	*15,7*	*16,1*	*16,5*	*16,2*	*16,0*	*16,0*	*15,8*
Personnel droits humains	**208**	**235**	**253**	**282**	**289**	**290**	**295**	**295**	**300**	**304**
Hommes	151	165	179	200	206	206	211	212	216	218
Femmes	57	70	74	82	83	84	84	83	84	86
% de femmes	*27,4*	*29,8*	*29,2*	*29,1*	*28,7*	*29,0*	*28,4*	*28,1*	*28,0*	*28,3*
Interprètes judiciaires	**35**	**33**	**33**	**26**	**25**	**25**	**23**	**22**	**60**	**99**
Hommes	27	25	25	19	18	18	16	15	43	72
Femmes	8	8	8	7	7	7	7	7	17	27
% de femmes	*22,9*	*24,2*	*24,2*	*26,9*	*28,0*	*29,2*	*30,4*	*46,7*	*28,3*	*27,3*
Autres personnels	**212**	**302**	**306**	**229**	**285**	**404**	**410**	**406**	**416**	**406**
Hommes	148	211	215	170	218	304	303	295	293	293
Femmes	64	91	91	59	67	100	107	111	123	113
% de femmes	*30,2*	*30,1*	*29,7*	*25,8*	*23,5*	*24,8*	*26,1*	*27,3*	*29,5*	*27,8*

Source : DRH/MJ

Tableau 4 : Synthèse des effectifs et des variations de personnels par sexe

	Magistrats			**Greffiers**			**GSP**			**Autres personnels**		
	Nbre 2025	Variat° / 2024 (%)	TCAM 2016-25 (%)	Nbre 2025	Variat° / 2024 (%)	TCAM 2016-25 (%)	Nbre 2025	Variat° / 2024 (%)	TCAM 2016-25 (%)	Nbre 2025	Variat° / 2024 (%)	TCAM 2016-25(%)
Ensemble	**720**	**5,7**	**3,3**	**1 151**	**7,9**	**10,2**	**4 239**	**9,0**	**8,5**	**406**	**-2,40**	**7,5**
Hommes	608	7,0	4,1	930	7,4	11,2	3567	9,1	8,4	293	0,0	7,9
Femmes	112	-0,9	-3,3	221	10,0	6,6	672	8,2	9,4	113	-8,1	6,5

Source : DRH/MJ

II.3. Personnel (2/3)

Points saillants :

- Hausse de 5,7% du nombre de magistrats ;
- Hausse de 7,9% du nombre du personnel greffier.

Commentaire général :

Les magistrats, les greffiers et les interprètes judiciaires constituent le personnel spécifique intervenant au niveau des juridictions. En 2025, ce personnel se chiffre à 1 970 dont 720 magistrats, 1 151 greffiers et 99 interprètes judiciaires (cf. Tableau 3).

Le nombre de magistrats a augmenté de 5,7% en passant de 681 en 2024 à 720 en 2025. Au cours de la décennie 2016-2025, le nombre de magistrats a connu un accroissement annuel moyen de 3,3% (cf. Tableau 4). Selon le sexe, en 2025, les magistrats de sexe masculin représentent 84,4% de l'ensemble des magistrats et les 15,6% sont constitués de femmes (cf. Tableau 3). La répartition par position indique que 85,6% des magistrats exercent dans les juridictions, 7,5% sont en service à la chancellerie et 5,7% sont en détachement, en mission onusienne, en disponibilité ou en mise à disposition (cf. Tableau 5).

En 2025, le nombre de magistrats (hors détachement, disponibilité et mise à disposition) pour 100 000 habitants est de 2,8 pour une norme internationale de 10 magistrats pour 100 000 habitants recommandée par les Nations Unies. Cette proportion est donc en deçà des normes internationales établis (cf. Tableau 5).

Quant aux greffiers, leur nombre est passé de 1 067 en 2024 à 1 151 en 2025, soit une progression de 7,9%. Au cours de la période 2016-2025, le taux de croissance annuel moyen du nombre de greffiers, toutes catégories confondues, est de 10,2%. En 2025, le personnel du corps des greffiers est composé de 80,8% d'hommes et de 19,2% de femmes. La répartition de ce personnel par catégorie montre que 56,8% sont des greffiers, 23,5% des secrétaires des greffes et parquets et 19,6% sont des greffiers en chef (cf. Tableau 6).

Selon la position du personnel du corps des greffiers, 81,2% exercent dans les juridictions, 10,0% sont à la chancellerie, 4,8% en stage à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM). Le reste est soit au SP/CSM, en disponibilité, en mise à disposition, en détachement. (cf. Tableau 6).

Le nombre d'interprètes judiciaires est passé de 35 en 2016 à 99 en 2025. La part des femmes représente 27,3% du total en 2025. Ce nombre est en hausse de 65,0% par rapport à 2024 où il était de 60. Selon la catégorie, environ 4 interprètes sur 5 (79,8%) sont des assistants en interprétation judiciaire (cf. Tableau 7).

Tableau 5 : Magistrats par sexe et par position, magistrats pour 100 000 habitants

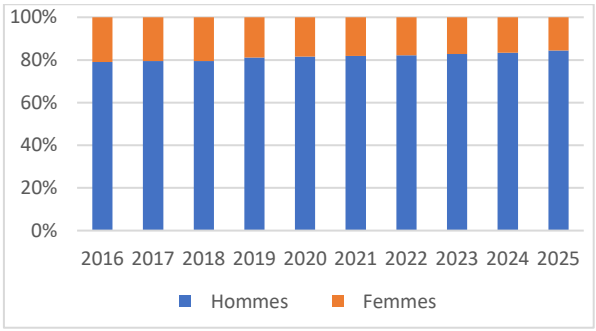
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**538**	**559**	**559**	**622**	**707**	**690**	**676**	**657**	**681**	**720**
Sexe										
Hommes	425	444	444	505	577	565	556	544	568	608
Femmes	113	115	115	117	130	125	120	113	113	112
Position										
Chancellerie	49	51	55	56	60	52	49	57	49	54
SP/CSM	4	4	5	6	6	4	4	8	11	9
Juridictions	431	457	450	519	593	581	563	541	578	616
Détachements, Mission onusienne, Disponibilités, Mises à disposition	33	51	50	42	46	53	57	51	43	41
Magistrats* pour 100 000 habitants	**2,4**	**2,6**	**2,6**	**2,8**	**3,2**	**3,0**	**3,0**	**2,9**	**2,9**	**2,8**

* Non compris détachement, disponibilité et mis à disposition.

Tableau 6 : Greffiers en chef, greffiers et secrétaires des greffes et parquets par sexe et par position

	Greffiers en chef				Greffiers				Secrétaires des greffes et parquets			
	2022	2023	2024	2025	2022	2023	2024	2025	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**183**	**210**	**208**	**226**	**493**	**539**	**613**	**654**	**221**	**236**	**246**	**271**
Sexe												
Hommes	154	181	175	192	400	442	508	537	160	172	183	201
Femmes	29	29	33	34	93	97	105	117	61	64	63	70
Position												
Chancellerie	37	57	59	61	88	21	31	36	37	11	12	18
Juridictions	129	130	122	136	363	497	533	570	163	212	209	229
SP/CSM								1				
Disponibilité	1	2	2	2	1	3	5	4	0	2	4	4
Mise à disposition	9	17	15	16	5	5	7	13	0	1	1	0
Détachement	1	2	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Suspendu	2	0	0	1				1				
Stage de spécialisation	-	0	1	1								0
Stage à l'ENAM	0	2	6	6	35	12	36	29	21	10	20	20

Graphique 1 : Répartition des magistrats par sexe



Graphique 2 : Répartition du personnel du corps des greffiers par sexe

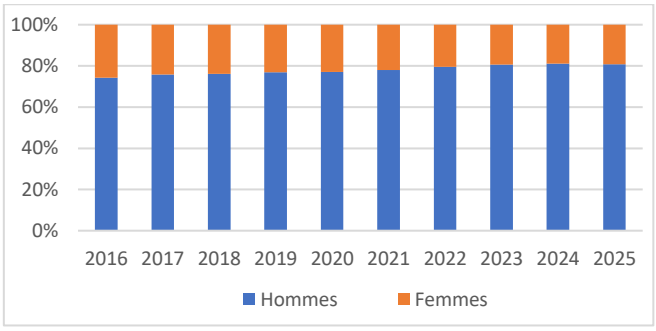


Tableau 7 : Personnels de l'interprétation judiciaire par sexe et par catégorie

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**35**	**33**	**33**	**26**	**25**	**24**	**23**	**22**	**60**	**99**
Sexe										
Hommes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72
Femmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27
Catégorie										
Adjoints en interprétation judiciaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Assistants en interprétation judiciaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	79
Interprètes judiciaires	35	33	33	26	25	24	23	22	60	17
Conseillers en interprétation judiciaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

II.4. Personnel (3/3)

Points saillants :

- Hausse de 9,0% du nombre de GSP ;
- Baisse du nombre moyen de détenus par GSP.

Commentaire général :

Le personnel de la garde de sécurité pénitentiaire (GSP) est un personnel spécifique intervenant principalement dans les établissements pénitentiaires (EP). En 2025, l'effectif du personnel de la GSP est de 4 239 et représente 61,3% du personnel de la justice. Le nombre de GSP a connu une hausse de 9,0% par rapport à 2024. Parmi eux, 2 690, soit 63,5%, exercent dans les EP (cf. Tableau 8). Le reste du personnel GSP exerce dans les structures telles que la chancellerie, la direction générale de l'administration pénitentiaire, la brigade d'intervention de l'administration pénitentiaire, les unités spéciales judiciaires et dans les centres pour mineurs. L'effectif du personnel GSP comprend 89,6% d'assistants, 6,6% de contrôleurs, 3,8% d'inspecteurs et 0,02% d'agents (cf. Graphique 3).

Au cours des 10 dernières années, l'effectif de la GSP a enregistré un accroissement annuel moyen de 8,5% pour l'ensemble et de 6,6% pour ceux exerçant dans les établissements pénitentiaires. Par ailleurs, l'effectif des femmes de la GSP est de 672 en 2025, soit 15,8% de l'effectif total.

Pour ce qui est du nombre moyen de détenus par GSP dans les EP en 2025, il est de 2,9 contre 3,8 en 2024. Depuis 2022, ce ratio est en baisse continue, ce qui traduit une amélioration de l'encadrement des détenus (cf. Tableau 8).

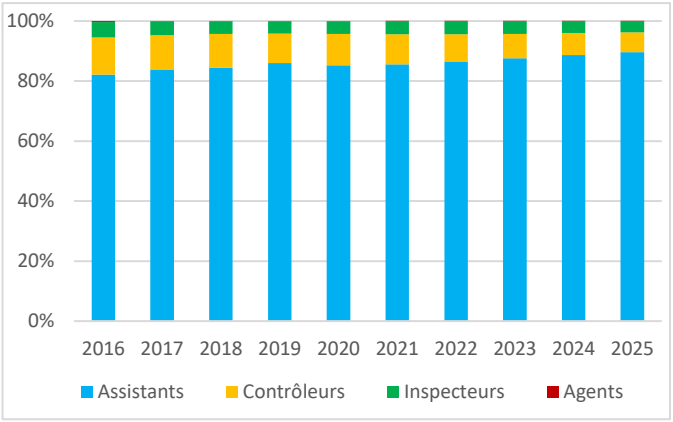
En plus du personnel spécifique, d'autres personnels exercent au ministère en charge de la justice. En 2025, l'effectif de ce personnel s'élève à 406 contre 414 en 2024, soit une baisse de 1,9% (cf. Tableau 10). La proportion des femmes est 27,6% contre 29,7% en 2024. Ce personnel non spécifique est composé entre autres de chauffeurs, d'agents de liaison, de secrétaires, d'agents de bureau, de financiers, de statisticiens, d'informaticiens, d'éducateurs sociaux, d'économistes, de juristes, de gestionnaires des ressources humaines, etc.

Les auxiliaires de justice (avocats, huissiers et notaires) concourent au fonctionnement du service public de la justice. En 2025, l'effectif des avocats est de 251 dont 17,1% de femmes. Leur répartition sur le territoire national montre que 94,4% sont installés à Ouagadougou et le reste (5,6%) à Bobo-Dioulasso. Le nombre d'huissiers est de 63 dont 22,2% de femmes. Contrairement aux avocats, les huissiers de justice se retrouvent dans toutes les régions du pays avec près de la moitié (49,2%) à Ouagadougou. Quant aux notaires, ils sont au nombre de 46 dont 39,1% sont des femmes. Ils sont concentrés à Ouagadougou avec 65,2% (cf. Tableau 9).

Tableau 8 : Personnel de la GSP dans les centres de détention et ratio détenus/GSP au 31 décembre

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Effectif des GSP	**2 032**	**2 113**	**2 410**	**2 688**	**2 807**	**2 903**	**3 257**	**3 578**	**3 891**	**4 239**
GSP dans les EP[1]	1 485	1 444	1 682	1 784	1 782	1 764	1 839	2 007	2 328	2 690
Population carcérale	7 670	7 840	7 812	7 359	7 401	8 319	8 801	8 911	8 799	7 815
Détenus par GSP	5,2	5,4	4,6	4,1	4,2	4,7	4,9	4,4	3,8	2,9

Graphique 3 : Répartition des GSP par grade



Graphique 4 : Effectif des auxiliaires de justice

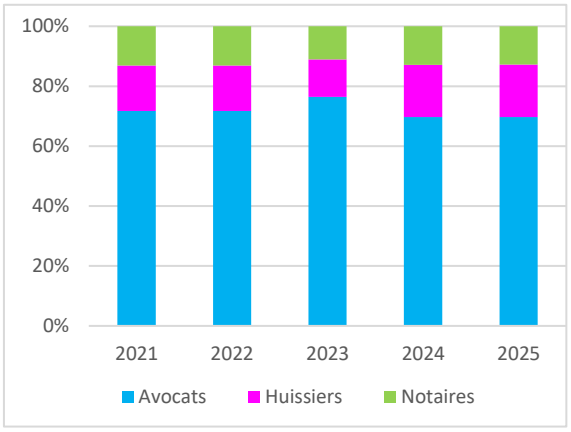


Tableau 9 : Notaires, Huissiers de justice et Avocats par sexe et par localité d'implantation

	Notaires					Huissiers					Avocats				
	2021	2022	2023	2024	2025	2021	2022	2023	2024	2025	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**37**	**37**	**36**	**46**	**46**	**43**	**43**	**41**	**62**	**63**	**203**	**203**	**249**	**249**	**251**
Sexe															
Hommes	20	20	19	28	28	35	35	32	48	49	163	163	201	201	208
Femmes	17	17	17	18	18	8	8	9	14	14	40	40	48	48	43
Position	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	9	9	6	8	8	5	5	5	10	10	9	11	13	8	14
Boromo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	1	1	1	1	1	2	2	0	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Fada N'Gourma	0	0	0	1	1	1	1	1	2	1	0	0	0	0	0
Gaoua	0	0	0	1	1	1	1	1	2	1	0	0	0	0	0
Kaya	0	0	0	1	1	2	2	2	2	2	0	0	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	2	2	2	2	2	3	3	0	0	0	0	0
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	0	1	1	1	2	1	0	0	0	0	0
Ouagadougou	28	28	30	30	30	25	25	24	27	31	194	192	236	241	237
Ouahigouya	0	0	0	1	1	2	2	2	2	2	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Pô	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	0	1	1	2	2	2	2	2	0	0	0	0	0

Source : Ordre des notaires, Chambre des huissiers, Ordre des avocats

Tableau 10 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon le sexe

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**212**	**302**	**306**	**229**	**285**	**404**	**414**	**406**	**414**	**406**
Hommes	148	211	215	170	218	304	304	296	291	293
Femmes	64	91	91	59	67	100	110	110	123	113

Source : DRH

[1] A partir de 2023, les données sont déduites du personnel des centres autres que Baporo.

II.5. Budget

Points saillants :

- Baisse de 5,7% du budget destiné à la justice ;
- 77,5% du budget de la justice affectée aux dépenses de personnel.

Commentaire général :

Le budget consacré à la justice provient généralement des allocations de l'Etat et des appuis des partenaires techniques et financiers. D'une manière générale, les dotations de la justice connaissent une augmentation continue sur la période 2016-2025, exceptées les années 2020 et 2025 où elles ont connu une baisse. En effet, le budget de la justice est passé de 19,1 milliards en 2016 à 36,9 milliards en 2025 (cf. Tableau 11). Toutefois, ce budget a connu une baisse de 5,7% par rapport à 2024.

Pour l'exercice budgétaire de 2025, la justice a bénéficié d'une dotation de 36,893 milliards de FCFA pour une consommation de 36,827 milliards de FCFA, soit un taux de consommation de 99,8%. La répartition du budget de 2025 par programme budgétaire indique que le programme opérationnel « Administration judiciaire » représente 44,5% et celui de l'« Administration pénitentiaire » 37,2%. Quant au programme budgétaire « Pilotage et soutien », il représente 18,4% (cf. Graphique 6).

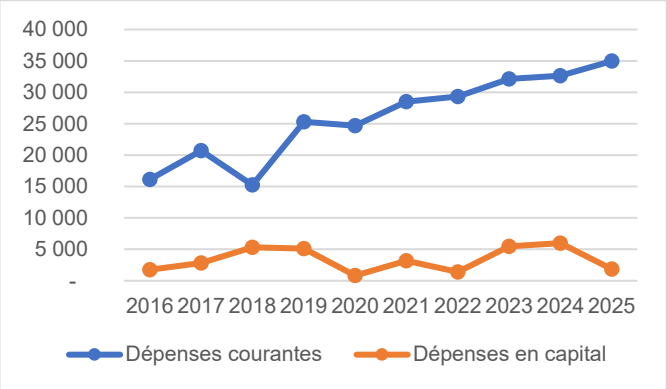
En 2025, plus de trois quarts (77,5%) du budget est affecté aux dépenses de personnel (salaires indiciaires ou de base, indemnités, charges sociales, etc.), 13,6% aux dépenses de biens et services et 3,9% aux dépenses de transferts courants. En somme, les dépenses courantes représentent 81,3% contre 18,7% de dépenses en capital (investissements, acquisition d'équipements) (cf. Graphique 7).

Tableau 11 : Allocations budgétaires destinées à la justice (en millions de FCFA)

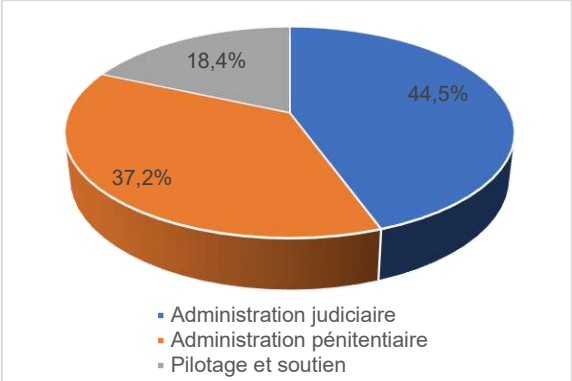
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**19 138**	**25 316**	**28 301**	**30 447**	**25 852**	**32 670**	**34 063**	**38 419**	**39 106**	**36 893**
Personnel	12 414	14 907	17 419	18 644	20 194	22 908	22 732	25 786	25 668	28 575
Acquisitions de biens et services	3 532	3 954	4 039	3 653	3 224	4 164	5 015	4 593	4 782	5 009
Transferts courants	932	1 053	880	1 353	1 297	1 633	1 870	1 861	1 643	1 432
Investissements	2 260	5 402	5 963	6 797	1 137	3 965	4 446	6 179	7 013	1 877
Etat	*1 013*	*4 215*	*4 499*	*6 597*	*1 137*	*3 965*	*3 598*	*6 129*	*7 013*	*1 877*
Ressources extérieures	*1 247*	*1 187*	*1 464*	*200*	*0*	*0*	*848*	*50*	*0*	*0*

Source : CID et SI N@folo

Graphique 5 : Evolution des dépenses de la justice de 2016 à 2025



Graphique 6 : Dotations en crédits de paiement par programme en 2025



Graphique 7 : Répartition des dotations budgétaires par nature de dépenses de 2016 à 2025

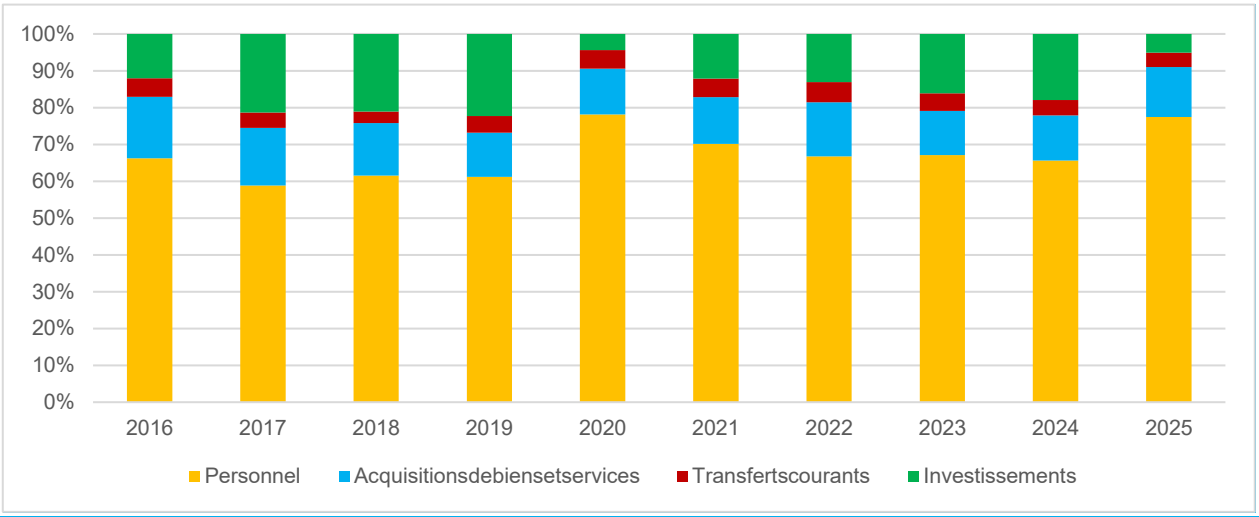


Tableau 12 : Consommations des crédits budgétaires de la justice (en millions de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**19 818**	**23 560**	**20 551**	**30 421**	**25 509**	**31 747**	**30 751**	**37 631**	**38 659**	**36 827**
Personnel	13 847	16 042	10 422	20 429	20 194	22 908	22 735	25 769	26 676	28 574
Acquisitions de biens et services	3 278	3 789	3 944	3 520	3 197	3 995	4 719	4 504	4 357	4 962
Transferts courants	927	882	877	1 353	1 294	1 633	1 869	1 861	1 634	1 432
Investissements	1 766	2 847	5 308	5 119	824	3 211	1 428	5 497	5 992	1 859
Etat	*973*	*2 357*	*4 499*	*4 919*	*824*	*3 211*	1 428	5 447	5 992	1 859
Ressources extérieures	*793*	*490*	*809*	*200*	*0*	*0*	0	50	0	0

III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

III.1. Cour de Cassation

Points saillants :

- Hausse de 20,9% du nombre d'arrêts rendus ;
- Réduction de 1 mois 16 jours du temps moyen de traitement des affaires.

Commentaire général :

En 2025, la Cour de cassation a enregistré 390 affaires nouvelles contre 344 en 2024, soit une progression de 13,4%. La répartition par chambre fait ressortir une concentration de plus de la moitié des affaires nouvelles au sein des chambres civile (29,7%) et criminelle (25,4%). La chambre sociale et la chambre commerciale représentent respectivement 21,0% et 12,6% des affaires enregistrées. Sur la période 2016-2025, le nombre d'affaires nouvelles a progressé à un rythme annuel moyen de 6,0% (cf. Tableau 13).

En 2025, la Cour de cassation a rendu 394 arrêts contre 326 en 2024, soit une progression de 20,9%. Les arrêts statuant sur le fond représentent la majorité des décisions rendues, avec une proportion de 66,8%. Près de la moitié (48,5%) des arrêts rendus en 2025 est constituée de décisions de rejet. Quant aux décisions de cassation, elles représentent 18,3% (cf. Graphique 9).

Le ratio des décisions rendues par rapport aux affaires nouvelles a progressé de 6,2 points en passant de 94,8% en 2024 à 101,0% en 2025. Cela traduit une baisse du stock des affaires au 31 décembre 2025. Par ailleurs, la productivité moyenne des magistrats s'est améliorée. En 2025, chaque magistrat de la Cour a rendu, en moyenne, 14 décisions contre 12 en 2024 (cf. Tableau 13).

Quant aux décisions rédigées par la cour en 2025, elles sont au nombre de 311. Le taux de rédaction des décisions a baissé de 4,2 points en passant de 88,3% en 2024 à 84,1% en 2025. Au cours de la décennie, le plus fort taux est observé en 2023 (110,1%) et le plus faible en 2016 (65,8%) (cf. Tableau 13).

Le temps moyen pour rendre une décision à la Cour de cassation en 2025 est de 2 ans 1 mois 9 jours contre 2 ans 2 mois 25 jours en 2024, soit une diminution de 1 mois 16 jours (cf. Tableau 15).

La durée moyenne de traitement des affaires varie d'une chambre à une autre. En effet, elle est de 6 mois 22 jours à la Chambre criminelle contre 4 mois 16 jours en 2024. Quant à la Chambre sociale, cette durée est de 1 an 5 mois 23 jours contre 1 an 11 mois 24 jours en 2024. Concernant la Chambre commerciale, elle est de 1 an 13 jours contre 2 ans 3 mois en 2024 et celle de la Chambre civile est de 3 ans 9 mois 6 jours contre 4 ans 4 mois 22 jours en 2024(cf. Tableau 15). Contrairement à 2024 où les chambres réunies et mixtes n'ont rendu aucun arrêt, en 2025 elles en ont rendu 10. Parmi les décisions rendues par la Cour en 2025, 42,8% ont été rendues dans une durée de moins d'une année. Ce taux était de 29,1% en 2024, soit une évolution positive de 13,7 points de pourcentage.

Le nombre d'affaires nouvelles du parquet général est de 379 en 2025 contre 287 en 2024. Les conclusions rendues sont au nombre de 341 contre 335 en 2024. Ainsi, le ratio des conclusions rendues par rapport aux affaires nouvelles est de 90,0% contre 116,7% en 2024 (cf. Graphique 11).

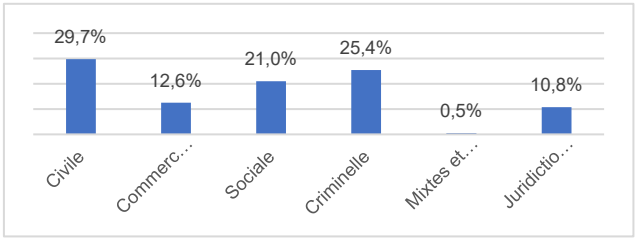
Tableau 13 : Nombre d'affaires nouvelles et de décisions rendues par la Cour de cassation

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Affaires nouvelles	**231**	**263**	**280**	**214**	**241**	**270**	**250**	**271**	**344**	**390**
Décisions rendues	**161**	**184**	**213**	**183**	**337**	**584**	**519**	**286**	**326**	**394**
dont sur le fond	*51*	*62*	*64*	*63*	*154*	*234*	*236*	*152*	*205*	*263*
% de décisions sur le fond	31,7	33,7	30,0	34,4	45,7	40,1	45,5	52,6	62,9	66,8
Décisions rédigées (sans référés)	**106**	**157**	**162**	**172**	**292**	**550**	**448**	**315**	**288**	**311**
Proportion de décisions rédigées (%)	65,8	85,3	76,1	94,0	86,6	94,2	86,3	110,1	88,3	84,1
Nombre de décisions par juge	**5**	**4**	**5**	**6**	**10**	**19**	**19**	**10**	**12**	**14**

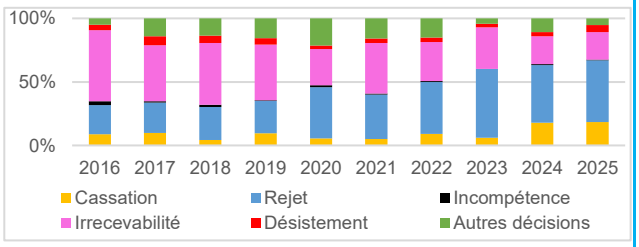
Tableau 14 : Variation des affaires nouvelles et des décisions rendues par la Cour de cassation

	Nombre en 2025	Variation (%) par rapport à 2024	TCAM (%) 2016-2025
Affaires nouvelles	**390**	**13,4**	**6,0**
Décisions rendues	**394**	**20,9**	**10,5**
dont sur le fond	*263*	*28,3*	*20,0*

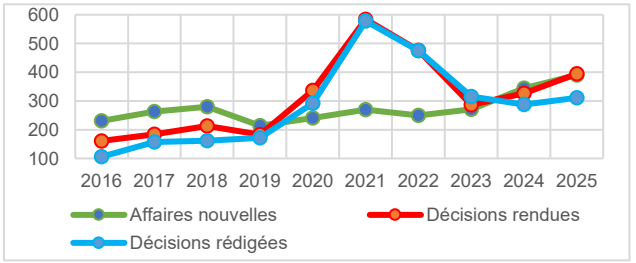
Graphique 8 : Répartition des affaires nouvelles par chambre en 2025



Graphique 9 : Répartition des décisions rendues selon leur nature



Graphique 10 : Affaires nouvelles, décisions rendues et rédigées par la Cour de cassation



Graphique 11 : Affaires nouvelles et conclusions du Parquet général de la Cour de Cassation

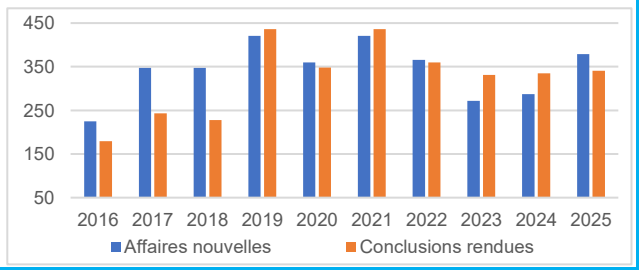


Tableau 15 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure et temps moyen de rédaction des décisions (hors référés)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**128**	**309**	**552**	**445**	**286**	**326**	**369**
Moins de 6 mois	0	6	19	68	2	37	46
6 mois à moins de 1 an	5	22	47	25	33	58	112
1 à moins de 2 ans	12	82	66	68	79	71	61
2 à moins de 3 ans	9	46	104	73	52	18	33
3 à moins de 4 ans	6	24	77	39	9	24	49
4 à moins de 5 ans	17	24	57	33	14	7	37
5 ans et plus	79	105	182	139	97	74	31
Durée moyenne de traitement des affaires	**3 ans 9 mois 27 jrs**	**3 ans 17 jrs**	**3 ans 3 mois 21 jrs**	**2 ans 10 mois 18 jrs**	**3 ans 1 mois 26 jrs**	**2 ans 2 mois 25 jrs**	**2 ans 1 mois 9 jrs**
Chambre civile	-	-	-	-	-	*4 ans 4 mois 22 jrs*	*3 ans 9 mois 6 jrs*
Chambre commerciale	-	-	-	-	-	*2 ans 3 mois*	*1 an 13 jrs*
Chambre sociale	-	-	-	-	-	*1 an 11 mois 24 jrs*	*1 an 5 mois 23 jrs*
Chambre criminelle	-	-	-	-	-	*4 mois 16 jrs*	*6 mois 22 jrs*
Chambres mixtes et réunies	-	-	-	-	-	-	*2 ans 1 mois 15 jrs*
Temps moyen de rédaction des décisions	**2 mois 29 jours**	**3 mois 02 jours**	**1 mois 27 jours**	**2 mois 14 jours**	**3 mois**	**1 mois 29 jours**	**1 mois 22 jours**

III.2. Cours d'Appel

Points saillants :

- Hausse de 50,7% du nombre d'affaires nouvelles ;
- Près de trois quart (73,7%) des affaires nouvelles à la Cour d'appel de Ouagadougou ;
- 140,6% de taux de rédaction au niveau de la juridiction du premier président.

Commentaire général :

Les Cours d'appel ont enregistré 3 976 affaires nouvelles (hors chambres de l'instruction, criminelles et pour enfants) en 2025 contre 2 639 en 2024, soit une hausse de 50,7%. Cette augmentation est portée principalement par les affaires de saisine directe et celles provenant des tribunaux de grande instance. En effet, les saisines directes ont remarquablement progressé en passant de 22 en 2024 à 619 en 2025. Quant aux affaires nouvelles provenant des tribunaux de grande instance (TGI), elles ont augmenté de la moitié (50,8%) (cf. Tableau 16).

En 2025, plus de la moitié (60,1%) de l'ensemble des affaires nouvelles enregistrées proviennent des TGI. Les saisines directes représentent 15,6%, les tribunaux du travail (TT) 14,7% et les tribunaux de commerce (TC) 9,0% de l'ensemble des affaires nouvelles (cf. Tableau 16). La Cour d'appel de Ouagadougou enregistre près de trois quart (73,7%) de l'ensemble des affaires nouvelles. Les cours d'appel de Bobo-Dioulasso et de Fada N'Gourma représentent respectivement 20,9% et 5,4% desdites affaires (cf. Graphique 12).

Les décisions rendues (hors radiations et avant dire droit) en 2025 par l'ensemble des chambres (y compris la juridiction du premier président) des cours d'appel sont de 3 056 contre 2 426 en 2024, soit une progression de 26,0%. Près de la moitié de ces décisions (47,0 %) ont été rendues par les chambres correctionnelles. Les chambres sociales et les chambres civiles ont rendu respectivement 15,8 % et 13,9 % de l'ensemble des décisions rendues (cf. Graphique 13).

Selon les taux de rédaction des décisions, la juridiction du premier président enregistre 140,6% suivie de la chambre commerciale avec 98,7%. Les plus faibles taux sont enregistrés au niveau de la chambre civile (74,3%) et de la chambre correctionnelle (56,9%) (cf. Tableau 17).

La durée moyenne de traitement des affaires de l'ensemble des chambres des cours d'appel (hors chambres pour enfants) est des 1 an 1 mois 4 jours. Elle s'est légèrement rallongée de 23 jours par rapport à 2024 (cf. Tableau 18).

Les parquets généraux ont enregistré 1 680 nouvelles affaires pénales en 2025 contre 1 100 en 2024, augmentant ainsi de 52,7%. Une grande partie (87,3%) de ces affaires nouvelles a été orientée vers les chambres correctionnelles et 8,8% vers les chambres criminelles (cf. Graphique 14). Selon la nature des affaires, il ressort que 88,4% sont des délits et le reste (11,6%) représente des crimes (cf. Graphique 15).

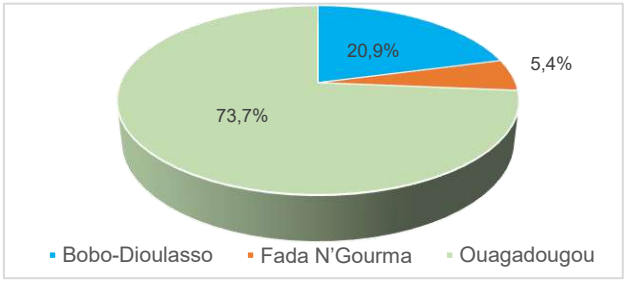
Tableau 16 : Variation des affaires nouvelles selon les juridictions d'origine (sans les chambres criminelles, pour enfants et de l'instruction)

Juridictions d'origine	Nombre en 2024	Nombre en 2025	Variation (%) par rapport à 2024	Proportion (%) en 2025
Ensemble	**2 639**	**3 976**	**50,7**	**100,0**
Tribunaux de grande instance	1 586	2 391	50,8	60,1
Tribunaux de commerce	415	358	-13,7	9,0
Tribunaux du travail	546	585	7,1	14,7
Saisine directe	22	619	2 713,6	15,6
Autres	70	23	-67,1	0,6

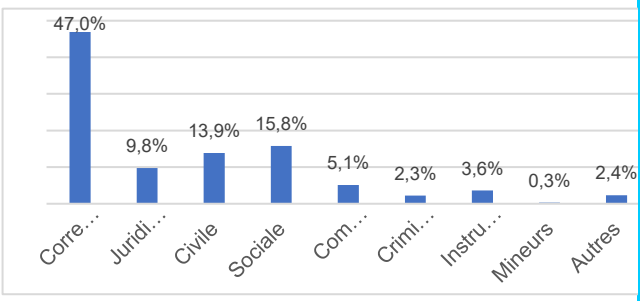
Tableau 17 : Décisions rendues selon la compétence et taux de rédaction (hors radiations et ADD)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**3 021**	**2 517**	**2 478**	**2 754**	**2 418**	**2 282**	**2 426**	**3 056**
Chambre de l'instruction	924	605	406	337	132	79	150	111
Chambre civile	319	451	438	336	351	313	357	424
Taux de rédaction (%)	*83,7*	*72,1*	*48,2*	*83,6*	*66,7*	*76,7*	*72,3*	*74,3*
Chambre commerciale	151	200	133	119	140	158	236	157
Taux de rédaction (%)	*78,8*	*49,5*	*89,5*	*77,3*	*62,9*	*63,3*	*61,4*	*98,7*
Chambre correctionnelle	584	378	558	742	846	755	809	1 435
Taux de rédaction (%)	*88,4*	*42,6*	*83,2*	*72,2*	*74,7*	*68,6*	*75,6*	*56,9*
Chambre criminelle	199	107	239	440	364	171	172	69
Chambre pour enfants	3	0	0	5	9	15	9	8
Chambre sociale	400	389	268	297	398	276	308	482
Taux de rédaction (%)	*85,3*	*70,2*	*88,4*	*93,9*	*94,7*	*96,0*	*89,0*	*87,6*
Autres	14	2	46	31	0	0	3	72
Juridiction du 1er Président	427	385	390	447	178	515	382	298
Taux de rédaction (%)	*86,9*	*77,7*	*71,0*	*94,4*	*89,3*	*72,2*	*82,2*	*140,6*

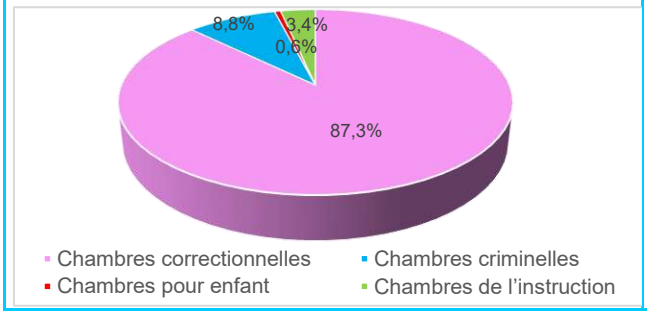
Graphique 12 : Répartition des affaires nouvelles par cour d'appel en 2025



Graphique 13 : Répartition des décisions rendues par chambre en 2025



Graphique 14 : Répartition des affaires des parquets selon les chambres de destination en 2025



Graphique 15 : Répartition des affaires nouvelles pénales selon la nature en 2025

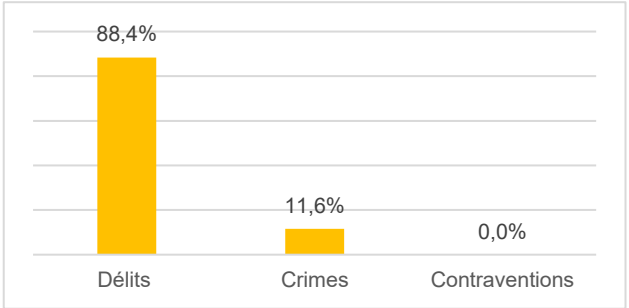


Tableau 18 : Durées moyennes de traitement des affaires des cours d'appel

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Durées moyennes de traitement des affaires	1 an 7 jours	11 mois 26 jours	10 mois 19 jours	9 mois 28 jours	1 an 11 jours	1 an 1 mois 4 jours

III.3. Tribunaux de grande instance

III.3.1. Activités des chambres civiles et commerciales des TGI (1/2)

Points saillants :

- Baisse de 11,8% du nombre d'affaires nouvelles ;
- 79,2% des affaires nouvelles concerne les rectifications d'actes d'état civil ;
- Baisse de 12,3% des décisions rendues.

Commentaire général :

En 2025, les TGI ont enregistré 17 309 affaires nouvelles en matière civile et commerciale (y compris les référés) contre 19 625 en 2024, soit une baisse de 11,8% (cf. Tableau 19). Cette baisse pourrait s'expliquer par l'application des réformes du code des personnes et de la famille en matière d'état des personnes et de la loi portant organisation judiciaire au Burkina Faso (notamment l'élargissement de la compétence du procureur du Faso en matière de rectification matérielle d'actes d'état civil, la compétence des TD/TAr en matière de transcription d'actes d'état civil, la reconnaissance d'actes d'individualité, etc.). Les baisses les plus importantes ont été enregistrées dans les TGI de Nouna (-77,4%), de Djibo (-49,4%) et de Manga (-47,3%). Toutefois, certains TGI ont connu une progression du nombre d'affaires nouvelles enregistrées. Les TGI ayant enregistrés les plus fortes hausses sont les TGI de Bogandé (677,8%) et Dori (531,4%) (cf. Tableau 20).

La répartition des affaires nouvelles en matière civile et commerciale (hors référés) fait ressortir une nette prédominance des affaires liées à l'état civil. En effet, 79,2% des affaires enregistrées concernent les rectifications d'actes d'état civil. Les autres catégories d'affaires en matière civile (assignations en paiement, en liquidation et en partage de succession, foncier, divorce, adoption, etc.) et commerciale représentent 20,8% des affaires nouvelles (cf. Graphique 16).

En variation annuelle, le nombre d'ordonnances rendues est passé de 35 314 en 2024 à 37 866 en 2025, soit une progression de 7,2%. En revanche, le nombre de requêtes rendues a légèrement diminué, passant de 55 315 en 2024 à 54 320 en 2025, soit une baisse de 1,8% (cf. Graphique 18).

Sur la période 2016-2025, les nombres de requêtes et d'ordonnances (hors référés) rendues ont une tendance générale à la hausse, avec des taux de croissance annuels moyens respectifs de 8,6% et de 8,0% (cf. Graphique 18).

S'agissant des décisions (y compris référés), les chambres civiles et commerciales en ont rendu 14 535 en 2025 contre 16 575 en 2024, soit une baisse de 12,3% (cf. Tableau 19). Le ratio des décisions rendues par rapport aux affaires nouvelles s'établit à 84,0% contre 84,5% en 2024. Six (06) TGI affichent un ratio supérieur ou égal à 90%. Les ratios les plus élevés sont enregistrés dans les TGI de Koudougou (109,2%), Fada N'gourma (98,1%) et de Diapaga (96,2%) (cf. Tableau 20).

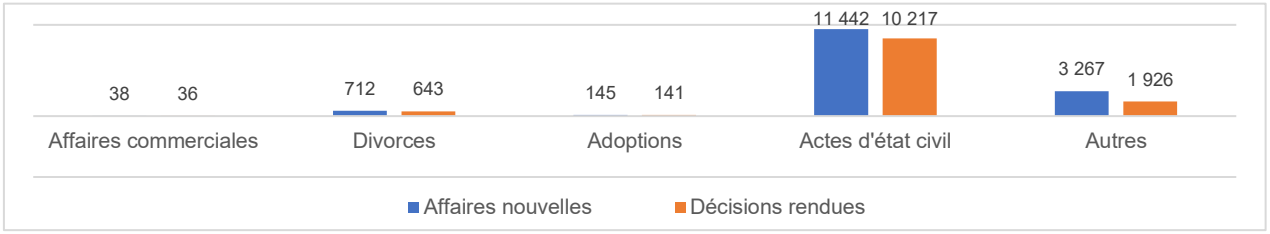
Le nombre moyen de décisions rendues par juge (y compris référés, hors ordonnances) s'établit à 105 en 2025, contre 113 en 2024. Les plus forts ratios sont relevés dans les TGI Ouaga I (280), Koupéla (235) et Ouaga II (202) (cf. Tableau 20).

Le taux de rédaction des décisions civiles et commerciales connaît une légère baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport à 2024 où il était de 96,1% (cf. Tableau 20). Cette baisse traduit une diminution de la proportion des décisions rendues ayant fait l'objet d'une rédaction.

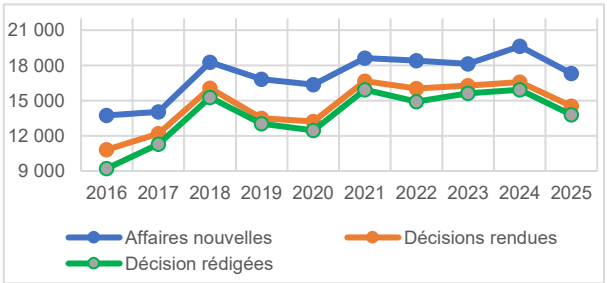
Tableau 19 : Affaires nouvelles civiles et commerciales, décisions rendues et rédigées (y compris référés, hors injonctions de payer, ordonnances, JADD et jonctions) par les TGI

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Affaires nouvelles	**13 739**	**14 046**	**18 263**	**16 814**	**16 357**	**18 618**	**18 398**	**18 138**	**19 625**	**17 309**
Décisions rendues	**10 818**	**12 188**	**16 052**	**13 501**	**13 211**	**16 658**	**16 037**	**16 279**	**16 575**	**14 535**
dont sur le fond	*10 333*	*11 628*	*15 498*	*13 099*	*12 890*	*16 091*	*15 386*	*15 438*	*15 616*	*13 866*
Décision rédigées	**9 217**	**11 274**	**15 281**	**13 035**	**12 457**	**15 927**	**14 924**	**15 611**	**15 922**	**13 804**
Taux de traitement (%)	*78,7*	*86,8*	*87,9*	*80,3*	*80,8*	*89,5*	*87,2*	*89,8*	*84,5*	*84,0*
Taux de rédaction (%)	*85,2*	*92,5*	*95,2*	*96,5*	*94,3*	*95,6*	*93,1*	*95,9*	*96,1*	*95,0*

Graphique 16 : Affaires nouvelles et décisions civiles et commerciales de 2025 (hors référés)



Graphique 17 : Evolution des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI, décisions rendues et rédigées (plus référés)



Graphique 18 : Evolution des requêtes et ordonnances rendues par les TGI (hors référés)

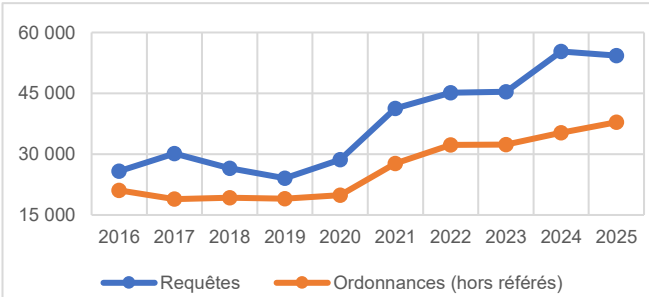


Tableau 20 : Affaires nouvelles civiles et commerciales, décisions rendues et rédigées par TGI (référés compris)

	Affaires nouvelles			Décisions rendues					Décisions rédigées		
	Nbre 2025	TCAM (%) 2016-25	Variat (%) 2024-25	Nbre 2025	TCAM (%) 2016-25	Variat (%) 2024-25	Ratio / Aff. nouv. en 2025 (%)	Décisions par juge en 2025	Nbre 2025	Variat (%) 2024-25	Ratio / Rendues en 2025 (%)
Ensemble	**17 309**	**2,6**	**-11,8**	**14 535**	**3,3**	**-12,3**	**84,0**	**105**	**13 804**	**-13,3**	**95,0**
Banfora	399	1,7	46,2	267	-0,8	13,1	66,9	45	138	-35,2	51,7
Bobo-Dioulasso	1 877	3,2	9,0	1 296	1,2	5,4	69,0	144	1 150	-7,3	88,7
Bogandé	140	1,6	677,8	53	-8,7	194,4	37,9	27	53	194,4	100,0
Boromo	692	8,3	-31,0	556	8,1	-37,9	80,3	139	559	-33,8	100,5
Dédougou	299	4,9	-22,7	210	2,6	-31,4	70,2	35	174	-41,8	82,9
Diapaga	52	-4,1	4,0	50	-3,5	11,1	96,2	25	50	11,1	100,0
Diébougou	779	13,8	-22,4	666	12,6	-30,1	85,5	133	656	-30,7	98,5
Djibo	39	-16,2	-49,4	11	-27,1	-85,7	28,2	6	0	-100,0	0,0
Dori	221	-0,6	531,4	169	1,8	604,2	76,5	85	108	440,0	63,9
Fada N'gourma	644	2,4	-38,4	632	3,8	-42,6	98,1	90	669	-37,6	105,9
Gaoua	349	-1,0	55,1	249	-3,8	35,3	71,3	42	252	38,5	101,2
Kaya	614	6,6	-34,4	541	6,5	23,8	88,1	90	522	27,9	96,5
Kongoussi	362	6,9	-0,8	317	5,4	-13,6	87,6	159	304	-16,7	95,9
Koudougou	836	-3,1	-24,1	913	-0,2	-7,7	109,2	114	900	3,8	98,6
Koupéla	762	35,6	-15,0	706	38,4	-19,0	92,7	235	692	-20,6	98,0
Léo	453	11,4	-25,2	368	12,2	-28,0	81,2	74	366	-28,2	99,5
Manga	260	-1,3	-47,3	219	-2,9	-49,3	84,2	55	213	-51,0	97,3
Nouna	61	-8,0	-77,4	44	-10,1	-79,5	72,1	22	17	-	38,6
Orodara	117	-6,7	42,7	90	-6,6	11,1	76,9	18	92	7,0	102,2
Ouaga I	2 266	-	-3,0	1 960	-	10,1	86,5	280	1 699	1,1	86,7
Ouaga II	2 373	-	5,4	2 015	-	23,9	84,9	202	2 019	21,8	100,2
Ouagadougou	0	-100,0	-	0	-100,0	-	-	-	0	-	-
Ouahigouya	708	12,5	-33,6	601	12,4	-43,7	84,9	86	580	-44,1	96,5
Pô	646	-	-16,8	550	-	-23,4	85,1	110	558	-24,4	101,5
Tenkodogo	908	0,1	-20,1	740	2,4	-26,9	81,5	82	766	-22,2	103,5
Tougan	355	0,4	33,5	325	-0,6	16,5	91,5	163	326	17,3	100,3
Yako	240	-6,9	6,2	205	-8,2	-14,2	85,4	41	193	-19,2	94,1
Ziniaré	857	5,1	-12,1	782	5,3	-11,0	91,2	98	748	-7,9	95,8

III.3.2. Activités des chambres civiles et commerciales des TGI (2/2)

Points saillants :

- Baisse de 14,9% du nombre de décisions en matière civile et commerciale, hors référés ;
- Augmentation du délai moyen de traitement des affaires civiles et commerciales de 29 jours.

Commentaire général :

En 2025, les tribunaux de grande instance (TGI) ont rendu 12 963 décisions en matière civile et commerciale (hors référés, JADD, radiations et ordonnances) contre 15 233 en 2024, soit une baisse de 14,9%. Depuis 2016, la quasi-totalité des décisions rendues l'ont été en présence des parties, témoignant du caractère essentiellement contradictoire des procédures en matière civile et commerciale (cf. Graphique 19).

En 2025, les tribunaux de grande instance ont rendu 12 499 décisions au fond en matière civile et commerciale (hors référés) contre 14 438 en 2024. La proportion des décisions sur le fond (acceptation et rejet) s'établit à 95,4% en 2025 contre 94,2% en 2024, soit une hausse de 1,2 point de pourcentage. Parmi les décisions rendues sur le fond, 95,2% ont porté sur des décisions d'acception. Sur la période des dix dernières années, la proportion de rejet la plus élevée a été enregistrée en 2025, avec 4,8% des décisions rendues au fond (cf. Graphique 20).

Le temps moyen de traitement des affaires civiles et commerciales, correspondant à la période comprise entre l'enrôlement de l'affaire et le prononcé de la décision, s'est rallongé passant de 1 mois 19 jours en 2024 à 2 mois 18 jours en 2025. En ce qui concerne les rectifications d'actes d'état civil, le temps moyen de traitement est passé de 24 jours en 2024 à 20 jours en 2025, soit une réduction de 4 jours (cf. Tableau 21).

La durée moyenne de rédaction des affaires civiles et commerciales, est passée de 21 jours en 2024 à 26 jours en 2025, soit une hausse 5 jours. Depuis 2022, le temps moyen mis pour rédiger une décision civile et/ou commerciale dans les TGI a considérablement diminué en passant de 2 mois à 26 jours en 2025 (cf. Tableau 23).

Notes méthodologiques :

Pourcentage des décisions rendues par affaire nouvelle *: Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles multiplié par 100.*

Décisions rendues par juge *: Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de juges.*

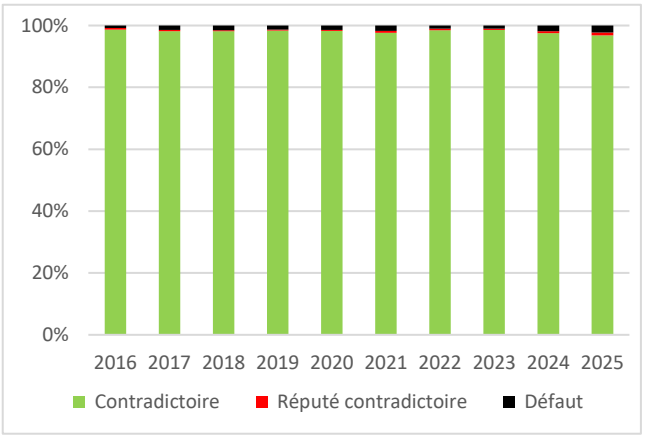
Pourcentage de décisions sur le fond *: Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.*

Part des décisions rendues par nature *: Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.*

Proportion de décisions rédigées *: Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.*

Variation *: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.*

Graphique 19 : Répartition des décisions civiles et commerciales des TGI par type (hors référés)



Graphique 20 : Répartition des décisions civiles et commerciales sur le fond (hors référés)

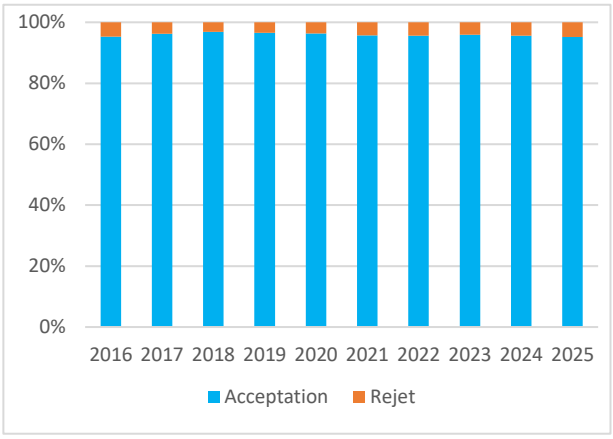


Tableau 21 : Décisions civiles et commerciales rendues par les TGI selon la durée de la procédure

		Moins de 1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 mois à 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 ans et plus	**Temps moyen**
Ensemble	**2021**	**12 074**	**1 379**	**425**	**411**	**419**	**319**	**124**	**96**	**1 mois 22 jours**
	2022	**12 251**	**946**	**319**	**427**	**377**	**187**	**77**	**90**	**1 mois 13 jours**
	2023	**11 737**	**1 694**	**530**	**434**	**375**	**301**	**68**	**46**	**1 mois 18 jours**
	2024	**11 796**	**1 537**	**478**	**441**	**296**	**251**	**93**	**53**	**1 mois 19 jours**
	2025	**9 939**	**977**	**349**	**428**	**406**	**485**	**192**	**187**	**2 mois 18 jours**
Etat civil	2021	11 744	1 105	262	139	115	45	8	3	21 jours
	2022	11 789	734	146	128	86	10	7	0	21 jours
	2023	11 292	1 401	370	222	90	30	4	2	25 jours
	2024	11 209	1 282	326	204	71	21	1	3	24 jours
	2025	9 108	693	175	122	59	47	5	8	20 jours
Divorces	2021	151	88	62	109	70	37	10	6	4 mois 30 jours
	2022	203	71	57	112	75	24	6	2	4 mois 4 jours
	2023	164	84	51	88	71	37	4	2	4 mois 17 jours
	2024	179	93	57	108	55	17	3	3	3 mois 20 jours
	2025	205	83	68	135	94	47	8	3	4 mois 20 jours
Adoptions	2021	33	38	10	7	0	2	1	0	2 mois 4 jours
	2022	41	33	7	14	9	0	0	0	2 mois 9 jours
	2023	28	25	21	11	7	4	0	0	3 mois 2 jours
	2024	40	28	12	11	7	1	1	0	2 mois 17 jours
	2025	56	56	11	6	6	4	2	0	2 mois 14 jours
Autres	2021	143	147	75	140	230	229	103	87	11 mois 30 jours
	2022	218	108	107	171	202	153	64	87	10 mois 14 jours
	2023	253	183	85	111	207	230	60	42	9 mois 8 jours
	2024	365	132	81	113	160	210	87	47	8 mois 25 jours
	2025	562	144	90	153	241	385	176	175	11 mois 25 jours
Affaires commerciales	2021	3	1	16	16	4	6	2	0	6 mois 17 jours
	2022	0	0	2	2	5	0	0	1	10 mois 8 jours
	2023	0	1	3	2	0	0	0	0	3 mois 2 jours
	2024	3	2	2	5	3	2	1	0	6 mois 29 jours
	2025	8	1	5	12	6	2	1	1	6 mois 13 jours

Tableau 22 : Temps moyen pour rendre une décision civile et commerciale (hors référés)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Temps moyen de traitement	2 mois 7 jours	2 mois	1 mois 21 jours	1 mois 27 jours	1 mois 24 jours	1 mois 26 jours	1 mois 13 jours	1 mois 18 jours	1 mois 19 jours	2 mois 18 jours

Tableau 23 : Durée moyenne de rédaction d'une décision civile et commerciale (hors référés)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Temps moyen de rédaction	2 mois 8 jours	1 mois 15 jours	1 mois 24 jours	25 jours	11 jours	1 mois 21 jours	2 mois	22 jours	21 jours	26 jours

III.3.3. Activités des parquets des tribunaux de grande instance (1/2)

Points saillants :

- Plus du tiers (38,4%) des affaires nouvelles dans les TGI de Ouagadougou ;
- 65,3% des affaires orientées dans les chambres correctionnelles ;

Commentaire général :

En 2025, le nombre d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets près les TGI est de 14 457 contre 13 293 en 2024, soit une augmentation de 8,8% (cf. Tableau 24). Les TGI Ouaga I (19,0%) et Ouaga II (19,4%) concentrent, à eux seuls, plus du tiers (38,4%) des affaires nouvelles en 2025. La variation du nombre des affaires nouvelles enregistrées par les parquets diffère d'un TGI à un autre. Les plus fortes hausses sont observées au niveau des TGI de Tougan (120,0%), Diapaga (114,3%) et Ouahigouya (89,1%). Les baisses les plus importantes ont été enregistrées à Fada N'Gourma (-37,5%), Banfora (-26,6%) et Bogandé (-25,0%) (cf. Tableau 25).

En 2025, sur l'ensemble des affaires nouvelles, 9 445 ont été orientées vers les chambres correctionnelles (65,3%), 65 affaires (0,4%) vers les chambres criminelles, 900 vers les cabinets d'instruction (6,2%) et 4 047 affaires classées sans suite (28,0%). Parmi les affaires orientées vers les chambres correctionnelles, 70,0% sont en procédure de flagrant délit et 30,0% en citation directe. (cf. Tableau 24).

Le nombre de mineurs impliqués dans les affaires pénales en 2025 est de 576 contre 590 en 2024, soit une baisse de 2,4%. En outre, environ quatre cinquième (79,2%) de ces mineurs ont été mis sous ordonnance de garde provisoire (OGP) (cf. Tableau 24).

En 2025, les pôles spécialisés des parquets près les TGI Ouaga I, Ouaga II et de Bobo-Dioulasso ont enregistré 254 affaires nouvelles dont 63,8% pour les pôles Ecofi (123 à Ouaga I et 39 à Bobo-Dioulasso) et 36,2% pour le pôle anti-terroriste (Ouaga II). Les crimes et délits contre les biens représentent 76,5% des affaires nouvelles des pôles Ecofi dont 97 affaires à Ouaga I et 27 à Bobo-Dioulasso (cf. Tableau 25).

Notes méthodologiques :

Part des affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions *: Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets des TGI.*

Part des affaires orientées par « chambre » *: Rapport entre le nombre d'affaires orientées dans une « chambre » donnée et le nombre total d'affaires orientées.*

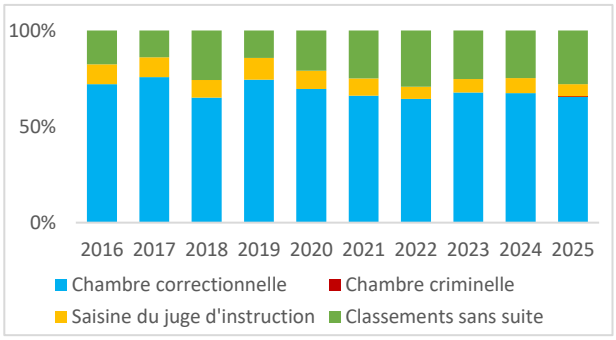
Taux de classement sans suite *: Rapport entre le nombre d'affaires classées sans suite et le nombre total d'affaires orientées.*

Taux de réponse pénale *: Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers les chambres correctionnelles et les cabinets d'instruction et le nombre total d'affaires orientées.*

Tableau 24 : Affaires nouvelles et orientations des parquets des TGI (y compris Ecofi et Anti-terro)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Affaires nouvelles	**9 121**	**8 690**	**8 815**	**6 655**	**8 510**	**10 549**	**10 765**	**11 680**	**13 293**	**14 457**
Chambres correctionnelles	6 658	6 583	5 729	4 949	5 926	6 969	7 004	7 910	8 965	9 445
Flagrants délits	*4 877*	*5 075*	*4 291*	*3 205*	*4 499*	*5 419*	*5 686*	*6 400*	*6 937*	*6 609*
Citations directes	*1 781*	*1 508*	*1 438*	*1 744*	*1 427*	*1 550*	*1 318*	*1 510*	*2 028*	*2 836*
Chambres criminelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	65
Saisine du juge d'instruction	915	901	810	757	801	949	584	819	1 040	900
Classements sans suite	1 548	1 206	2 276	949	1 783	2 631	3 177	2 951	3 288	4 047
Taux de CSS (%)	17	13,9	25,8	14,3	21	24,9	29,5	25,3	24,7	28,0
Mineurs impliqués	326	288	349	230	346	597	733	604	590	576
Mineurs mis sous OGP	222	221	201	133	120	465	609	430	455	456
Taux de mise sous OGP	68,1	76,7	57,6	57,8	34,7	77,9	83,1	71,2	77,1	79,2

Graphique 21 : Répartition des affaires selon leur orientation par les parquets près les TGI



Graphique 22 : Répartition des mineurs selon l'orientation des affaires

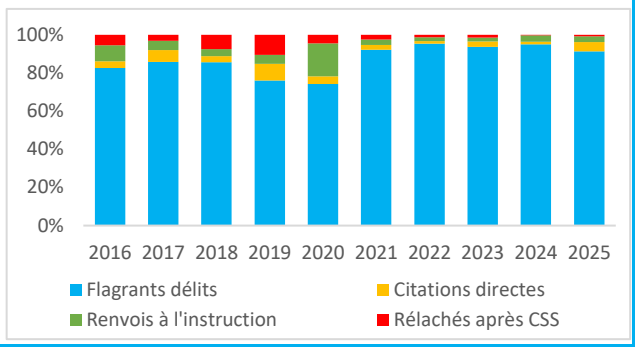


Tableau 25 : Répartition des affaires nouvelles enregistrées par les parquets par TGI

	Affaires nouvelles				**Crimes et délits contre les biens**		**Crimes et délits Contre les particuliers**	
	Nombre 2025	Poids (%) en 2025	TCAM (%) 2016-2025	Variation (%) / à 2024	Nombre 2025	Variation (%) / à 2024	Nombre 2025	Variation (%) / à 2024
Ensemble	**14 457**	**100,0**	**5,7**	**8,8**	**6 915**	**6,3**	**5 113**	**18,3**
Banfora	386	2,7	-3,1	-26,6	170	-24,8	154	-29,7
Bobo-Dioulasso	1 654	11,4	10,1	5,2	892	8,9	520	4,0
dont Ecofi	*39*	*0,3*	-	*-22,0*	*27*	*8,0*	*1*	-
Bogandé	3	0,0	-35,6	-25,0	2	0,0	1	0,0
Boromo	835	5,8	10,9	15,8	372	0,3	337	47,2
Dédougou	362	2,5	1,1	-6,2	171	-27,8	148	28,7
Diapaga	15	0,1	-20,4	114,3	4	33,3	7	75,0
Diébougou	360	2,5	3,7	-3,0	121	21,0	166	-21,3
Djibo	0	0,0	-100,0	-	0	-	0	-
Dori	213	1,5	-2,7	43,9	108	30,1	68	78,9
Fada N'Gourma	192	1,3	-5,9	-37,5	96	-31,9	50	-47,9
Gaoua	466	3,2	7,8	-6,2	217	-19,3	166	11,4
Kaya	324	2,2	3,7	10,6	141	-20,8	119	56,6
Kongoussi	119	0,8	2,7	4,4	35	12,9	55	17,0
Koudougou	1 121	7,8	4,8	23,7	465	12,6	440	45,2
Koupéla	398	2,8	66,7	-4,3	137	-4,9	171	14,0
Léo	330	2,3	6,9	68,4	87	26,1	184	111,5
Manga	159	1,1	-1,6	-13,1	38	-34,5	89	-4,3
Nouna	12	0,1	-25,1	33,3	4	33,3	5	25,0
Orodara	141	1,0	0,0	-6,0	49	-38,0	61	19,6
Ouaga I	2 753	19,0	-	1,2	1 486	2,3	733	-10,3
dont Ecofi	*123*	*0,9*	-	*25,5*	*97*	*38,6*	*1*	*0,0*
Ouaga II	2 799	19,4	-	34,4	1 462	22,5	883	50,7
dont Terro	*92*	*0,6*	-	*-20,7*	*0*	-	*0*	*-100,0*
Ouahigouya	590	4,1	8,9	89,1	0	-	230	96,6
Pô	336	2,3	-	14,7	274	144,6	119	9,2
Tenkodogo	445	3,1	-0,2	12,1	128	11,3	204	22,2
Tougan	11	0,1	-24,1	120,0	172	7,5	6	100,0
Yako	112	0,8	-2,2	2,8	3	200,0	42	35,5
Ziniaré	321	2,2	3,3	5,6	42	-20,8	153	30,8

III.3.4. Activités des parquets des tribunaux de grande instance (2/2)

Points saillants :

- Baisse de 7,7% des affaires nouvelles civiles des parquets ;
- 83,6% des affaires nouvelles liées aux rectifications d'erreurs matérielles ;
- Hausse de 8,2 points de pourcentage du ratio conclusions rendues sur affaires nouvelles.

Commentaire général :

En 2025, les parquets près les TGI ont enregistré 11 720 affaires nouvelles civiles contre 12 694 en 2024, soit une diminution de 7,7%.

La majeure partie des affaires nouvelles civiles (83,6%) porte sur les rectifications d'erreurs matérielles. L'état des personnes (rectifications/modifications de prénom, adoptions, naturalisations, recherches de paternité) représente 12,6% des affaires nouvelles (cf. Tableau 26).

Dans la catégorie « état des personnes », les affaires les plus fréquentes sont les naturalisations (32,5%), les rectification et modification de prénom (29,7%), les adoptions (20,1%) et les recherches de paternité (17,6%), (cf. Tableau 26).

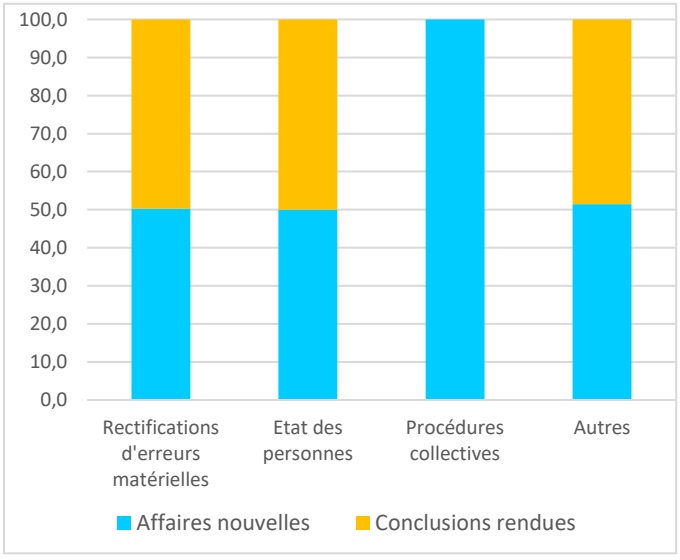
Sur la période de 2016 à 2025, le nombre des affaires nouvelles et des conclusions rendues a évolué en dents de scie avec des pics observés en 2018 et en 2024. En général, le nombre d'affaires nouvelles évolue au-dessus des conclusions rendues. Néanmoins, en 2022, le nombre de conclusions rendues (10 899) a été supérieur à celui des affaires nouvelles (9 953) (cf. Graphique 25).

Le ratio conclusions rendues sur affaires nouvelles s'établit à 98,7% en 2025 et est en hausse par rapport à 2024 où il était de 90,5% (cf. Tableau 27).

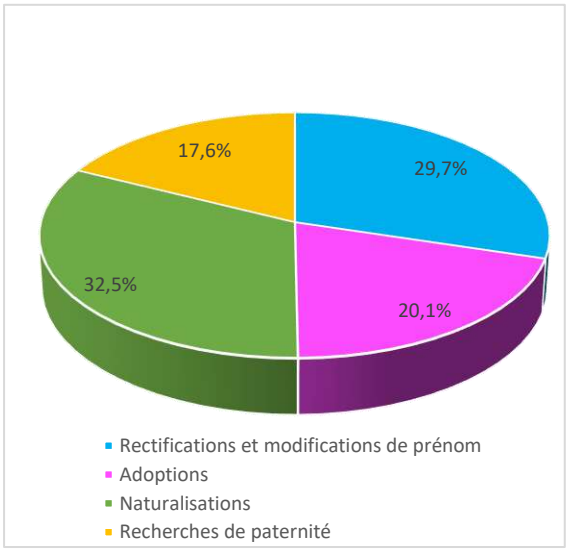
Tableau 28 : Affaires « civiles » nouvelles et conclusions rendues par les parquets près des TGI

	Affaires nouvelles			Conclusions rendues			Conclusions / Affaires nouvelles (%)	
	Nombre 2025	Poids (%) 2025	Variation (%) / à 2024	Nombre 2025	Poids (%) 2025	Variation (%) / à 2024	2024	2025
Ensemble	**11 720**	**100,0**	**-7,7**	**11 567**	**100,0**	**0,7**	**90,5**	**98,7**
Rectifications d'erreurs matérielles	**9 795**	**83,6**	**-6,3**	**9 673**	**83,6**	**-4,6**	**97,0**	**98,8**
Etat des personnes	**1 475**	**12,6**	**53,8**	**1 473**	**12,7**	**80,1**	**85,3**	**99,9**
Rectifications et modifications de prénom	*438*	*3,7*	*215,1*	*372*	*3,2*	*261,2*	*74,1*	*84,9*
Adoptions	*297*	*2,5*	*72,7*	*385*	*3,3*	*107,0*	*108,1*	*129,6*
Naturalisations	*480*	*4,1*	*19,1*	*411*	*3,6*	*42,2*	*71,7*	*85,6*
Recherches de paternité	*260*	*2,2*	*6,1*	*305*	*2,6*	*27,1*	*98,0*	*117,3*
Procédures collectives	**3**	**0,0**	**-**	**0**	**0,0**	**-100,0**	**-**	**0,0**
Autres	**447**	**3,8**	**-65,2**	**421**	**3,6**	**-21,2**	**41,6**	**94,2**

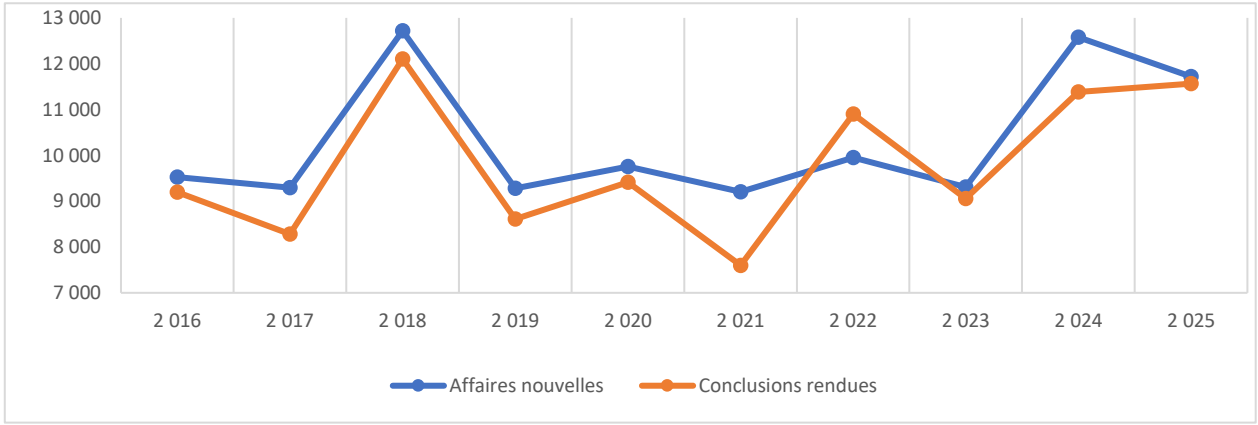
Graphique 23 : Répartition (%) des affaires nouvelles civiles et des conclusions rendues par les parquets près les TGI en 2025 selon la matière



Graphique 24 : Répartition des affaires nouvelles en 2025 relatives à l'état des personnes des parquets près les TGI



Graphique 25 : Evolution des affaires civiles nouvelles et des conclusions rendues par les parquets près des TGI



III.3.5. Activités des chambres correctionnelles des TGI (1/2)

Points saillants :

- Hausse de 71,8% des décisions rendues ;
- Hausse de 50,7% du nombre de décisions rédigées ;
- Hausse de 26,9% des décisions rendues par les pôles spécialisés.

Commentaire général :

En 2025, les chambres correctionnelles ont rendu 12 703 jugements contre 7 393 en 2024. Cette hausse pourrait s'expliquer par l'opération « cassiers vides » initiée par le ministère afin de vider les vieux stocks de dossiers. La répartition des décisions rendues par groupe d'infractions montre que la plus forte proportion concerne les crimes et délits contre les biens (44,7%). Les crimes et délits contre les particuliers représentent 37,8% et les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs 7,9%. Les plus faibles proportions sont observées dans les infractions en matière informatique/cybercriminalité et les infractions en matière forestière et faunique avec chacune 0,1% des décisions rendues. Cette tendance est observée de 2016 à 2025 (cf. Tableau 27).

Le nombre de décisions rendues par TGI montre que Ouaga I concentre 30,0% des décisions rendues suivi de Ouaga II et de Bobo Dioulasso avec 15,8% chacune. Les TGI de Tougan (0,04%), de Nouna (0,1%), de Bogandé (0,1%) et de Diapaga (0,2%) enregistrent les plus faibles proportions en 2025 (cf. Tableau 28).

En 2025, le nombre de décisions rendues a progressé de 71,8% par rapport à 2024. Les plus fortes hausses ont été enregistrées dans les chambres correctionnelles des TGI de Dori (557,4%), de Diapaga (400,0%) et de Fada N'Gourma (125,0%). Les baisses les plus significatives sont observées dans les TGI de Orodara (-28,7%) et de Dédougou (-22,8%) (cf. Tableau 28).

Le nombre de décisions rédigées en 2025 (y compris Ecofi et Anti-terro) est de 9 986 contre 6 628 en 2024, soit une progression de 50,7%. Le ratio des décisions rédigées sur les décisions rendues au niveau des chambres correctionnelles s'établit à 78,6% en 2025 contre 89,7% en 2024. Ainsi, ce ratio est en baisse de 11,1 points de pourcentage (cf. Tableau 27).

En 2025, les pôles spécialisés (Ecofi et Anti-terro) ont rendu 222 décisions contre 175 en 2024, soit une hausse de 26,9%. Les pôles Ecofi ont rendu 133 décisions (dont 40 à Bobo-Dioulasso et 93 à Ouaga I), soit 59,9% de l'ensemble des décisions rendues par les pôles spécialisés. Quant au pôle anti-terro, il a rendu 40,1% de ces décisions (cf. Tableau 28).

En 2025, en moyenne, chaque juge au siège a rendu 82 décisions contre 50 en 2024, soit une hausse de 64%. Les ratios les plus élevés sont observés dans les chambres correctionnelles des TGI de Bobo-Dioulasso (222), Ouaga I (201), Ouaga II (168) et de Koudougou (106). Les plus faibles ratios sont constatés aux TGI de Tougan (3), Nouna (5) et de Bogandé (6) (cf. Tableau 28).

Tableau 29 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la catégorie d'infractions

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Jugements rendus	**5 681**	**6 732**	**5 293**	**4 038**	**4 556**	**6 536**	**6 749**	**7 460**	**7 393**	**12 703**
Crime et délit contre la sécurité publique	0	7	4	9	18	28	25	96	154	197
Crimes et délits contre la chose publique	245	336	252	190	246	326	379	349	360	749
Crimes et délits contre la famille et les mœurs	517	617	469	360	458	609	665	734	812	1 007
Crimes et délits contre les biens	3 685	3 929	2 805	2 086	2 290	3 049	3 354	3 776	3 821	5 679
Crimes et délits contre les particuliers	1 073	1 691	1 629	1 313	1 464	2 358	2 203	2 389	2 126	4 807
Infractions en matière d'armes et munitions	89	75	75	43	33	56	45	51	44	58
Infractions en matière de code de la route	72	76	59	25	27	68	61	41	55	176
Infractions en matière environnementale	0	0	0	1	10	25	9	11	8	13
Infractions en matière forestière et faunique	0	0	0	8	10	15	7	12	10	9
Infractions en matière informatique/cybercriminalité	0	1	0	3	0	2	1	1	3	8
Décisions rédigées	**3 089**	**4 229**	**3 773**	**2 628**	**3 526**	**5 030**	**5 308**	**5 558**	**6 628**	**9 986**
% de décisions rédigées	54,4	62,8	71,3	65,1	77,4	77	78,6	74,5	89,7	78,6

Tableau 30 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus par TGI

	Décisions rendues				**Crimes et délits contre les biens**			**Crimes et délits contre les particuliers**		
	Nombre 2025	Poids (%) 2025	Variation par rap. à 2024 (%)	Par juge en 2025	Nombre 2025	Poids (%) 2025	Variation par rap. à 2024 (%)	Nombre 2025	Poids (%) 2025	Variation par / à 2024 (%)
Ensemble	**12 703**	**100**	**71,8**	**82**	**5 679**	**100**	**48,6**	**4 807**	**100**	**126,1**
Banfora	263	2,1	1,5	44	121	2,1	-17,7	102	2,1	18,6
Bobo-Dioulasso	2 002	15,8	129,3	222	889	15,7	64,9	833	17,3	250,0
Dont Ecofi	*40*	*0,3*	*42,9*	-	*17*	*0,3*	*-15,0*	*2*	*0,0*	-
Bogandé	11	0,1	120,0	6	6	0,1	200,0	2	0,0	0,0
Boromo	444	3,5	-3,5	89	240	4,2	-19,5	161	3,3	109,1
Dédougou	179	1,4	-22,8	30	90	1,6	-41,2	57	1,2	11,8
Diapaga	20	0,2	400,0	10	6	0,1	-	7	0,1	75,0
Diébougou	190	1,5	-16,7	38	67	1,2	6,3	89	1,9	-25,8
Djibo	0	0,0	-	0	0	0,0	-	0	0,0	-
Dori	355	2,8	557,4	178	186	3,3	520,0	114	2,4	714,3
Fada N'Gourma	369	2,9	125,0	53	149	2,6	75,3	143	3,0	160,0
Gaoua	456	3,6	34,9	76	220	3,9	19,6	170	3,5	78,9
Kaya	154	1,2	24,2	26	85	1,5	26,9	41	0,9	13,9
Kongoussi	104	0,8	28,4	52	28	0,5	21,7	44	0,9	37,5
Koudougou	844	6,6	37,9	106	385	6,8	24,2	285	5,9	61,9
Koupéla	218	1,7	-4,0	73	64	1,1	-28,9	102	2,1	41,7
Léo	173	1,4	36,2	35	71	1,3	57,8	65	1,4	27,5
Manga	136	1,1	25,9	34	34	0,6	41,7	67	1,4	13,6
Nouna	9	0,1	28,6	5	3	0,1	-25,0	3	0,1	50,0
Orodara	87	0,7	-28,7	17	36	0,6	-45,5	34	0,7	3,0
Ouaga I	3 812	30,0	206,2	201	1 642	28,9	140,1	1 492	31,0	307,7
Dont Ecofi	*93*	*0,7*	*210,0*	-	*48*	*0,8*	*128,6*	*0*	*0,0*	-
Ouaga II	2 011	15,8	83,3	168	981	17,3	52,3	696	14,5	147,7
Dont Terro	*89*	*0,7*	*-23,9*	-	*0*	*0,0*	-	*0*	*0,0*	-
Ouahigouya	199	1,6	10,6	28	99	1,7	13,8	53	1,1	23,3
Pô	186	1,5	17,7	37	73	1,3	23,7	65	1,4	18,2
Tenkodogo	256	2,0	-5,9	28	113	2,0	0,0	95	2,0	-3,1
Tougan	5	0,04	0,0	3	2	0,0	-50,0	1	0,0	0,0
Yako	74	0,6	-10,8	15	27	0,5	-32,5	27	0,6	42,1
Ziniaré	146	1,1	-4,6	18	62	1,1	3,3	59	1,2	-1,7

III.3.6. Activités des chambres correctionnelles des TGI (2/2)

Points saillants :

- Baisse de 28 points de pourcentage des décisions rendues de flagrant délit ;
- Hausse de 29,8 points de pourcentage de jugements rendus par défaut ;
- Rallongement de 3 ans du temps moyen de traitement des affaire de citations directes.

Commentaire général :

En 2025, sur les 12 703 décisions rendues par les chambres correctionnelles des TGI, une proportion de 56,1% a été rendue suivant la procédure de flagrant délit (FD). Comparativement à 2024 où elle était de 84,1%, cette proportion a baissé de 28 points de pourcentage. Cela pourrait s'expliquer par l'opération « casiers vides » qui a permis de juger un nombre important d'affaires de citation directe (CD). Globalement, sur la décennie, le nombre de décisions rendues par la procédure de FD est prédominant avec une proportion oscillant autour de 80% (cf. Graphique 26).

Selon le type de jugements correctionnels, les décisions rendues contradictoirement en 2025 représentent 64,8% des jugements contre 96,8% en 2024. En effet, un grand nombre d'affaires ont été jugées par défaut lors de l'opération « casiers vides ». Ainsi, la proportion des décisions rendues par défaut a connu une hausse passant de 1,8% en 2024 à 31,6% en 2025 (cf. Graphique 27).

En 2025, environ un cinquième (20,7%) des jugements de flagrants délits ont été rendu en moins de quinze (15) jours et 12,2% dans un délai d'au moins 1 an (cf. Tableau 29). Le temps moyen de traitement des flagrants délits a connu un rallongement par rapport à celui de 2024. En effet, il est passé de 1 mois 27 jours à 3 mois 5 jours, soit une augmentation de 1 mois 8 jours (cf. Tableau 30). Au cours des dix dernières années, le temps moyen de traitement des flagrants délits a connu trois pics, en 2016 avec 2,9 mois, en 2019 avec 3,6 et en 2025 avec 3,2 mois (cf. Graphique 28).

La durée de traitement des affaires dans la procédure de citation directe a connu une hausse considérable en passant de 8 mois 13 jours en 2024 à 46 mois 6 jours en 2025, soit un rallongement de plus de 3 ans (cf. Tableau 30). L'opération « cassiers vides » initié par le ministère afin de vider les vieux stocks de dossiers pourrait expliquer cette hausse. En effet, plus de la moitié (52,8%) des dossiers traités en citation directe ont une durée de 5 ans et plus (cf. Tableau 29).

Le temps moyen mis pour rédiger une décision correctionnelle en 2025 est de 5 mois 22 jours. Il s'est détérioré de 21 jours par rapport à 2024 où il était de 5 mois 1 jour (cf. Tableau 30).

Notes méthodologiques :

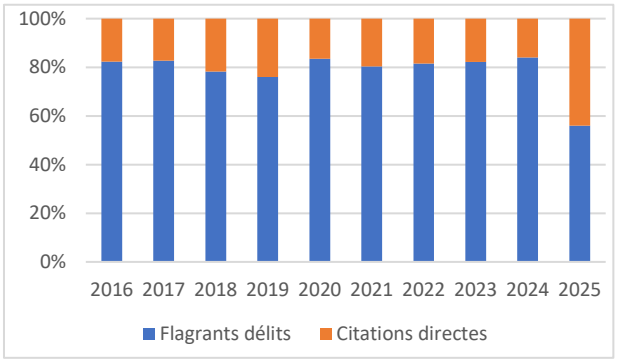
Part des jugements rendus par type de procédure *: Rapport entre le nombre de jugements rendus par une procédure donnée et le nombre total de jugements rendus.*

Ratio de jugements rendus par affaires reçues des parquets *: Rapport entre le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles et le nombre total d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres.*

Variation *: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.*

Sources statistiques : *Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.*

Graphique 26 : Répartition des jugements correctionnels des TGI selon la procédure



Graphique 27 : Répartition des jugements correctionnels des TGI selon le type

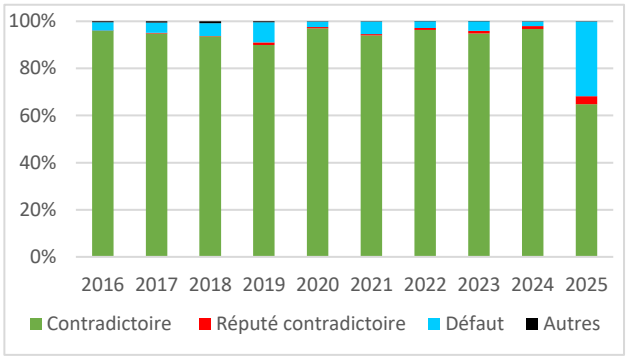


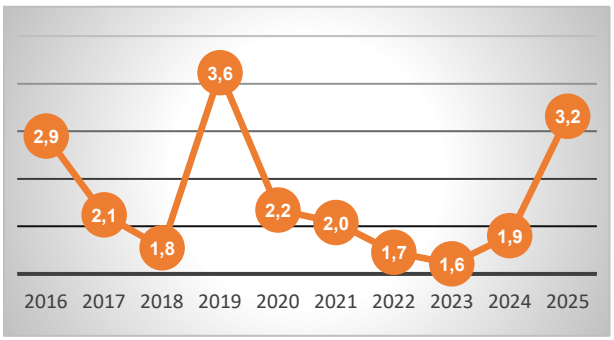
Tableau 31 : Proportion (%) de décisions rendues par les chambres correctionnelles des TGI selon la durée de la procédure

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Flagrants délits										
Moins de 15 jours	12,3	16,5	28,2	16	21,9	22,7	25,1	27,1	23,5	20,7
15 jours à moins de 1 mois	15,2	22,5	29,3	17,6	23,2	23,9	24,4	25,3	23,3	22,4
1 à moins de 2 mois	35,9	44,9	31,3	17,6	24,1	27,1	28,3	27	28,2	27,4
2 à moins de 3 mois	-	-	-	12	15,2	15,2	13,4	12,6	15,5	10,2
3 à moins de 6 mois	25,2	9,7	5,1	20,3	9	4,9	4,6	4,4	4,5	4,2
6 mois à moins de 1 an	9,7	2,5	1,9	9	3,3	1,7	1,9	1,5	1,8	2,9
1 an et plus	1,7	3,9	4,1	7,7	3,3	4,5	2,3	1,9	3,3	12,2
Citations directes										
Moins de 3 mois	34,9	29,5	34,7	33	34,2	32,4	34,1	37,4	43,9	14,0
3 à moins de 6 mois	17,8	13,8	15,7	19,4	21,3	17,3	21,1	20,4	22,8	7,2
6 mois à moins de 1 an	15,9	20,9	15,7	15,7	20,9	15,6	16,9	15,7	16,2	6,0
1 à moins de 2 ans	12,3	13	13,9	7,3	9,7	10,6	13,2	9,6	8,6	6,0
2 à moins de 3 ans	6,7	7	9	3,9	5,6	6,7	4,9	5,6	4,4	3,8
3 à moins de 5 ans	12,5	15,8	10,9	8	4,8	5,3	2,6	3,8	2	10,2
5 ans et plus	-	-	-	12,7	3,6	12,1	7,2	7,4	2	52,8

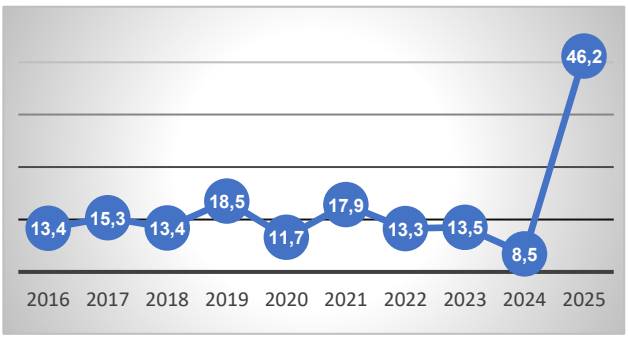
Tableau 32 : Temps moyen pour rendre et pour rédiger une décision correctionnelle dans les TGI

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Temps moyen de traitement des FD	2 mois 28 jours	2 mois 3 jours	1 mois 23 jours	3 mois 18 jours	2 mois 5 jours	2 mois 1 jours	1 mois 22 jours	1 mois 18 jours	1 mois 27 jours	3 mois 5 jours
Temps moyen de traitement des CD	13 mois 10 jours	15 mois 10 jours	13 mois 12 jours	18 mois 15 jours	11 mois 19 jours	17 mois 26 jours	13 mois 8 jours	13 mois 15 jours	8 mois 13 jours	46 mois 6 jours
Temps moyen de rédaction des décisions	-	-	-	-	-	-	-	3 mois 16 jours	5 mois 1 jour	5 mois 22 jours

Graphique 28 : Evolution du temps moyen de traitement des affaires de flagrant délit (mois)



Graphique 29 : Evolution du temps moyen de traitement des affaires de citation directe (mois)



III.3.7. Activités des cabinets d'instruction des TGI (1/2)

Points saillants :

- Hausse de 5,7 du ratio affaires clôturées sur affaires nouvelles ;
- 48,1% des mis en examen libérés après au moins 1 an de détention provisoire.

Commentaire général :

En 2025, les cabinets d'instruction des TGI ont enregistré 1 052 affaires nouvelles contre 1 019 en 2024, soit une hausse de 3,2%. Cette progression masque toutefois des disparités entre les TGI. Les hausses les plus élevées sont observées dans ceux de Tougan (100%), de Kaya (72,7%) et de Boromo (68,8%). A l'inverse, les baisses les plus importantes ont été enregistrées dans les TGI de Nouna (-100,0%), de Bogandé (-66,7%) et de Ouahigouya (-66,0%) (cf. Tableau 32).

Parallèlement, le nombre d'affaires clôturées a connu une progression. Il est passé de 1 312 affaires en 2024 à 1 415 en 2025, soit une augmentation de 7,9%. Parmi les affaires clôturées en 2025, 44,1% l'ont été par ordonnance de non-lieu, 28,7% par ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle et 24,1% par ordonnance de mise en accusation (cf. Tableau 31).

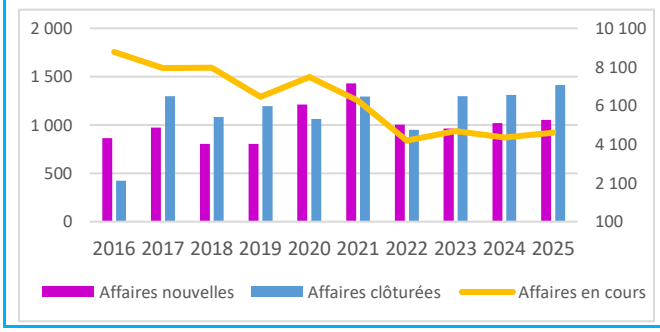
Le ratio affaires clôturées par rapport aux affaires nouvelles s'établit à 134,5% en 2025, contre 128,8% en 2024, soit une progression de 5,7 points de pourcentage. La valeur du ratio indique que les cabinets d'instruction ont clôturé un nombre d'affaires supérieur aux affaires nouvelles enregistrées en 2025, contribuant ainsi à la résorption du stock d'affaires dans lesdits cabinets. Huit (08) TGI sur les vingt-sept (27) ont un ratio supérieur ou égal à 100%. Pour ce qui est du nombre d'affaires en cours d'instruction dans les TGI, il est en croissance de 5,5% par rapport à 2024, passant de 4 451 à 4 694 (cf. Tableau 32).

En 2025, le nombre de mis en examen libérés est de 912 contre 634 en 2024, soit une augmentation de 43,8% (cf. Tableau 34). Les libérés dont la durée de la détention provisoire est d'au moins 1 an représentent 48,1% de l'ensemble des mis en examen libérés. Les proportions les plus importantes ont été constatées dans les TGI de Dori (80,0%), Ouaga II (72,7%) et Tougan (50,0%) (cf. Tableau 32).

Tableau 33 : Affaires clôturées à l'instruction selon la nature de l'ordonnance

Ordonnances	2022		2023		2024		2025	
	Affaires clôturées	Proportion (%)	Affaires clôturées	Proportion (%)	Affaires clôturées	Proportion (%)	Affaires clôturées	Proportion (%)
Ensemble	**951**	**100**	**1 299**	**100**	**1 312**	**100**	**1 415**	**100**
Non-lieu	574	60,4	754	58	718	54,7	624	44,1
Mise en accusation	176	18,5	244	18,8	273	20,8	341	24,1
Renvoi devant la chambre correctionnelle	137	14,4	255	19,6	276	21	406	28,7
Incompétence	4	0,4	2	0,2	2	0,2	2	0,1
Dessaisissement	23	2,4	10	0,8	9	0,7	17	1,2
Non informer	5	0,5	4	0,3	2	0,2	7	0,5
Autres	32	3,4	30	2,3	32	2,4	18	1,3

Graphique 30 : Evolution des affaires nouvelles, clôturées et en cours d'instruction au 31 déc.



Graphique 31 : Evolution de la durée moyenne de la détention provisoire (en mois)

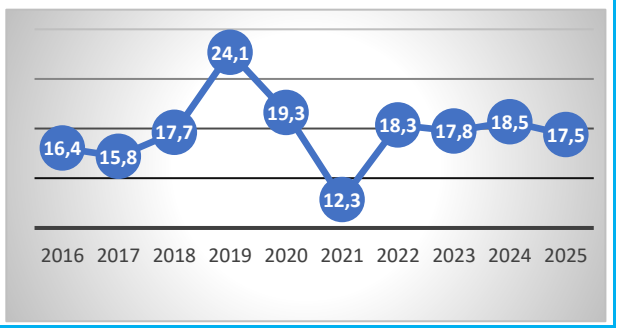


Tableau 34 : Affaires nouvelles, en cours d'instruction, ratio affaires clôturées / affaires nouvelles et nombre d'inculpés détenus au moins 12 mois dans la procédure d'instruction par TGI

	Affaires nouvelles			**Clôturées / Nouvelles**		**Affaires en cours**		**Inculpés détenus au moins 12 mois**		
	Nombre 2025	Poids (%) 2025	Variation (%) / à 2024	Clôturées 2025	Ratio (%) Clot/Nouv	Nombre 2025	Variation (%) / à 2024	Nombre 2025	Proportion / Ens. (%)	Variation (%) / à 2024
Ensemble	**1 052**	**100**	**3,2**	**1 415**	**134,5**	**4 694**	**5,5**	**439**	**48,1**	**38,9**
Banfora	41	3,9	-25,5	32	78,0	225	23,6	9	26,5	-25
Bobo-Dioulasso	119	11,3	24,0	76	63,9	389	9,3	22	33,3	83,3
Bogandé	1	0,1	-66,7	0	0,0	213	147,7	0	-	-100,0
Boromo	54	5,1	68,8	13	24,1	104	65,1	4	25,0	100,0
Dédougou	56	5,3	7,7	43	76,8	127	17,6	4	14,3	100,0
Diapaga	11	1,0	-	6	54,5	126	4,1	0	-	-100,0
Diébougou	41	3,9	-18,0	39	95,1	159	-6,5	0	0,0	-100,0
Djibo	0	0,0	-	0	-	74	0,0	0	-	-
Dori	17	1,6	-	0	0,0	136	20,4	4	80,0	-
Fada N'Gourma	20	1,9	-44,4	114	570,0	158	-35,5	3	20,0	50,0
Gaoua	30	2,9	0,0	27	90,0	85	2,4	5	38,5	-79,2
Kaya	38	3,6	72,7	42	110,5	185	-1,6	1	4,5	-
Kongoussi	6	0,6	-45,5	17	283,3	35	-25,5	0	-	-100,0
Koudougou	45	4,3	36,4	70	155,6	115	-19,0	10	19,6	150,0
Koupéla	16	1,5	23,1	20	125,0	28	-9,7	0	0,0	-
Léo	25	2,4	25,0	23	92,0	138	5,3	1	11,1	-
Manga	10	1,0	0,0	9	90,0	82	-1,2	0	0,0	-
Nouna	0	0,0	-100,0	0	-	52	0,0	0	-	-
Orodara	11	1,0	-38,9	5	45,5	15	66,7	0	0,0	-
Ouaga I	178	16,9	32,8	161	90,4	935	19,4	32	36,8	23,1
Ouaga II	194	18,4	-15,7	588	303,1	709	-8,4	323	72,7	53,1
Ouahigouya	17	1,6	-66,0	24	141,2	100	-6,5	8	40,0	100,0
Pô	18	1,7	-18,2	17	94,4	51	-3,8	1	6,7	-75,0
Tenkodogo	68	6,5	3,0	69	101,5	256	-1,9	5	16,1	400,0
Tougan	4	0,4	100,0	1	25,0	62	-6,1	1	50,0	-
Yako	14	1,3	0,0	11	78,6	36	9,1	0	0,0	-
Ziniaré	18	1,7	0,0	8	44,4	99	10,0	6	46,2	20,0

III.3.8. Activités des cabinets d'instruction des TGI (2/2)

Points saillants :

- Réduction de 1 an 5 mois du temps moyen pour clôturer une affaire à l'instruction ;
- Hausse de 13,5% du nombre d'affaires contre X ;
- Réduction de 1 mois de la durée moyenne de la détention provisoire.

Commentaire général :

En 2025, la proportion des affaires clôturées dont la durée de l'instruction est inférieure à une année a évolué positivement en passant de 16,3% en 2024 à 22,7% en 2025, soit une évolution de 6,4 points. Par ailleurs, une affaire sur cinq (20,1%) a été clôturée dans un délai d'au moins 5 ans (cf. Tableau 33). Le temps moyen mis pour clôturer une affaire à l'instruction est de 3 ans 9 mois contre 5 ans 2 mois en 2024, soit une réduction de 1 an 5 mois (cf. Tableau 35).

De façon globale, la durée moyenne des affaires en cours d'instruction au 31 décembre 2025 est de 5 ans. Elle a connu un léger rallongement de 1 mois par rapport à 2024 où cette durée était de 4 ans 11 mois (cf. Tableau 35). Selon la répartition par tranche de durée, 37,5% des affaires en cours d'instruction ont une durée d'au moins 5 ans et 20,0% ont une durée de moins d'un an (cf. Tableau 33).

Le nombre de dossiers en cours d'instruction dont les personnes mises en cause ne sont pas connues (contre X) est de 822 contre 724 en 2024. Ce nombre est en hausse de 13,5%. Le nombre d'affaires contre X représente 17,5% de l'ensemble des affaires en cours d'instruction au 31 décembre 2025. Par ailleurs, près d'une affaire sur 6 (14,1%) contre X en cours d'instruction ont une durée de moins de 1 an et plus d'un tiers (33,7%) ont une durée d'au moins 5 ans (cf. Tableau 33).

Le nombre de mis en examen libérés en 2025 est de 912 contre 634 en 2024, soit une augmentation de 43,8%. Selon la durée de détention provisoire, les mis en examen libérés avant 6 mois représentent 34,2% et ceux ayant fait entre 6 mois à moins d'une année s'élèvent à 17,7%. Les mis en examen ayant fait au moins 12 mois en détention provisoire sont au nombre de 439 en 2025 contre 316 en 2024, soit une augmentation de 38,5%. La durée moyenne de la détention provisoire des mis en examen s'est réduit de 1 mois en passant de 18 mois 16 jours en 2024 à 17 mois 16 jours en 2025 (cf. Tableau 34).

Notes méthodologiques :

Ratio affaires clôturées par affaires nouvelles : *Rapport entre le nombre d'affaires clôturées et le nombre d'affaires nouvelles.*

Proportion d'inculpés détenus au moins 12 mois : *Rapport entre le nombre de personnes mises en détention provisoire et libérées au cours de l'année dans la procédure d'instruction des affaires pour une durée d'au moins 12 mois et le nombre total de personnes libérées au cours de l'année qui étaient mises en détention provisoire dans la procédure d'instruction des affaires.*

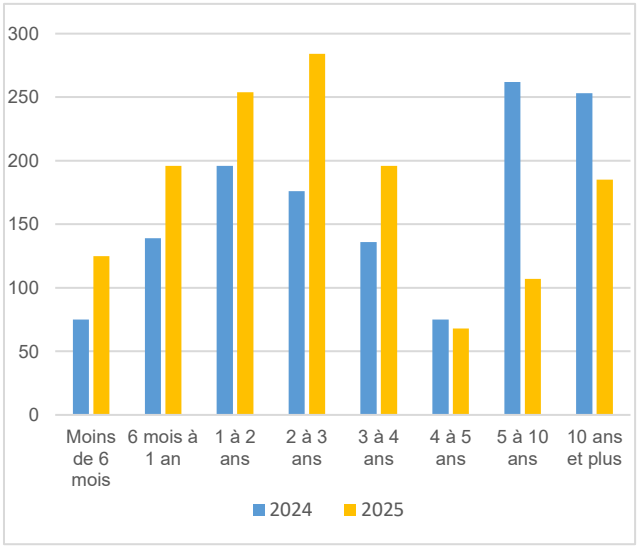
Variation : *Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.*

Sources statistiques : *Registres d'instruction des cabinets d'instruction des TGI depuis 1995.*

Tableau 35 : Affaires clôturées, en cours et contre X au 31 décembre selon la durée de procédure

	Clôturées			En cours			En cours contre X		
	2024	2025	Proportion (%) 2025	2024	2025	Proportion (%) 2025	2024	2025	Proportion (%) 2025
Ensemble	**1 312**	**1 415**		**4 451**	**4 694**		**724**	**822**	
Moins de 6 mois	75	125	8,8	463	449	9,6	42	67	8,2
6 mois à 1 an	139	196	13,9	451	489	10,4	66	49	6,0
1 à 2 ans	196	254	18,0	580	651	13,9	98	99	12,0
2 à 3 ans	176	284	20,1	576	484	10,3	164	101	12,3
3 à 4 ans	136	196	13,9	522	454	9,7	87	137	16,7
4 à 5 ans	75	68	4,8	205	406	8,6	57	92	11,2
5 à 10 ans	262	107	7,6	859	879	18,7	132	183	22,3
10 ans et plus	253	185	13,1	795	882	18,8	78	94	11,4

Graphique 32 : Nombre d'affaires clôturées selon la durée de l'instruction



Graphique 33 : Nombre d'affaires en cours d'instruction selon la durée déjà écoulée

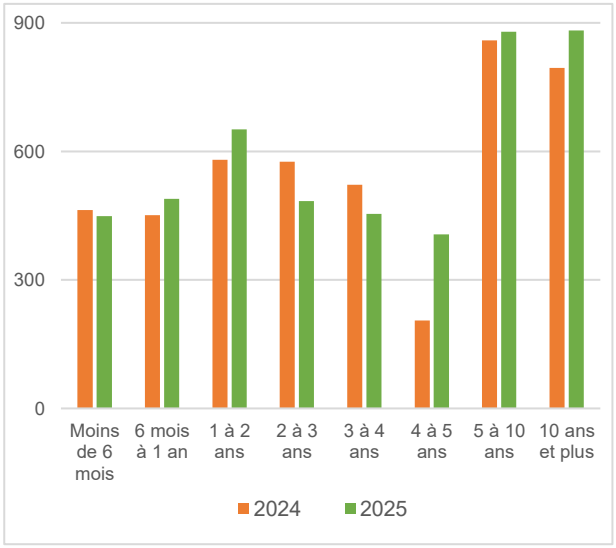


Tableau 36 : Mis en examen libérés au cours de l'année selon la durée de la détention provisoire

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**530**	**613**	**564**	**332**	**419**	**581**	**459**	**521**	**634**	**912**
Moins de 6 mois	134	191	130	36	82	244	131	162	197	312
6 mois à moins de 1 an	133	171	135	48	99	162	126	120	121	161
1 à moins de 2 ans	135	119	151	96	85	78	67	74	112	168
2 à moins de 3 ans	68	84	46	53	84	44	17	46	42	67
3 ans et plus	60	48	102	99	69	53	118	119	162	204
Durée moyenne de la détention provisoire	16 mois 06 jours	14 mois 10 jours	17 mois 21 mois	24 mois 04 jours	19 mois 09 jours	12 mois 9 jours	17 mois 26 jours	17 mois 24 jours	18 mois 16 jours	17 mois 16 jours

Tableau 37 : Temps moyen de traitement des affaires à l'instruction

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Affaires clôturées	3 ans 8 mois	4 ans 2 mois	4 ans 2 mois	4 ans 5 mois	6 ans 2 mois	6 ans 3 mois	5 ans 7 mois	5 ans 10 mois	5 ans 2 mois	3 ans 9 mois
Affaires en cours	4 ans 1 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	6 ans 9 mois	6 ans 2 mois	5 ans 4 mois	4 ans 11 mois	4 ans 11 mois	5 ans

III.3.9. Activités des greffes des tribunaux de grande instance

Points saillants :

- 62,9% des actes délivrés sur le bulletins N°3 du casier judiciaire ;
- Hausse de 128,1% du e-casier délivré.

Commentaire général :

Au cours de l'année 2025, l'ensemble des greffes des TGI (y compris le service du casier judiciaire central) ont traité 796 743 actes contre 771 054 en 2024**,** soit une hausse de 3,3% (cf. Tableau 38). Les principaux actes traités portent sur les bulletins N°3 du casier judiciaire, les certificats de nationalité des personnes physiques, les cessions volontaires de salaire, le RCCM (les certificats de non faillite, les modifications et l'immatriculation des personnes physiques et personnes morales) et les autres actes. Les bulletins N°3 du casier judiciaire représentent 62,9% de l'ensemble des actes délivrés en 2025 (cf. Graphique 35).

Concernant les bulletins N°3 du casier judiciaire, les greffes des TGI ont délivré 501 327 actes (y compris le e-casier) contre 502 880 en 2024, soit une légère baisse de 0,3%. Cette baisse est constatée dans tous les greffes des TGI. Cela pourrait s'expliquer par la délivrance en ligne des casiers judiciaires (e-casier) qui représentent 53,3% du nombre total. En outre, le e-casier a connu une hausse 128,1% par rapport à 2024. Les plus fortes baisses sont observées au niveau des TGI de Djibo (-62,3%), de Ziniaré (-60,8%), et de Tougan (-60,0%) (cf. Tableau 37).

En 2025, 251 950 certificats de nationalité de personnes physiques ont été délivrés par les greffes des TGI (y compris le e-certificat). Le nombre total de certificats de nationalité délivrés a augmenté de 10,5% par rapport à 2024. Les plus fortes variations ont été enregistrées dans les greffes des TGI de Dori (74,5%), de Bobo-Dioulasso (61,7%) et de Orodara (61,4%). A l'inverse, les baisses les plus fortes sont observées aux TGI de Djibo (-65,6%) et de Ouahigouya (-30,6%) (cf. Tableau 37).

Au total, 39 125 e-certificats ont été délivrés contre 1 835 en 2024. Ces actes ont été délivrés par onze (11) TGI (Banfora, Bobo-Dioulasso, Dédougou, Gaoua, Kaya, Koudougou, Orodara, Ouaga I, Ouaga II, Ouahigouya et Tenkodogo) (cf. Tableau 37).

Quant aux cessions volontaires de salaire (CVS), 14 545 demandes validées en 2025 contre 13 289 en 2024, soit une hausse de 9,5%. La proportion par rapport à l'ensemble des actes délivrés est de 1,8%. (cf. Graphique 35).

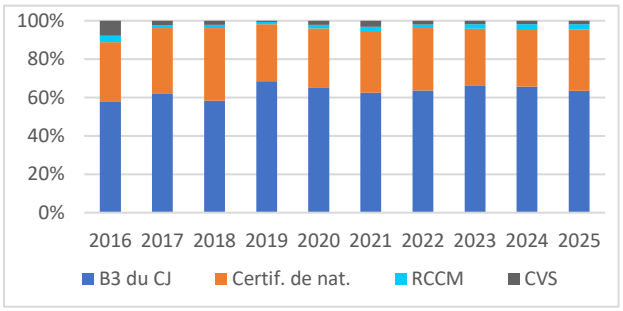
Enfin, les immatriculations (personnes physiques et personnes morales) au Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) sont au nombre de 6 669 contre 6 385 en 2024, soit une hausse de 4,4%. Les variations les plus élevées en termes d'immatriculations au RCCM par rapport à 2024 ont été enregistrées aux TGI de Boromo (144,7%), de Nouna (75,0%) et de Banfora (68,2%). Les plus fortes baisses ont été relevées aux TGI de Yako (-53,7%) et de Orodara (-48,1%) (cf. Tableau 37). De l'ensemble des actes délivrés, les certificats de non faillite représentent 0,9% (cf. Tableau 36).

Tableau 39 : Bulletins n°3 de casier judiciaire, certificats de nationalité de personnes physiques, immatriculations au RCCM et cessions volontaires de salaires délivrés

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*	2023*	2024	2025
Ensemble	**413 127**	**434 531**	**473 199**	**487 038**	**446 182**	**451 486**	**586 053**	**686 489**	**771 054**	**796 743**
Bulletins N°3 du CJ	**237 551**	**268 026**	**274 171**	**332 077**	**288 217**	**278 389**	**370 952**	**452 969**	**502 880**	**501 327**
dont e-casier	-	-	-	-	-	-	-	-	117 185	267 348
Certificats de nationalité	**126 587**	**146 952**	**178 231**	**143 318**	**137 602**	**143 131**	**189 722**	**201 578**	**229 832**	**251 950**
dont e-certificat	-	-	-	-	-	-	-	-	1 835	39 125
RCCM										
Immat. des pers. physiques	3 739	4 190	3 373	3 046	3 647	3 120	3 240	4 941	5 557	6 017
Immat. des pers. morales	581	219	240	326	336	365	379	431	828	652
Modifications	260	355	387	367	354	417	392	451	472	583
Certificats de non faillite	1 127	1 129	1 865	1 864	2 309	4 076	4 506	6 106	8 391	7 170
Cession volontaire de salaire	**31 727**	**10 158**	**10 047**	**2 957**	**9 870**	**13 890**	**11 097**	**12 604**	**13 289**	**14 545**
Autres actes de greffe	**10 722**	**2 765**	**4 216**	**2 480**	**3 493**	**7 770**	**5 389**	**6 881**	**9 436**	**6 617**

**les chiffres de l'ensemble pour 2022 et 2023 ont été modifiés*

Graphique 34 : Evolution du nombre des principaux actes de greffes des TGI



Graphique 35 : Répartition des actes de greffe des TGI selon leur nature en 2025

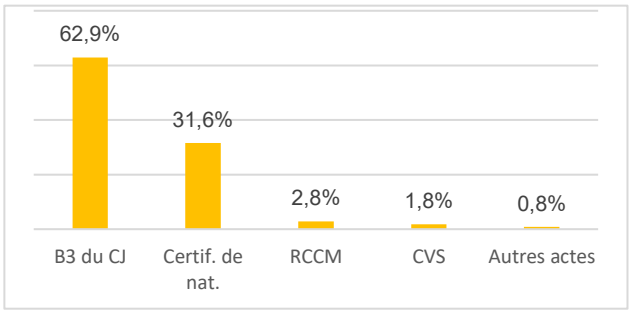


Tableau 40 : Bulletin N°3 du CJ, certificats de nationalité et immatriculations au RCCM par TGI

	B3 du casier judiciaire		Certificats de nationalité			Immatriculations au RCCM		
	Nombre 2025	Variation (%) / à 2024	Nombre 2025	TCAM (%) 2016-2025	Variation (%) / à 2024	Nombre 2025	TCAM (%) 2016-2025	Variation (%) / à 2024
Ensemble	**501 327**	**-0,3**	**251 950**	**7,9**	**10,5**	**6 669**	**4,9**	**4,4**
Banfora	12 305	-29,4	7 301	6,3	2,5	666	11,8	68,2
Bobo-Dioulasso	21 997	-45,6	39 531	9,7	61,7	0	-	-
Bogandé	1 976	-55,6	1 510	3,5	-28,7	57	-8,2	-25,0
Boromo	6 327	-45,5	7 082	12,5	-1,5	487	16,9	144,7
Dédougou	11 414	-32,9	4 912	5,3	-3,3	335	6,8	-18,5
Diapaga	3 573	-15,3	2 392	14,1	-17,9	22	-5,0	10,0
Diébougou	9 138	-8,2	3 311	9,6	-26,1	171	4,1	11,0
Djibo	756	-62,3	667	-4,0	-65,6	46	-7,3	21,1
Dori	1 489	-10,2	1 265	-2,8	74,5	238	3,7	30,1
Fada N'Gourma	6 842	-25,4	4 476	1,8	3,1	350	15,1	11,8
Gaoua	6 497	-35,6	3 233	8,1	-23,7	275	5,6	27,3
Kaya	8 712	-42,7	9 148	8,1	28,4	688	11,2	46,1
Kongoussi	2 969	-41,1	1 837	2,0	-29,0	290	7,4	8,6
Koudougou	18 389	-47,7	15 414	7,9	3,9	504	-6,0	-1,9
Koupéla	6 135	-40,6	7 310	49,6	-2,5	264	-	-10,8
Léo	7 817	-37,4	4 417	12,5	4,9	226	7,5	16,5
Manga	4 614	-47,6	3 889	-5,7	-10,1	151	-2,7	-5,0
Nouna	3 966	-3,9	4 388	12,1	-12,4	49	4,1	75,0
Orodara	6 491	-35,8	6 889	20,7	61,4	359	17,2	-48,1
Ouaga I	30 028	-34,7	37 589	-	20,8	0	-	-
Ouaga II	7 118	-36,3	34 476	-	8,3	0	-	-
Ouahigouya	15 377	-48,1	9 323	6,1	-30,6	513	1,0	-8,2
Pô	3 491	-44,7	2 366	-	-8,9	108	-	-26,0
Tenkodogo	21 082	-24,0	21 813	10,6	28,3	415	-2,0	-23,4
Tougan	3 819	-60,0	3 685	4,4	-4,9	93	0,6	60,3
Yako	6 178	-48,7	7 501	13,1	29,1	112	15,3	-53,7
Ziniaré	5 479	-60,8	6 225	7,7	-20,8	250	5,3	18,5
En ligne	267 348	128,1	39 125	-	2 032,2	-	-	-

III.4. Tribunaux de commerce

Points saillants :

- Hausse de 27,7% des décisions rendues ;
- Rallongement de 2 mois 23 jours de la durée de traitement des affaires ;
- Réduction de 1 mois 7 jours du temps moyen de rédaction des décisions.

Commentaire général :

En 2025, les tribunaux de commerce (TC) ont enregistré une légère baisse de 1,3% du nombre d'affaires nouvelles. En effet, il est passé de 1 900 en 2024 à 1 875 (y compris référés) en 2025. Les affaires nouvelles de référés constituent 45,1% de ces affaires (cf. Tableau 38). De la répartition par juridiction, environ 3 affaires nouvelles sur 4 (77,7%) sont enregistrées au TC de Ouagadougou. Sur la période 2016-2025, une tendance croissante des affaires nouvelles est observée avec un taux de croissance annuel de 7,8% (cf. Tableau 40).

En termes de traitement des affaires, le nombre de décisions rendues (y compris référés) par les TC a progressé de 27,7% par rapport à 2024. En effet, ils ont rendu 1 778 décisions contre 1 394 en 2024. Les référés représentent 48,1% de ces décisions (cf. Tableau 38). L'évolution du nombre de décisions rendues suit, comme les affaires nouvelles, une tendance croissante avec des taux de croissance annuelle moyen respectifs de 7,7% et de 7,8% au cours des dix dernières années (cf. Graphique 36).

La répartition par TC montre que 4 sur 5 décisions (80,0%) ont été rendues à Ouagadougou (cf. Graphique 39). Selon le type de décisions, 82,4% sont rendues contradictoirement, 10,3% par défaut et 7,3% par réputé contradictoire (cf. Graphique 37).

Le nombre moyen de décisions rendues (y compris les référés) par magistrat est de 94 en 2025 contre 139 en 2024, soit une baisse de 32,4%. Ce nombre moyen est de 89 au TC de Bobo-Dioulasso et de 95 au TC de Ouagadougou (cf. Tableau 39).

S'agissant de la rédaction, 1 376 décisions dont 721 référés ont été rédigées avec un taux de 77,4%. Ce taux est en baisse par rapport à 2024 (106,5%) où 1 485 décisions dont 776 référés ont été rédigées (cf. Tableau 38). Ce qui traduit une augmentation du stock des décisions à rédiger.

Le temps moyen pour rendre une décision dans les TC s'est rallongé de 2 mois 23 jours en passant de 7 mois 24 jours en 2024 à 10 mois 17 jours en 2025. Au TC de Bobo-Dioulasso, ce temps est passé de 7 mois 12 jours à 7 mois 28 jours, soit une hausse de 16 jours. Au TC de Ouagadougou, il s'est rallongé de 3 mois 10 jours en passant de 7 mois 28 jours à 11 mois 8 jours (cf. Tableau 38).

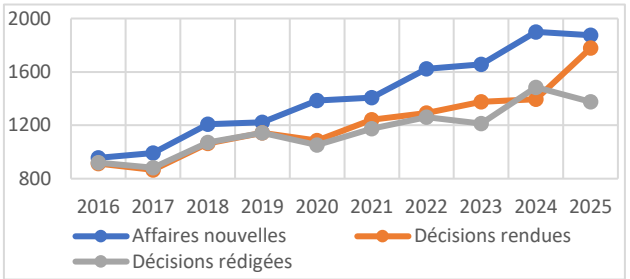
Quant au temps moyen de rédaction des décisions, il est de 2 mois contre 3 mois 7 jours en 2024, soit une réduction de 1 mois 7 jours pour l'ensemble des deux (02) TC. Ce temps est de 1 mois 24 jours pour le TC de Bobo-Dioulasso contre 2 mois 12 jours en 2024. Il est de 2 mois 2 jours dans celui de Ouagadougou où il était de 3 mois 15 jours en 2024 (cf. Tableau 41).

Concernant le Registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) dans les TC, le nombre d'actes établis (immatriculations des personnes physiques, immatriculations des personnes morales, modifications du RCCM, radiations du RCCM) en 2025 est de 24 339 contre 21 620 en 2024, soit une hausse de 12,6%. Leur répartition suivant la nature donne 84,4% pour les nouvelles inscriptions, 13,5% pour les modifications et 2,1% pour les radiations (cf. Graphique 38).

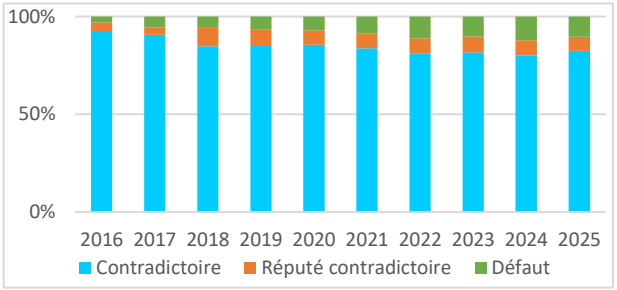
Tableau 41 : Affaires nouvelles, décisions rendues et rédigées (hors JADD) par les TC

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Affaires nouvelles	**956**	**992**	**1 208**	**1 223**	**1 286**	**1 407**	**1 623**	**1 656**	**1 900**	**1 875**
dont référés	*488*	*493*	*657*	*643*	*557*	*675*	*789*	*713*	*920*	*845*
Décisions rendues	913	852	994	1 144	1 109	1 241	1 292	1 377	1 394	1 778
dont référés	*472*	*459*	*563*	*662*	*619*	*645*	*745*	*714*	*810*	*855*
Décisions rédigées	**919**	**882**	**1 071**	**1 143**	**1 052**	**1 175**	**1 260**	**1 212**	**1 485**	**1 376**
dont référés	*477*	*459*	*617*	*643*	*620*	*608*	*666*	*680*	*776*	*721*
Ratio décisions rédigées / décisions rendues (%)	100,3	101,6	105	99,9	94,9	94,7	97,5	96,8	106,5	77,4
Temps moyen pour rendre une décision commerciale	**6 mois 28 jrs**	**6 mois 20 jrs**	**7 mois 2 jrs**	**7 mois 3 jrs**	**6 mois 23 jrs**	**8 mois 4 jrs**	**6 mois 25 jrs**	**8 mois 13 jrs**	**7 mois 24 jrs**	**10 mois 17 jrs**
Bobo-Dioulasso	3 mois 11 jrs	3 mois 27 jrs	5 mois 8 jrs	4 mois 9 jrs	3 mois 23 jrs	5 mois 26 jrs	4 mois 1 jr	9 mois 25 jrs	7 mois 12 jrs	7 mois 28 jrs
Ouagadougou	7 mois 29 jrs	7 mois 6 jrs	7 mois 17 jrs	8 mois 2 jrs	7 mois 22 jrs	8 mois 24 jrs	7 mois 26 jrs	8 mois 1 jr	7 mois 28 jrs	11 mois 8 jrs

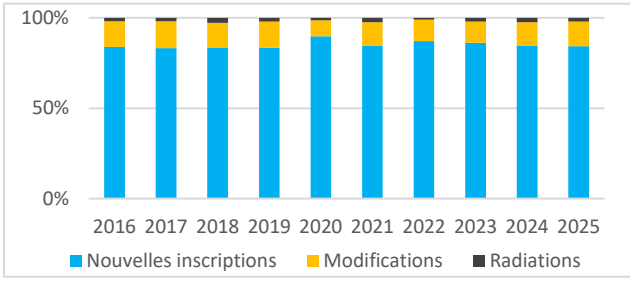
Graphique 36 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les TC



Graphique 37 : Répartition des décisions commerciales selon le type



Graphique 38 : Répartition des activités relatives au RCCM



Graphique 39 : Répartition des décisions rendues par TC

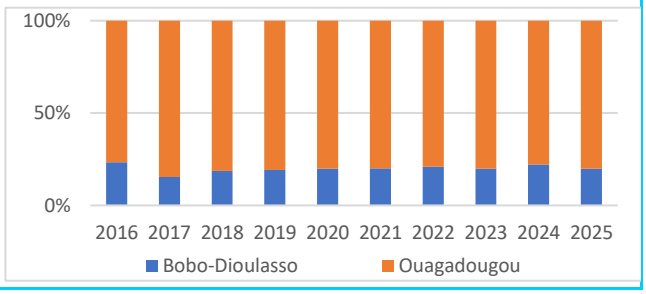


Tableau 42 : Nombre de décisions rendues par magistrat des tribunaux de commerce

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**76**	**72**	**85**	**89**	**85**	**90**	**92**	**104**	**139**	**94**
Bobo-Dioulasso	54	34	51	56	54	62	54	91	77	89
Ouagadougou	88	92	102	104	99	101	113	123	180	95

Tableau 43 : Variation des affaires nouvelles, des décisions rendues et des décisions rédigées

	Affaires nouvelles			Décisions rendues / Affaires nouvelles (%)		Décisions rédigées		
	Nombre en 2025	Proportion (%) en 2025	Variation (%) par rap. à 2024	2024	2025	Nombre en 2025	Proportion (%) en 2025	Variation (%) par rap. à 2024
Ensemble	**1 875**	**100,0**	**-1,3%**	**73,4**	**94,8**	**1 376**	**100,0**	**-7,3%**
Bobo-Dioulasso	418	22,3	4,5%	77,3	84,9	346	25,1	1,8%
Ouagadougou	1 457	77,7	-2,9%	72,3	97,7	1 030	74,9	-10,0%

Tableau 44 : Durées moyennes de rédaction des décisions par tribunal de commerce

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**26 jours**	**1 mois 2 jours**	**1 mois 2 jours**	**1 mois 1 jours**	**1 mois 10 jours**	**1 mois 23 jours**	**2 mois 13 jours**	**2 mois 26 jours**	**3 mois 7 jours**	**2 mois 0 jour**
Bobo-Dioulasso	10 jours	19 jours	8 jours	9 jours	15 jours	8 jours	25 jours	1 mois 14 jours	2 mois 12 jours	1 mois 24 jours
Ouagadougou	1 mois	1 mois 5 jours	1 mois 9 jours	1 mois 8 jours	1 mois 18 jours	2 mois 7 jours	2 mois 28 jours	3 mois 18 jours	3 mois 15 jours	2 mois 2 jours

III.5. Tribunaux du travail

Points saillants :

- Hausse de 81,0% des affaires nouvelles ;
- Plus de la moitié des affaires nouvelles relatives aux ruptures de contrat de travail ;
- Réduction de 1 mois 15 jours du temps moyen de traitement des affaires.

Commentaire général :

En 2025, les TT ont reçu 4 468 affaires nouvelles (y compris référés) contre 2 469 en 2024, soit une hausse de 81,0% (cf. Tableau 42). Leur répartition par TT montre que celui de Ouagadougou représente 81,4%, Bobo-Dioulasso 12,8%, Koudougou (4,2%) et celui de Fada N'Gourma (1,6%) (cf. Graphique 41). Sur la période 2016-2025, les affaires nouvelles sociales sont passées de 1 241 en 2016 à 4 468 en 2025, soit une croissance annuelle moyenne de 15,3% (cf. Tableau 42).

Selon la nature des affaires nouvelles, 52,0% sont des ruptures de contrat de travail. Les non-paiements de salaire représentent 27,0%, les reconstitutions de carrière 5,6% et les litiges relatifs à la sécurité sociale 3,0%. Les affaires nouvelles de référés représentent 5,2% de l'ensemble des affaires nouvelles (cf. Graphique 40).

Le nombre de décisions rendues (hors radiations et avant dire droit) connait une hausse de 11,5% en passant de 1 098 en 2024 à 1 224 en 2025. La répartition de ce nombre par TT montre que celui de Ouagadougou compte environ deux tiers (67,8%) de l'ensemble des décisions rendues. Le TT de Bobo-Dioulasso représente 24,0%. Ceux de Koudougou et de Fada N'Gourma ont des proportions respectives de 7,3% et de 3,8% (cf. Graphique 45). Sur la période 2016-2025, le nombre de décisions rendues évolue beaucoup moins rapidement que celui des affaires nouvelles avec un taux de croissance annuel moyen de 3,9% (cf. Tableau 42).

Les décisions rendues sur le fond représentent 84,0% (69,9% d'acceptation et 14,1% de rejet) de l'ensemble des décisions rendues par les TT en 2025. Les autres décisions (incompétence, irrecevabilité, désistement, etc.) représentent 16,0% (cf. Graphique 42). Selon le type de décisions, on note 80,8% de décisions rendues contradictoirement, 13,6% de décisions par défaut et 5,6% de décisions par réputées contradictoires (cf. Graphique 44).

La proportion de décisions rendues par rapport aux affaires nouvelles reçues en 2025 est de 27,4% contre 44,5% en 2024 soit une régression de 17,1 points de pourcentage. Sur la décennie 2016-2025, l'écart entre les décisions rendues et les affaires nouvelles se creuse davantage. Le ratio décisions rendues sur affaires nouvelles, a une tendance baissière depuis 2017 passant de 109,3% à 27,4% en 2025 (cf. Tableau 43).

La proportion des décisions rédigées par les TT est de 84,6% en 2025. Elle est en baisse de 12,8 points de pourcentage par rapport à 2024 (97,4%). Ce qui traduit une augmentation du stock des décisions non rédigées (cf. Tableau 42).

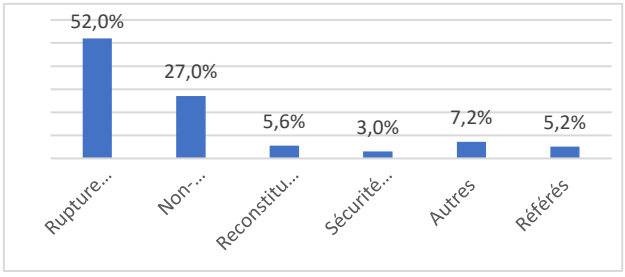
Le nombre moyen de jugements rendus (y compris référés) par magistrat en 2025 est de 82 contre 73 en 2024. En moyenne, chaque juge a rendu 82 décisions au TT de Ouagadougou, 97 à Bobo-Dioulasso, 46 à Fada N'Gourma et 63 au TT de Koudougou (cf. Tableau 43).

Le temps moyen pour rendre une décision en matière sociale s'est améliorée. Il est passé de 1 an 19 jours en 2024 à 11 mois 04 jours en 2025, soit une réduction de 1 mois 15 jours (cf. Tableau 42).

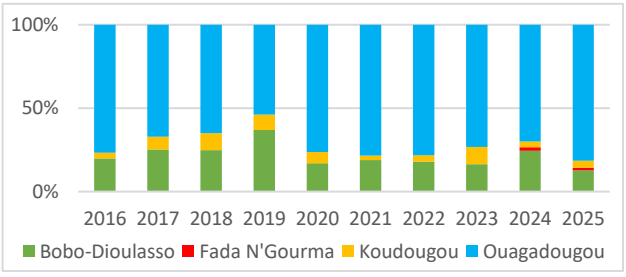
Tableau 45 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les TT

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Affaires nouvelles	1 241	786	1 460	1 325	1 583	2 273	2 430	3 363	2 469	4 468
Décisions rendues (hors JADD, radiations)[2]	866	859	894	844	648	746	949	804	1 098	1 224
Ratio Décisions rendues sur Affaires nouvelles (%)	*69,8*	*109,3*	*61,2*	*63,7*	*40,9*	*32,8*	*39,1*	*23,9*	*44,5*	*27,4*
Décisions rédigées	805	905	878	842	578	699	697	850	1 070	1 035
Proportion (%) des décisions rédigées	93,0	105,4	98,2	99,8	89,2	93,7	73,4	98,5	97,4	84,6
Temps moyen mis pour rendre une décision	1 an	1 an 2 mois	1 an 3 mois	1 an 1 mois	1 an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 1 mois	1 an 19 jrs	11 mois 4 jrs

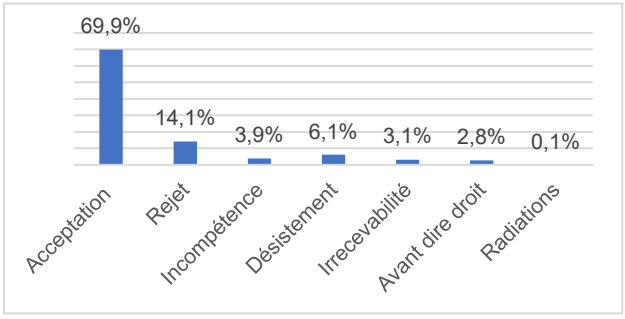
Graphique 40 : Répartition des affaires nouvelles des TT selon le type de litige en 2025



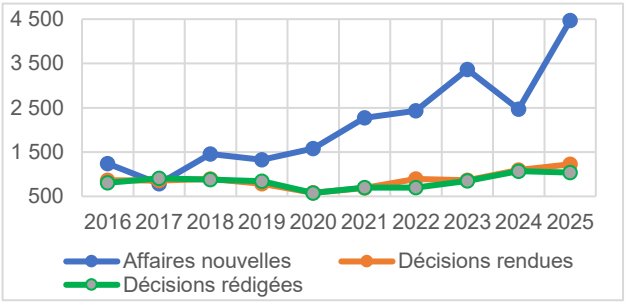
Graphique 41 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles par tribunal du travail



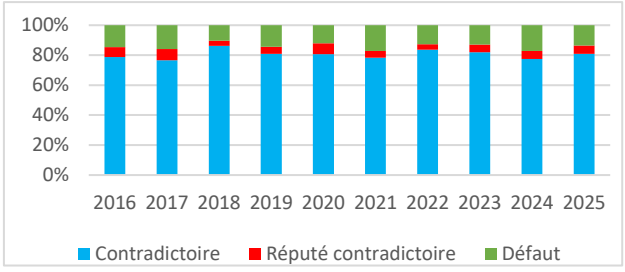
Graphique 42 : Répartition des décisions rendues par les TT selon leur nature en 2025



Graphique 43 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues (hors radiations, JADD)



Graphique 44 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon le type



Graphique 45 : Répartition des décisions rendues par TT (hors radiations et JADD)

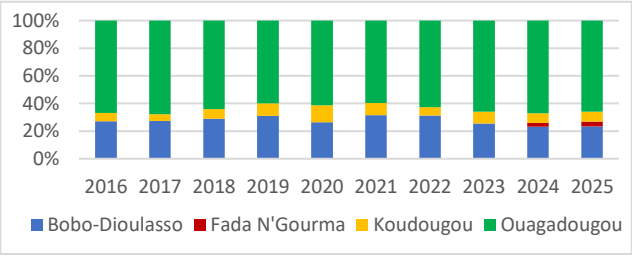


Tableau 46 : Affaires nouvelles, ratios décisions rendues/affaires nouvelles et décisions rendues par magistrat

	Affaires nouvelles			Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %)		Décisions rendues par magistrat	
	Nombre en 2025	Proportion (%)	Variation (%) / à 2024	2024	2025	2024	2025
Ensemble	**4 468**	**100**	**81,0**	**44,5**	**27,4**	**73**	**82**
Bobo-Dioulasso	571	12,8	-5,6	41,5	51,0	84	97
Fada N'Gourma	71	1,6	0,0	62,7	64,8	32	46
Koudougou	189	4,2	127,7	66,3	33,3	18	63
Ouagadougou	3 637	81,4	110,2	43,9	22,7	54	82

[2] Le nombre de décisions rendues de 2016 à 2023 ne prend pas en compte les référés.

IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

IV.1. Cour des Comptes

Points saillants :

- Baisse de 60,2% des comptes reçus ;
- 59,7% des comptes reçus des collectivités territoriales ;
- Baisse de 88,5% des arrêts définitifs rendus.

Commentaire général :

En 2025, la Cour des comptes a reçu moins de comptes de gestion comparativement à l'année 2024. En effet, le nombre de compte de gestion est passé de 598 en 2024 à 238, soit une baisse de 60,2% (cf. Tableau 44). Au cours des dix dernières années, le nombre de comptes de gestion reçus est dans une tendance haussière avec un taux de croissance annuelle moyen de 1,3% (cf. Tableau 45).

La répartition par type de comptes montre que 59,7% des comptes de gestion reçus en 2025 par la Cour des comptes proviennent des collectivités territoriales et 40,3% de l'Etat central. Depuis 2016, les comptes provenant des collectivités territoriales et de l'Etat ont une tendance haussière avec des taux de croissance annuelle moyens respectifs de 1,9% et 0,9% (cf. Tableau 45). Si les comptes attendus par chambre de la Cour des Comptes n'ont pas été capitalisées les deux années passées, toutefois leur nombre s'élève à 364 en 2025 (cf. graphique 46).

Au titre des contrôles de gestion, la Cour des Comptes a effectué 18 contrôles en 2025 contre 13 en 2024 soit une hausse de 38,5%. Selon les chambres, celle chargée des opérations des collectivités territoriales a effectué plus de contrôles (44,4%), suivie de la Chambre chargée des opérations de l'Etat (33,3%) (cf. Graphique 49). Au cours des 10 dernières années, le pic des contrôles de gestion est observé en 2022 avec 82 contrôles (cf. Graphique 50).

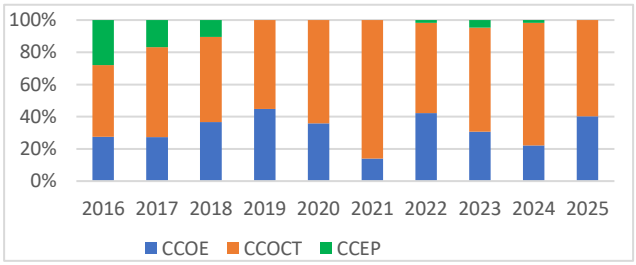
La Cour des comptes a rendu 15 arrêts définitifs en 2025 contre 131 en 2024, soit une baisse de 88,5% (cf. graphique 48). L'ensemble de ces arrêts concerne des amendes.

Depuis 2020, la Cour des comptes n'a rendu aucune décision de référé. Il en est de même pour les arrêts fautes de gestion depuis 2022. Aussi, aucune lettre du Président n'a été émise entre 2023 et 2024. Cependant, 02 lettres du Président ont été émises en 2025. Par ailleurs, le rapport public et le rapport sur l'exécution de la loi de finance de l'année ainsi que le rapport sur les entreprises publiques ont été élaborés (cf. Tableau 47).

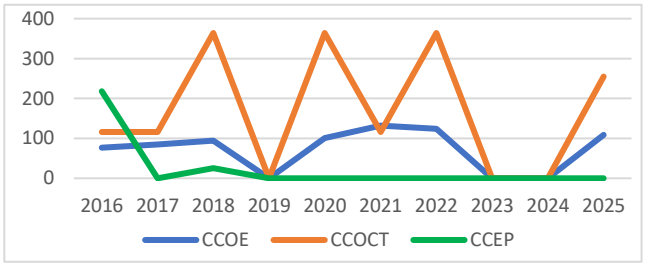
Tableau 48 : Comptes reçus, arrêts rendus et contrôles de gestion effectuée par la Cour des comptes

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Comptes de gestion / Etats financiers reçus	212	241	215	243	282	214	544	351	598	238
Arrêts provisoires	43	8	0	0	7	0	10	0	0	0
Arrêts définitifs	3	0	3	0	13	432	0	229	131	15
Arrêts fautes de gestion	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0
Contrôles de gestion effectués	39	27	17	25	19	2	82	16	13	18
Décision de référés	0	0	7	3	0	0	0	0	0	0
Lettres du président (décisions)	5	2	17	10	0	0	74	0	0	2
Rapports										
Public	*1*	*1*	*1*	*0*	*0*	*1*	*0*	*1*	*1*	*1*
Exécution de la Loi de finances	*1*	*1*	*1*	*0*	*1*	*3*	*1*	*1*	*1*	*1*
Rapport sur les entreprises publiques	*0*	*0*	*0*	*0*	*1*	*0*	*1*	*0*	*1*	*1*

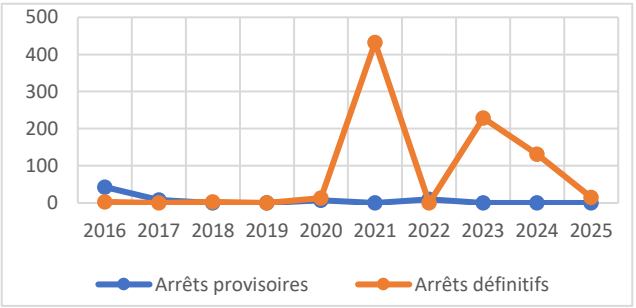
Graphique 46 : Répartition des comptes reçus par chambre de la Cour des comptes



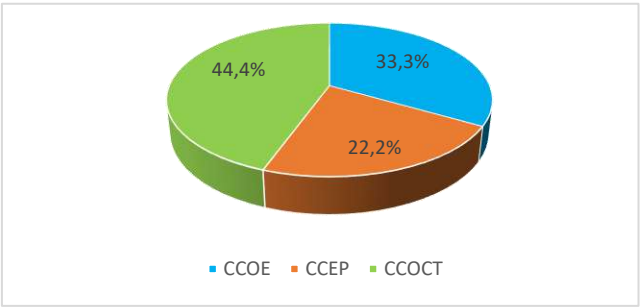
Graphique 47 : Répartition des comptes attendus par chambre de la Cour des comptes



Graphique 48 : Evolution du nombre d'arrêts rendus par la Cour des comptes



Graphique 49 : Répartition du nombre de contrôles de gestion effectués en 2025 par chambre



Graphique 50 : Evolution du nombre de contrôles de gestion effectués et de décisions rendues

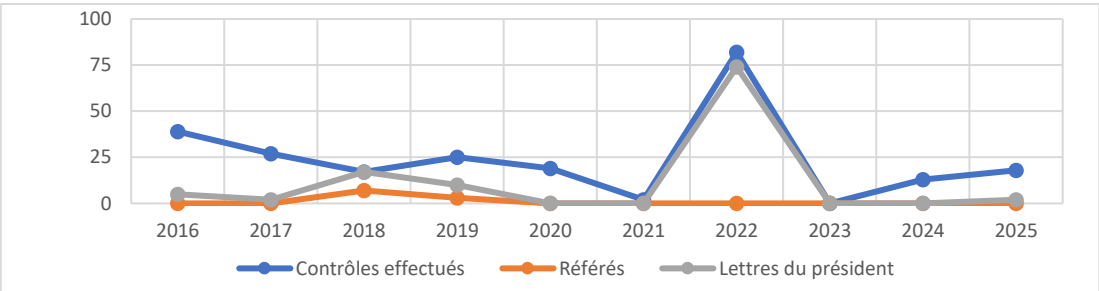


Tableau 49 : Evolution des comptes reçus par la Cour des comptes, du nombre d'arrêts rendus par compte reçu et du nombre de référés et lettres du président par contrôle effectué

	Comptes reçus			Nombre d'arrêts rendus / comptes reçus (%)		Nombre de référés et lettres du président / contrôles effectués (%)	
	Nombre en 2025	TCAM (%) 2016-2025	Variation (%) / à 2024	2024	2025	2024	2025
Ensemble	**238**	**1,3**	**-60,2**	**21,9**	**6,3**	**0,0**	**11,1**
CCOE	96	1,9	-28,9	0,0	15,6	0,0	0,0
CCOCT	142	0,9	-69,3	0,0	0,0	0,0	50,0
CCEP	0	-100,0	-100,0	1190,9	-	0,0	0,0

IV.2. Conseil d'Etat

Points saillants :

- Baisse de 9,3% des affaires nouvelles ;
- Hausse des décisions rédigées de 116,2% par rapport à 2024.

Commentaire général :

En 2025, le CE a reçu 103 affaires nouvelles contre 149 l'année précédente, soit une baisse de 30,9% (cf. Tableau 50). De 2016 à 2025, le nombre d'affaires nouvelles a connu une évolution fluctuante avec une phase croissante de 2017 à 2020 puis celle décroissante jusqu'en 2025 (cf. Graphique 53).

La répartition des affaires nouvelles (hors référés) par matière montre que le contentieux de la fonction publique représente 30,9%, la commande publique et le foncier avec chacun 26,8%. Aucune affaire nouvelle n'a été enregistrée pour le contentieux fiscal, électoral et celui des contrats administratifs (cf. Graphique 51).

Concernant les décisions rendues, leur nombre est passé de 81 en 2024 à 79 en 2025, soit une baisse de 2,5% (cf. Tableau 51). Sur la période d'analyse, le graphique 53 met en évidence une tendance décroissante du nombre de décisions rendues depuis 2020. Selon la nature de la saisine, les arrêts rendus sur saisines directes représentent 37,5% et les arrêts de cassation occupent 62,5% (cf. Graphique 52).

En 2025, le nombre de décisions rédigées a plus que doublé par rapport à l'année 2024. En effet, le CE a rédigé 80 décisions contre 37 l'année précédente, soit une hausse de 116,2% (cf. Tableau 46).

Le temps moyen de traitement des affaires (y compris référés) en 2025, a connu une hausse comparativement à 2024 en passant de 9 mois 27 jours à 10 mois 27 jours, soit un rallongement de 1 mois (cf. Tableau 46).

En 2025, le Commissariat du gouvernement a reçu 95 affaires nouvelles contre 25 en 2024, soit une hausse de 280,0%. Quant aux conclusions rendues, il a enregistré 39 en 2025 contre 52 en 2024, soit une baisse de 25,0%. Les conclusions rendues concernent essentiellement le contentieux de la fonction publique (35,9%), la commande publique (20,5%) et le fiscal (23,1%) (cf. Graphique 56).

Notes méthodologiques :

Décisions rendues par affaire nouvelle *: Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.*

Décisions rendues par magistrat *: Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.*

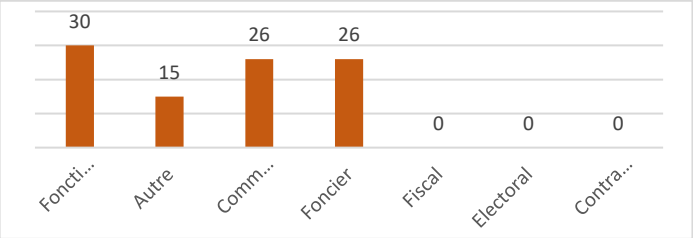
Part des décisions rendues par nature *: Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.*

Sources statistiques **:** *Registres d'entrée du greffe central et Rôles des greffes de chambres, plumitifs des audiences du Conseil d'Etat.*

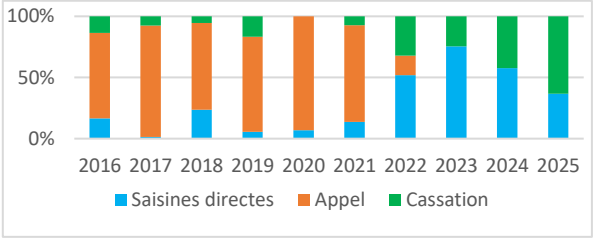
Tableau 52 : Affaires nouvelles et décisions rendues par le Conseil d'État

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Affaires nouvelles	**277**	**137**	**299**	**276**	**483**	**386**	**229**	**118**	**149**	**103**
Dont référés					*179*	*158*	*70*	*13*	*42*	*6*
Décisions rendues	**175**	**66**	**88**	**72**	**369**	**329**	**146**	**105**	**81**	**79**
En saisine directe	27	1	22	4	21	25	29	46	26	21
En appel	146	62	66	56	225	145	9	-	-	-
En cassation	2	3	0	12	15	13	18	15	19	36
Référés	-	-	-	-	108	146	90	44	36	22
Décisions rédigées (y compris référés)	**89**	**55**	**139**	**71**	**162**	**309**	**216**	**71**	**37**	**80**
Temps moyen de traitement des affaires (y compris référés)								10 mois 11 jours	9 mois 27 jours	10 mois 27 jours

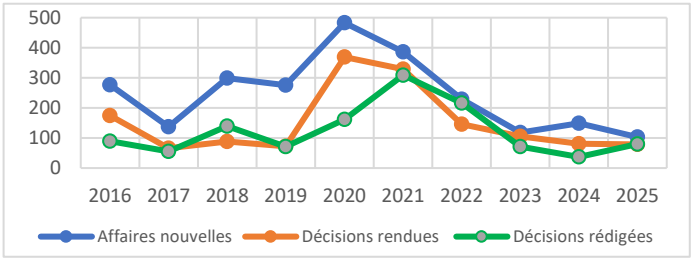
Graphique 51 : Répartition des affaires nouvelles du CE selon le type de contentieux (hors référés)



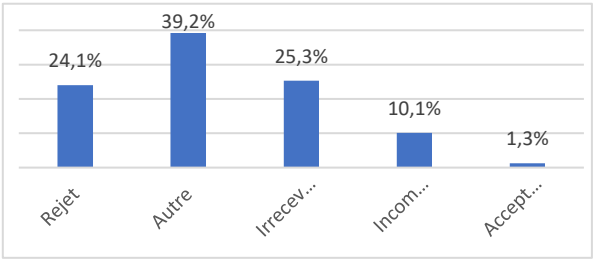
Graphique 52 : Evolution des affaires jugées par le CE selon la nature de la saisine



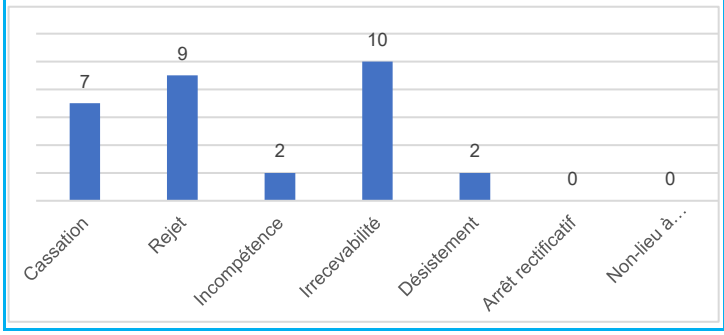
Graphique 53 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et rédigées au CE (compris référés)



Graphique 54 : Répartition des décisions rendues par le Conseil d'Etat selon leur nature en 2025



Graphique 55 : Répartition des décisions rendues selon leur nature en cassation (hors référés) en 2025



Graphique 56 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par le Com. Gov. du CE en 2025

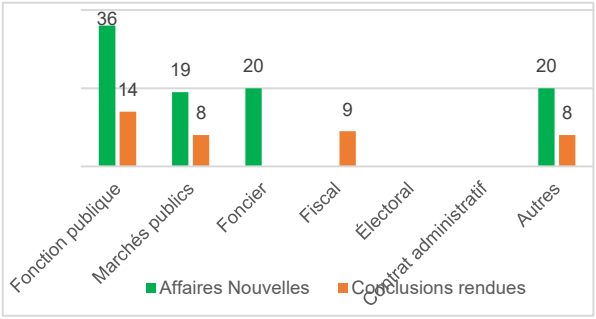


Tableau 53 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles

	Affaires nouvelles (hors référés)			Décisions rendues / Affaires nouvelles (%)		
	Nombre 2025	Proportion (%)	Variation par rap.à 2024 (%)	2016	2024	2025
Ensemble	**97**	**100,0**	**-9,3**	**58,8**	**42,1**	**58,8**
Fonction publique	30	30,9	-40,0	76,9	46,0	90,0
Commande publique	26	26,8	73,3	43,5	46,7	23,1
Foncier	26	26,8	85,7	37,0	14,3	38,5
Fiscal	0	0,0	-	150,0	-	-
Electoral	0	0,0	-	70,9	-	-
Contrats administratifs	0	0,0	-	33,3	-	-
Autres	15	15,5	-46,4	40,0	46,4	93,3

IV.3. Cour administrative d'appel

Points saillants :

- Baisse de 12,5% des affaires nouvelles du siège par rapport à 2024 ;
- Hausse de 2,4 du ratio décisions rendues/affaires nouvelles ;
- Hausse de 10,8% du ratio décisions rédigées/décisions rendues.

Commentaire général :

En 2025, la Cour administrative d'appel a enregistré 328 affaires nouvelles (y compris référés) contre 375 en 2024, soit une baisse de 12,5%. Les affaires nouvelles de référés sont au nombre de 55 contre 71 en 2024 (cf. Tableau 50). Cette tendance à la baisse est observée depuis 2023, année à laquelle la CAA a reçu le passif des dossiers du Conseil d'Etat (cf. Graphique 58).

La répartition par type de contentieux montre que le foncier (39,2%), la fonction publique (30,4%) et la commande publique (22,3%) cumulent plus de 90% des affaires nouvelles de la CAA (cf. Graphique 57).

En termes de traitement des affaires, la CAA a rendu 274 décisions dont 45 en référés. Ce nombre est en baisse de 9,9% par rapport à 2024 où il était de 304 (cf. Graphique 58). Parmi les arrêts rendus, 56,8% sont des décisions de confirmation et 23,6% d'infirmation (cf. Graphique 59).

Le traitement des affaires s'est légèrement amélioré avec un ratio décisions rendues sur affaires nouvelles qui est passé de 81,1% en 2024 à 83,5% en 2025. Ce ratio est de 83,9% pour les décisions de fond (hors référés) et de 81,8% pour la juridiction du premier président (référés) (cf. Tableau 50).

La performance dans la rédaction des arrêts s'est également améliorée. En effet, le ratio décisions rédigées sur décisions rendues (y compris référés) est de 122,6% contre 111,8% en 2024. Quant au ratio décisions rédigées sur décisions rendues en référés, il est de 160,0% en 2025 contre 119,2% en 2024 et celui hors référés est de 115,3% en 2025 contre 108,3% pour l'année précédente (cf. Tableau 50).

En 2025, le commissariat du gouvernement de la cour administrative d'appel a enregistré 439 affaires nouvelles contre 190 en 2024, soit une augmentation de 131,1%. Quant aux conclusions rendues, leur nombre a progressé de 107,4% par rapport à 2024 en passant de 190 à 394. Le ratio conclusions rendues sur affaires nouvelles s'établit à 89,7% (cf. Graphique 60).

Tableau 54 : Affaires nouvelles, décisions rendues selon leur nature en appel et décision rédigées (hors référés)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	-	-	926	304	273
Décisions rendues	-	-	-	-	-	-	-	91	205	229
Décisions rédigées	-	-	-	-	-	-	-	28	222	264

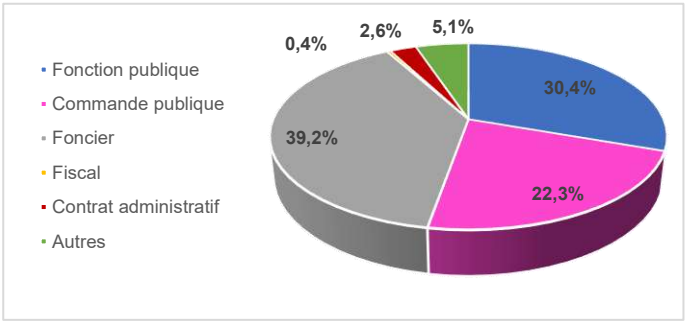
Tableau 55 : Affaires jugées selon la nature de la saisine (hors référés)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**113**	**234**	**249**
Appel	-	-	-	-	-	-	-	91	205	229
ADD								22	29	20

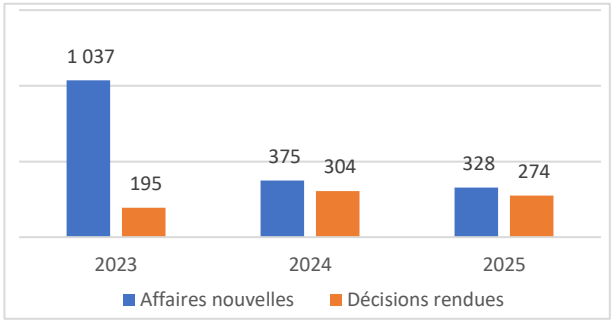
Tableau 56 : Répartition des affaires nouvelles, des décisions rendues et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles en 2025 par type de contentieux

	Affaires nouvelles			Décisions rendues /Affaires nouvelles (en %)		Décisions rédigées / Décisions rendues (en %)	
	Nombre en 2025	Proportion (%)	Variation/ 2024(%)	2024	2025	2024	2025
Ensemble (y compris référés)	**328**	**100**	**-12,5**	**81,1**	**83,5**	**111,8**	**122,6**
Ensemble (hors référés)	**273**	**83,2**	**-10,2**	**67,4**	**83,9**	**108,3**	**115,3**
Fonction publique	83	30,4	-9,8	83,7	102,4	113,0	112,9
Commande publique	61	22,3	10,9	58,2	41,0	90,6	96,0
Foncier	107	39,2	-7,0	72,2	98,1	114,5	122,9
Fiscal	1	0,4	-75,0	50,0	300,0	200,0	133,3
Contrat administratif	7	2,6	-65,0	20,0	71,4	50,0	200,0
Autres	14	5,1	-22,2	38,9	42,9	71,4	16,7
Référés	55	16,8	-22,5	139,4	81,8	119,2	160,0

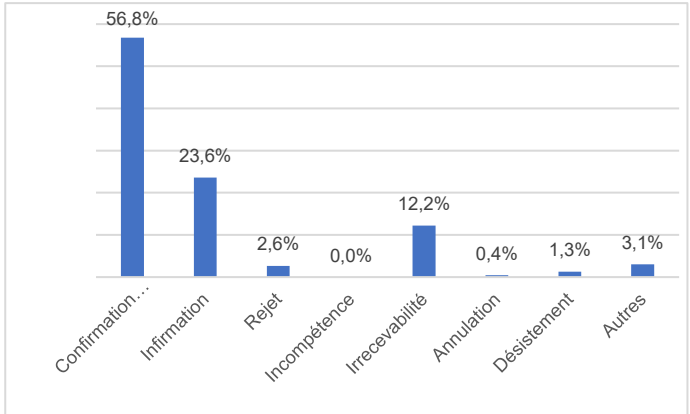
Graphique 57 : Affaires nouvelles du siège de la CAA selon le type de contentieux (hors référés) en 2025



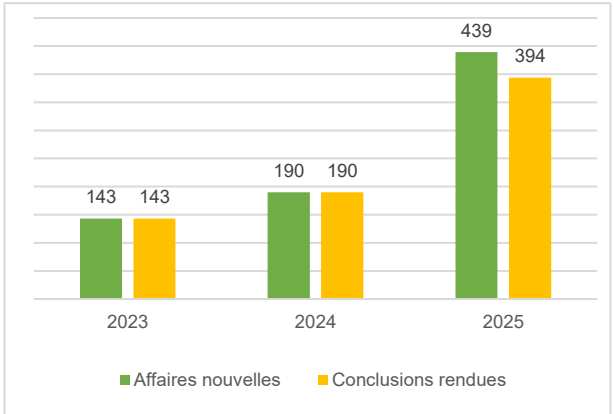
Graphique 58 : Affaires nouvelles et décisions rendues au siège de la CAA (y compris référés)



Graphique 59 : Répartition des décisions rendues en 2025 selon la nature (hors référés)



Graphique 60 : Affaires nouvelles et conclusions rendues du commissariat du gouvernement



IV.4. Tribunaux administratifs

Points saillants :

- Hausse de 3,1% des affaires nouvelles par rapport à 2024 ;
- Rallongement du temps mis pour rendre une décision de 4 mois ;
- Hausse de 64,8 points de pourcentage du ratio conclusions rendues/affaires nouvelles.

Commentaire général :

En 2025, les tribunaux administratifs ont enregistré 837 affaires nouvelles, soit une hausse de 3,1% par rapport à 2024 (cf. Tableau 51). La répartition de ces affaires fait ressortir une prédominance du contentieux de type foncier (46,5 %) suivi de la fonction publique (16,2%). Les procédures de référé représentent 12,1% (cf. Graphique 62). Selon la répartition par juridiction, 65,4% (près de 2 affaires nouvelles sur 3) sont reçues au TA de Ouagadougou. Le TA de Bobo-Dioulasso en a reçu 11,0%. Quant aux autres TA, non autonomes, ils ont cumulativement enregistré 23,7% du nombre des affaires nouvelles (cf. Tableau 52).

Le nombre de décisions rendues en 2025 par les TA (y compris référés) se chiffre à 693 contre 664 en 2024, soit une hausse de 4,3%. Les contentieux vidés au fond (acceptation et rejet) représentent 75,3% (cf. Tableau 51). Le ratio des décisions rendues par rapport aux nouvelles affaires s'établit à 82,9% induisant un accroissement du stock des affaires au sein de ces juridictions. Cet accroissement est plus élevé au niveau des autres TA (TA non autonomes) avec un ratio de 63,6% (cf. Tableau 52).

En moyenne, le temps mis pour rendre une décision (hors référés) a augmenté de 4 mois en 2025. En effet, de 2 ans 1 mois en 2024, il s'est établi à 2 ans 5 mois en 2025. Cependant, par TA, le temps moyen de traitement cache certaines disparités. Ainsi, pour ce qui est des TA autonomes, il est de 11 mois 11 jours contre 9 mois 12 jours en 2024 dans celui de Bobo-Dioulasso. Quant au TA de Ouagadougou, ce temps moyen est de 2 ans 8 mois 7 jours contre 2 ans 5 mois 27 jours en 2024 (cf. Tableau 51).

En 2025, au total 719 décisions ont été rédigées par les TA contre 640 en 2024, soit une augmentation de 12,3%. Le taux de rédaction des décisions rendues par les TA se situe à 103,8% alors qu'il était à 96,4% en 2024, soit une hausse de 7,4 points de pourcentage. Ce taux est de 110,8% au TA de Bobo-Dioulasso, 104,9% au TA de Ouagadougou et de 93,7% pour l'ensemble des TA non autonomes (cf. Tableau 52).

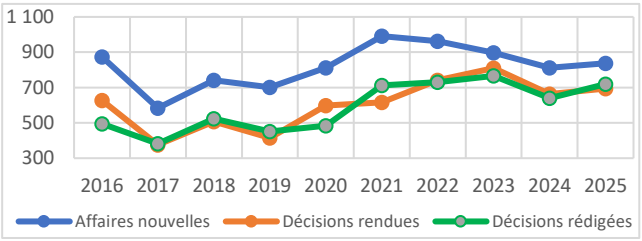
Les commissariats du gouvernement ont reçu 598 affaires nouvelles en 2025 contre 679 en 2024, soit une baisse de 11,9% (cf. Graphique 66). De la répartition de ces affaires nouvelles par type, le contentieux du foncier est le plus représenté avec 55,5%. Ceux de la fonction publique et de la commande publique représentent respectivement 21,1% et 7,4% (cf. Graphique 65). Les conclusions rendues en 2025 sont au nombre de 978 contre 670 en 2024, soit une hausse de 46,0%. Cette hausse pourrait s'expliquer par l'augmentation du nombre de commissaires du gouvernement adjoints notamment (de 6 en 2024 à 11 en 2025) et l'augmentation du nombre d'audiences ordinaires tenues par semaine (de 2 à 3) au TA de Ouagadougou. Le ratio des conclusions rendues sur les affaires nouvelles est de 163,5% contre 98,7% en 2024, soit une hausse de 64,8 points de pourcentage.

Tableau 57 : Affaires nouvelles, décisions rendues (y compris référés, hors JADD) et temps moyen de traitement des affaires par les TA

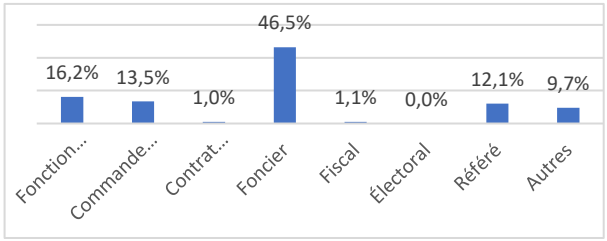
	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	2022*	2023	2024	2025
Affaires nouvelles	**874**	**584**	**742**	**702**	**812**	**1 018**	**962**	**898**	**812**	**837**
Décisions rendues	**628**	**376**	**508**	**415**	**599**	**626**	**738**	**810**	**664**	**693**
dont sur le fond	*413*	*228*	*338*	*271*	*426*	*426*	*503*	*531*	*432*	*522*
% de décisions sur le fond	65,8	60,6	66,5	65,3	71,1	68,1	68,2	65,6	65,1	75,3
Décisions rédigées	**494**	**382**	**524**	**452**	**484**	**717**	**731**	**766**	**640**	**719**
% de décisions rédigées	78,7	101,6	103,1	108,9	80,8	114,5	98,5	94,6	96,4	103,8
Temps moyen pour rendre une décision dans les TA	**1 an 9 mois 9 jours**	**1 an 7 mois 29 jours**	**1 an 6 mois 26 jours**	**1 an 9 mois 28 jours**	**1 an 10 mois 13 jours**	**2 ans 2 mois**	**1 an 11 mois**	**2 ans 1 mois 16 jours**	**2 ans 1 mois**	**2 ans 5 mois**
Bobo-Dioulasso	1 an 9 jours	1 an 1 mois 16 jours	10 mois 22 jours	11 mois 26 jours	1 an 2 jours	9 mois 21 jours	9 mois 14 jours	10 mois 2 jours	9 mois 12 jours	11 mois 11 jours
Ouagadougou	2 ans 2 jours	1 an 11 mois 28 jours	2 ans 1 mois 4 jours	2 ans 3 mois 26 jours	2 ans 1 mois 15 jours	2 ans 5 mois 4 jours	2 ans 4 mois 19 jours	2 ans 4 mois 18 jours	2 ans 5 mois 27 jours	2 ans 8 mois 7 jours

*Les données sur les affaires nouvelles (2021), les décisions rendues (2021 et 2022) et décisions rédigées (2021) ont été modifiées.

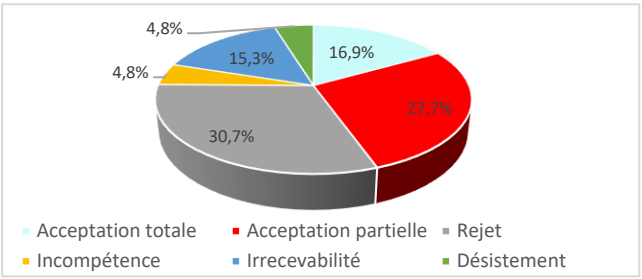
Graphique 61 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées des TA



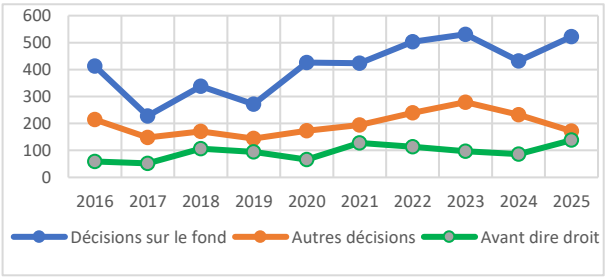
Graphique 62 : Répartition des affaires nouvelles des TA selon le type de contentieux en 2025



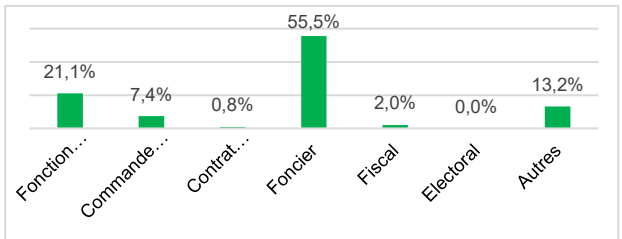
Graphique 63 : Répartition des décisions rendues par les TA selon leur nature en 2025



Graphique 64 : Evolution des décisions rendues par les TA



Graphique 65 : Répartition des affaires nouvelles des commissariats du gouvernement des TA selon le type de contentieux en 2025



Graphique 66 : Evolution des affaires nouvelles et des conclusions rendues par les commissariats du gouvernement des TA

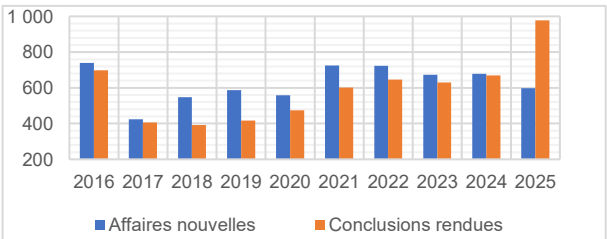


Tableau 58 : Variation des affaires nouvelles et ratios décisions rendues sur affaires nouvelles et décisions rédigées sur décisions rendues par TA

	Affaires nouvelles			Décisions rendues /Affaires nouvelles (en %)			Décisions rédigées / Décisions rendues (en %)	
	Nombre en 2025	Proportion (%)	Variation / 2024 (%)	2016	2024	2025	2024	2025
Ensemble	**837**	**100,0**	**3,1**	**71,9**	**81,8**	**82,9**	**96,4**	**103,6**
Bobo-Dioulasso	92	11,0	-8,9	60,2	104,0	90,2	103,8	110,8
Ouagadougou	547	65,4	0,2	70,1	76,4	88,7	97,4	104,9
Autres TA	198	23,7	20,0	79,2	86,1	63,6	88,0	93,7

V. Etablissements pénitentiaires

V.1. Détenus et occupation des EP au 31 décembre

Points saillants :

- Baisse de 11,2% de la population carcérale ;
- Baisse de 24,1% de l'effectif des détenus en attente de jugement ;
- Amélioration du taux d'occupation des EP de 23,8 points de pourcentage.

Commentaire général :

L'effectif total de la population carcérale affiche une évolution contrastée sur la période 2016-2025. Avec 7 815 détenus en 2025 contre de 7 670 en 2016, le taux de croissance annuel moyen demeure très modérée (0,2%). Toutefois, cette évolution masque plusieurs phases (cf. Tableau 53).

La population carcérale est passée de 8 799 détenus en 2024 à 7 815 en 2025, soit une baisse de 11,2%. Cette baisse constitue un changement important par rapport à la tendance observée en 2024. Elle peut traduire une amélioration de la fluidité de la chaîne pénale avec un recours accru aux mesures alternatives aux poursuites et a l'emprisonnement. Observées dans plusieurs EP, les plus fortes baisses sont constatées dans ceux de Yako (-38,0%), de Pô (-36,5%), de Koupéla (-31,5%) et de Koudougou (-30,2%). A contrario, les hausses les plus élevées sont observées dans les EP de Tougan (71,4%) et de Baporo (35,8%) (cf. Tableau 54).

La population carcérale demeure très majoritairement masculine sur toute la période 2016-2025. En 2025, le nombre des hommes est de 7 654 détenus (dont 118 mineurs) sur 7 815, soit 97,9 % de l'effectif total, contre 161 femmes, soit 2,1 % (cf. Tableau 53).

Quant au statut de la détention, la proportion de détenus en attente de jugement en fin décembre 2025 est de 24,8% contre 29,0% en 2024, soit une baisse de 4,2 points de pourcentage. Celle des condamnés est de 75,2% contre 71,0% en 2024. Parmi les détenus en attente de jugement, 65,9% sont des mis en examen et 34,1% des prévenus (cf. Graphique 68). Le nombre de détenus en attente de jugement est en baisse aussi bien pour les mis en examen que pour les prévenus. Le nombre de mis en examen a baissé de 15,8% en passant de 1 515 en 2024 à 1 276 en 2025. Celui des prévenus a baissé de 36,4% en passant de 1 037 en 2024 à 660 en 2025 (cf. Tableau 53).

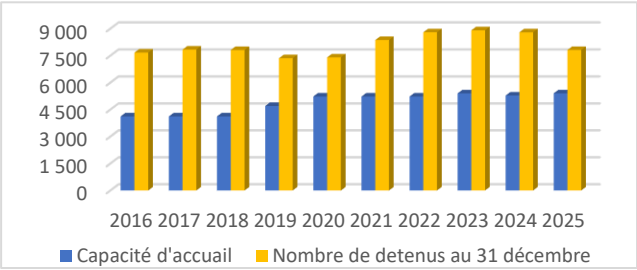
Pour une capacité d'accueil théorique de 5 403 places, le taux moyen d'occupation des EP s'est réduit de 23,8 points de pourcentage en s'établissant à 154,9% en 2025 contre 178,7% en 2024. La surpopulation carcérale reste aiguë avec un ratio national de 1,55 détenu par place disponible, soit un déficit théorique d'environ 2 411 places. Malgré la baisse de la surpopulation carcérale au plan national, elle persiste dans la majorité des EP. Les taux les plus élevés sont enregistrés dans les EP de Boromo (292,5%), de Gaoua (245,3%), de Banfora (224,0%), de Koudougou (215,8%) et de la MACO (206,8%). A l'exception des EP situés dans les zones à forts défis sécuritaires, seuls ceux de Pô (55,0%), de Yako (55,8%), de Manga (64,2%) et de Léo (91,7%) n'ont pas connu de surpopulation carcérale (cf. Tableau 54 et Graphique 67).

Le ratio national détenus/GSP dans les EP est de 2,9 en 2025 contre 3,8 en 2024. Les EP qui connaissent les ratios supérieurs à la moyenne nationale sont ceux des MAC de Ouagadougou (6,3), de Banfora (4,3), de Bobo-Dioulasso (3,9), de Gaoua (3,7), de Boromo (3,6) et de la PHS (3,2). A l'inverse, certains établissements pénitentiaires présentent des ratios très faibles, notamment Manga (1,1), Yako (1,4) Orodara (1,5) et Ziniaré (1,6) (cf. Tableau 54).

Tableau 59 : Effectif des détenus par sexe et par catégorie au 31 décembre

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble des détenus	**7 670**	**7 840**	**7 812**	**7 359**	**7 401**	**8 369**	**8 800**	**8 911**	**8 799**	**7 815**
Selon l'âge et le sexe (hors OMD)										
Hommes	7 522	7 668	7 627	7 215	7 287	8 222	8 640	8 734	8 642	7 654
Mineurs	*224*	*206*	*153*	*122*	*140*	*154*	*199*	*187*	*147*	*118*
Majeurs	*7 298*	*7 462*	*7 474*	*7 093*	*7 147*	*8 068*	*8 441*	*8 547*	*8 495*	*7 536*
Femmes	131	161	185	144	114	147	160	177	157	161
Mineurs	*7*	*6*	*3*	*3*	*5*	*2*	*4*	*10*	*0*	*3*
Majeurs	*124*	*155*	*182*	*141*	*109*	*145*	*156*	*167*	*157*	*158*
Selon l'âge et le statut										
En attente de jugement	3 201	2 681	2 866	2 979	2 670	2 677	2 635	2 584	2 552	1 936
Mis en examen	*1 883*	*1 893*	*1 872*	*1 914*	*1 822*	*1 950*	1 744	1 750	1 515	1 276
Prévenus	*1 318*	*788*	*994*	*1 065*	*848*	*727*	891	834	1 037	660
OMD	17	11	0	0	0	0	0	0	0	0
Condamnés	4 452	5 148	4 946	4 380	4 731	5 692	6 165	6 327	6 247	5 879
% Attente de jugement	*41,7*	*34,2*	*36,7*	*40,5*	*36,1*	*32,0*	*29,9*	*29,0*	*29,0*	*24,8*

Graphique 67 : Evolution du nombre de détenus et de la capacité d'accueil des EP



Graphique 68 : Evolution de la répartition des détenus par catégorie

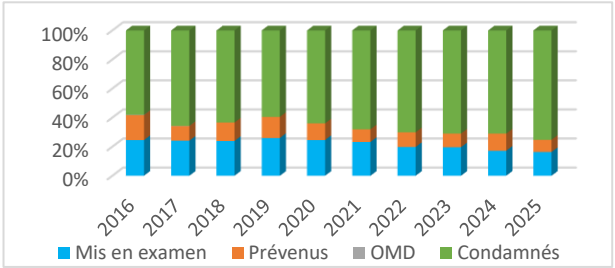


Tableau 60 : Evolution de l'effectif des détenus, de l'occupation des EP et du rapport Détenus/GSP

	Ensemble des détenus			Occupation des EP				Détenus / GSP		
	Nombre 2025	TCAM (%) 2016-2025	Variation (%) 2024-2025	Capacité d'accueil 2025	Taux d'occupation au 31/12 en %			Ratio au 31/12		
					2016	2024	2025	2016	2024	2025
Ensemble	**7815**	**0,2**	**-11,2**	**5 403**	**186,2**	**178,7**	**154,9**	**5,3**	**3,8**	**2,9**
Banfora	392	2,0	-11,9	175	274,2	254,3	224,0	7,2	5,6	4,3
Baporo	91	14,0	35,8	80	35,0	83,8	113,8	1,2	1,0	1,3
Bobo-Dioulasso	948	2,7	-17,6	710	414,4	162,0	133,5	5,3	5,2	3,9
Bogandé	4	-37,8	-	120	240,0	0,0	3,3	6,3	0,0	0,1
Boromo	351	3,7	-7,6	120	210,8	316,7	292,5	6,3	4,5	3,6
Dédougou	162	-2,0	-19,8	120	161,7	168,3	135,0	3,7	2,5	1,7
Diapaga	0	-100,0	-	120	182,5	0,0	0,0	6,4	0,0	0,0
Diébougou	215	4,6	-10,4	120	120,0	200,0	179,2	3,8	3,6	2,4
Djibo	0	-100,0	-	120	142,5	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0
Dori	110	-4,1	-9,8	120	134,2	101,7	91,7	4,1	2,4	2,1
Fada N'Gourma	239	-3,9	-19,8	120	285,8	248,3	199,2	7,5	3,7	2,4
Gaoua	368	8,5	-19,8	150	117,3	306,0	245,3	4,6	5,9	3,7
Kaya	143	-6,7	-10,6	120	222,5	133,3	119,2	5,9	2,5	1,8
Kongoussi	115	0,4	16,2	120	92,5	82,5	95,8	3,4	1,6	1,7
Koudougou	259	-1,5	-30,2	120	248,3	309,2	215,8	5,5	4,2	2,2
Koupéla	122	57,9	-31,5	120	1,7	148,3	101,7	0,1	3,2	1,7
Léo	110	-3,7	-5,2	120	128,3	96,7	91,7	4,4	1,9	1,6
Manga	77	-10,2	-12,5	120	168,3	73,3	64,2	5,6	1,4	1,1
Nouna	0	-100,0	-	120	90,8	0,0	0,0	2,9	0,0	0,0
Orodara	117	-1,4	-14,0	120	110,8	113,3	97,5	3,8	2,1	1,5
Ouaga (MACO)	2 481	1,6	-3,7	1 200	377,9	214,6	206,8	9,5	7,1	6,3
Ouaga (PHS)	798	14,7	0,5	448	46,4	177,2	178,1	1,9	3,3	3,2
Ouahigouya	225	0,1	-24,2	120	185,0	247,5	187,5	4,4	5,9	3,2
Pô	66	-	-36,5	120	-	86,7	55,0	-	3,0	1,5
Tenkodogo	199	-6,6	-26,3	120	306,7	225,0	165,8	7,4	3,7	2,3
Tougan	24	-15,1	71,4	120	87,5	11,7	20,0	3,3	0,4	0,4
Yako	67	-4,6	-38,0	120	85,0	90,0	55,8	3,2	2,6	1,4
Ziniaré	132	-2,0	4,8	120	132,5	105,0	110,0	3,9	2,0	1,6

V.2. Caractéristiques des entrées dans les EP

Points saillants :

- Baisse de 9,8% des entrées dans les EP ;
- Aucune visite d'autorités judiciaires dans 24% des EP avec détenus.

Commentaire général :

Sur la période 2016-2025, les établissements pénitentiaires ont enregistré 81 680 entrées, soit une moyenne annuelle d'environ 8 168 entrées. Après une baisse entre 2016 et 2019, passant de 7 998 à 5 231 entrées, les flux ont repris une tendance haussière à partir de 2020, pour atteindre un pic de 10 165 entrées en 2024. En 2025, le nombre d'entrées s'établit à 9 165, soit une diminution de 9,8% par rapport à 2024. Malgré ce recul, le niveau de 2025 demeure supérieure à celui de la plupart des années antérieures à 2023 (cf. Tableau 55).

La répartition des entrées par sexe est largement portée par les hommes qui sont au nombre de 8 803 en 2025, soit 96,1% de l'ensemble. Les femmes comptent 362 entrées (3,9%) (cf. Tableau 55).

En 2025, 392 mineurs sont entrés dans les établissements pénitentiaires, dont 372 garçons et 20 filles. Les mineurs représentent ainsi environ 4,3% de l'ensemble des entrées. Chez les mineurs, les entrées passent de 456 en 2024 à 392 en 2025, soit une baisse de 14,0%. Cette baisse ressort essentiellement au niveau des garçons mineurs dont les entrées passent de 439 à 372. Les entrées de filles mineures augmentent légèrement de 17 à 20 (cf. Tableau 55).

La majorité des entrées de mineurs (66,1%) se situe dans la tranche de 16 à moins de 18 ans avec 259 entrées. La tranche d'âge de 13 à moins de 16 ans représente 131 entrées (33,4%), tandis que les moins de 13 ans ne comptent que 2 entrées (0,5 %) (cf. Tableau 55).

Chez les majeurs, les entrées sont particulièrement concentrées dans les classes d'âge relativement jeunes. En 2025, les personnes âgées de 18 à moins de 30 ans totalisent 4 405 entrées, soit un peu plus de la moitié (50,2%) des entrées des majeurs. Si l'on y ajoute les mineurs, les personnes âgées de moins de 30 ans représentent 4 797 entrées, soit 52,3% de l'ensemble des entrées. La tranche de 30 ans et plus enregistre 4 368 entrées parmi les majeurs, soit 49,8% (cf. Tableau 55).

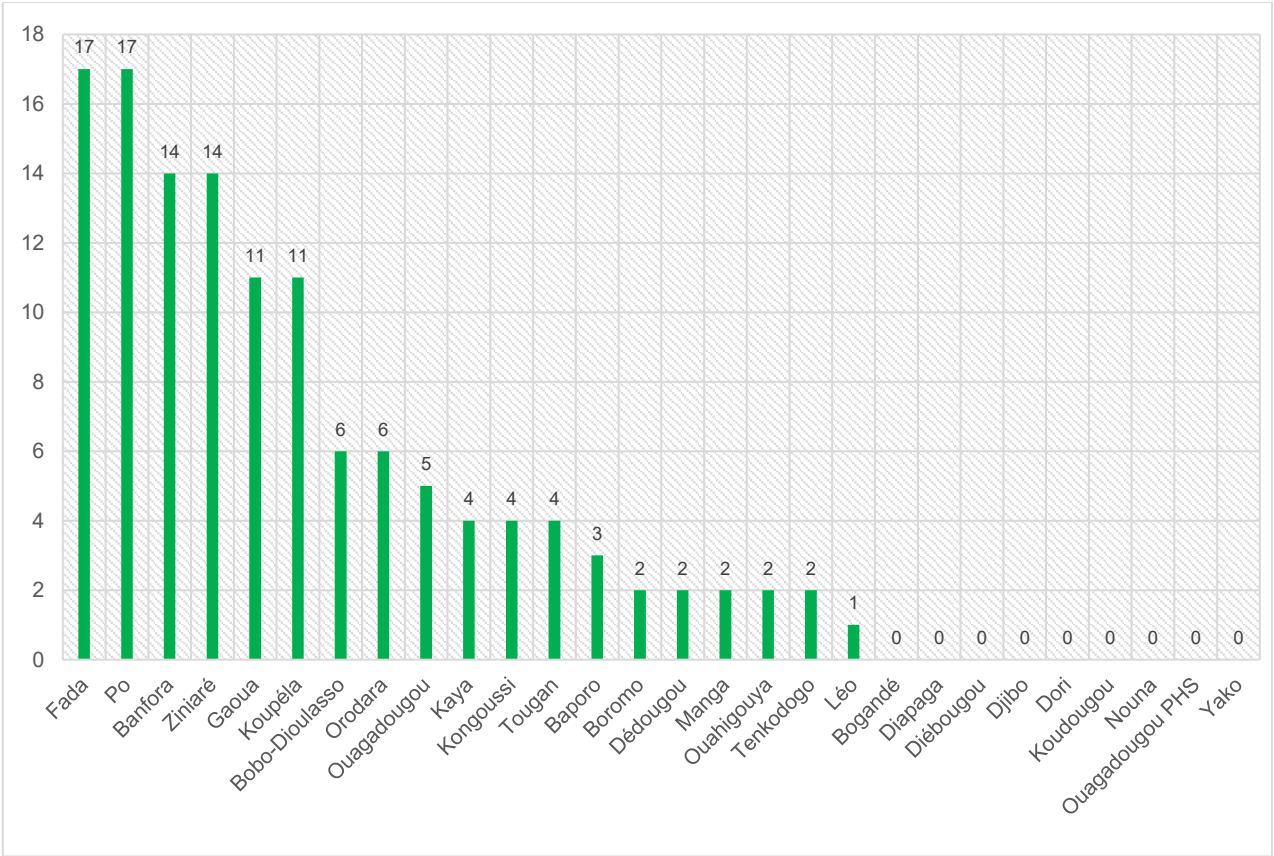
L'âge moyen des personnes entrant en détention s'établit à 31,1 ans en 2025 contre 30,5 ans en 2024. Il reste relativement stable sur la période 2016-2025, oscillant entre 30,4 et 31,3 ans. Cette stabilité suggère que, malgré les fluctuations importantes du volume annuel des entrées, la structure par âge des personnes entrant dans les établissements pénitentiaires demeure relativement constante (cf. Tableau 55).

Au cours de l'année 2025, les établissements pénitentiaires du Burkina Faso ont reçu 127 visites de la part des autorités judiciaires, contre 91 en 2024, soit une hausse de 39,6%. Les EP ayant bénéficié du plus grand nombre de visites sont ceux de Fada N'Gourma et Pô (17), de Banfora et Ziniaré (14), de Koupéla et Gaoua (11). En revanche, les EP de Bogandé, Diébougou, Dori, PHS, Koudougou et Yako n'ont reçu aucune visite des autorités judiciaires en 2025 (y compris les établissements sans détenus) (cf. Graphique 69).

Tableau 61 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ensemble des entrées	**7 998**	**8 653**	**7 025**	**5 231**	**6 870**	**8 801**	**8 662**	**9 110**	**10 165**	**9 165**
Entrées selon le sexe										
Hommes	**7 762**	**8 342**	**6 776**	**5 067**	**6 666**	**8 492**	**8 377**	**8 823**	**9 797**	**8 803**
Mineurs	513	547	433	212	324	462	603	507	439	372
Majeurs	7 249	7 795	6 343	4 855	6 342	8 030	7 774	8 316	9 358	8 431
Femmes	**236**	**311**	**249**	**164**	**204**	**309**	**285**	**287**	**368**	**362**
Mineures	16	16	13	5	4	23	22	10	17	20
Majeures	220	295	236	159	200	286	263	277	351	342
Entrées selon l'âge										
Mineurs	**529**	**563**	**446**	**217**	**328**	**485**	**625**	**517**	**456**	**392**
Moins de 13 ans	11	8	3	4	5	2	10	4	7	2
13 à moins de 16 ans	153	219	150	88	95	119	216	153	131	131
16 à moins de 18 ans	365	336	293	125	228	364	399	360	318	259
Majeurs	**7 469**	**8 090**	**6 579**	**5 014**	**6 542**	**8 316**	**8 037**	**8 593**	**9 709**	**8 773**
18 à moins de 21 ans	810	934	752	493	790	936	1 042	1 006	1 117	953
21 à moins de 25 ans	1 147	1 236	980	827	1 049	1 474	1 446	1 618	1 927	1 530
25 à moins de 30 ans	1 788	1 727	1 393	1 087	1 402	1 581	1 537	1 778	2 109	1 922
30 à moins de 40 ans	2 262	2 314	1 899	1 565	1 859	2 442	2 288	2 397	2 610	2 415
40 ans et plus	1 462	1 879	1 555	1 042	1 442	1 883	1 724	1 794	1 946	1 953
Age moyen (années)	**30,6**	**31**	**31,2**	**31,3**	**31,1**	**31,1**	**30,4**	**30,6**	**30,5**	**31,1**

Graphique 69 : Evolution du nombre de visites de détenus par les autorités judiciaires dans les EP



V.3. Caractéristiques des prévenus

Points saillants :

- Baisse de 36,4% du nombre de prévenus ;
- Augmentation de 6,6 points de pourcentage du nombre de prévenus pour crimes et délits contre les particuliers ;
- Moins de 01 mois de détention préventive pour 58,9% des prévenus.

Commentaire général :

L'effectif des prévenus est passé de 1 037 en 2024 à 660 en 2025 soit une baisse de 36,4%. Selon la répartition par sexe, 642 prévenus sont des hommes et 18 des femmes en 2025 (cf. Graphique 70).

La répartition par tranche d'âge montre que les prévenus de 25 à moins de 40 ans représentent 45,2% de l'effectif, suivis de ceux dont l'âge est compris entre 18 et 25 ans avec 24,8% (cf. Graphique 71).

En 2025, les prévenus poursuivis pour crimes et délits contre les biens représentent 49,8% contre 56,8% en 2024. Les prévenus détenus pour crimes et délits contre les particuliers représentent 33,2% des effectifs en 2025 contre 26,6% en 2024. Sur la période 2016-2025, les crimes et délits contre les particuliers constituent la catégorie d'infractions la plus dominante avec un taux moyen de 2,5% (cf. Graphique 72).

La durée moyenne de la détention provisoire qui était de 1 mois 13 jours en 2024 a augmenté d'un (01) jour en 2025 soit 1 mois 14 jours. Les prévenus totalisant moins d'un (01) mois de détention provisoire représentent 58,9% (cf. Graphique 73).

Notes méthodologiques :

Proportion des prévenus d'une tranche d'âge donnée *: Rapport entre le nombre de prévenus d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de prévenus au cours d'une année.*

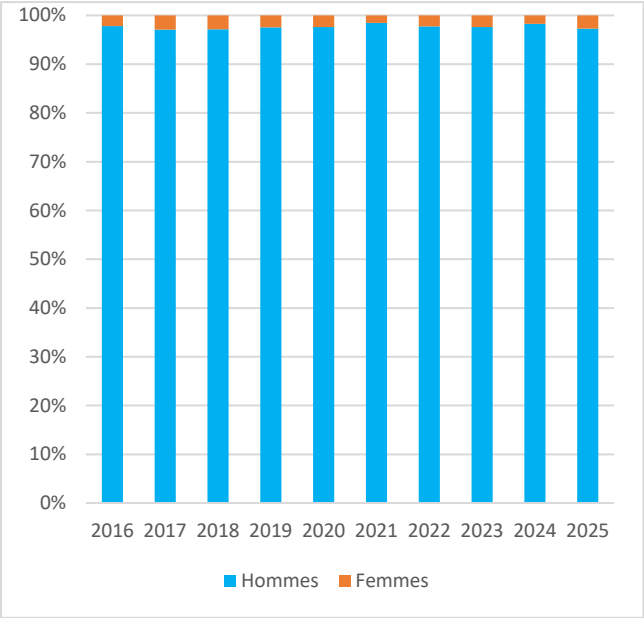
Proportion des prévenus d'un sexe donné *: Rapport entre le nombre de prévenus de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de prévenus au cours d'une année.*

Proportion des prévenus d'une catégorie d'infractions donnée *: Rapport entre le nombre de prévenus détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de prévenus à la fin de l'année.*

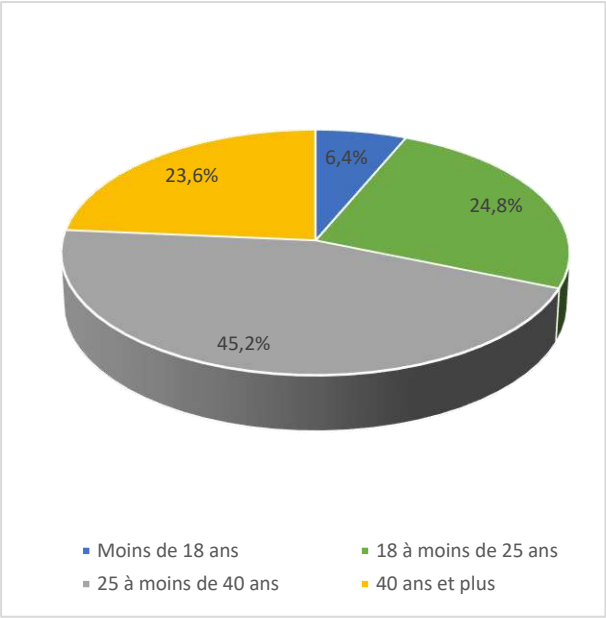
Variation *: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base), rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.*

Sources statistiques : *Registres des prévenus*

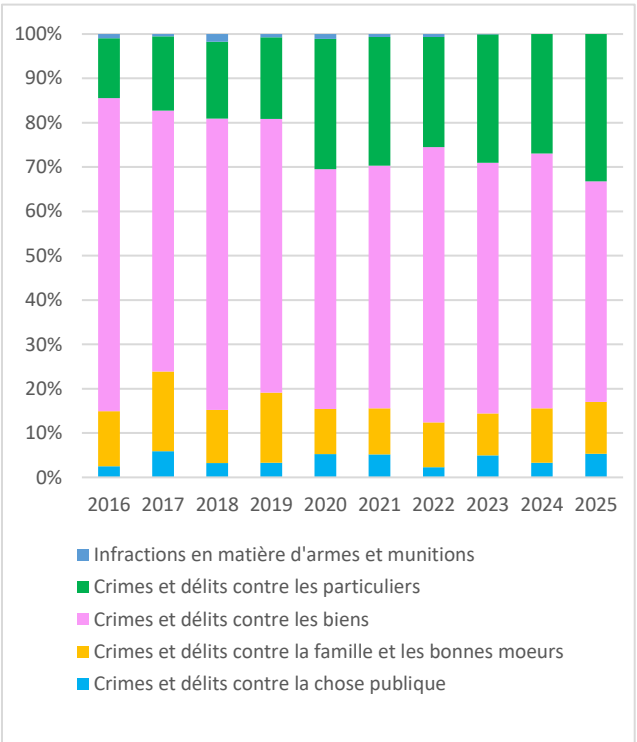
Graphique 70 : Evolution de l'effectif des prévenus selon le sexe



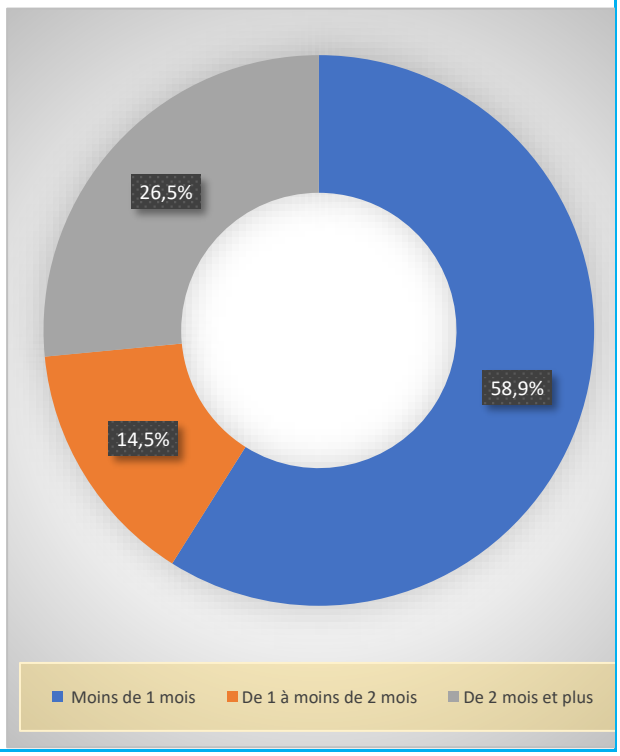
Graphique 71 : Répartition des prévenus selon la tranche d'âge au 31 décembre 2025



Graphique 72 : Evolution de la répartition des prévenus selon la catégorie d'infractions



Graphique 73 : Répartition des prévenus selon la durée de la détention préventive en 2025



V.4. Caractéristiques des mis en examen (1/2)

Points saillants :

- Augmentation de 2,2 points de pourcentage des mis en examen pour crimes et délits contre la sécurité publique ;
- Augmentation de la durée de la détention provisoire des mis en examen de 2 mois 2 jours en moyenne.

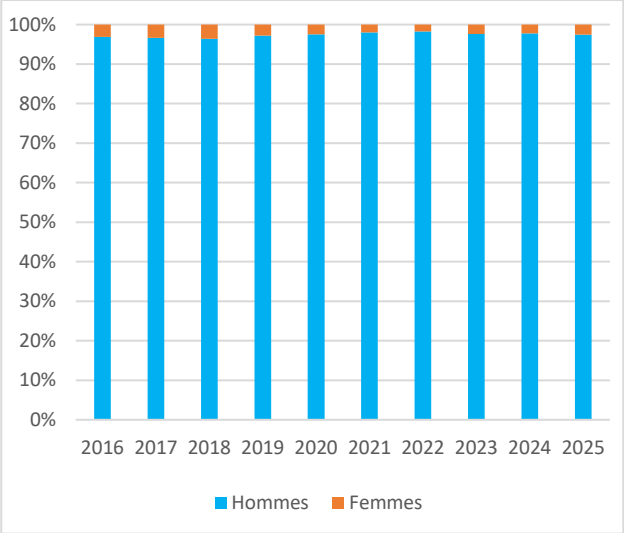
Commentaire général :

Au 31 décembre 2025, l'effectif des mis en examen dans les EP se chiffre à 1 276 dont 33 de sexe féminin (cf. Tableau 56). La répartition des mis en examen selon l'âge montre que 50,2% ont un âge compris entre 25 à moins de 40 ans et 33,5% ont au moins 40 ans. Les mineurs représentent 1,6% de l'effectif (cf. Graphique 75). L'âge moyen des mis en examen en 2025 est de 34,8 ans contre 34,3 ans en 2024.

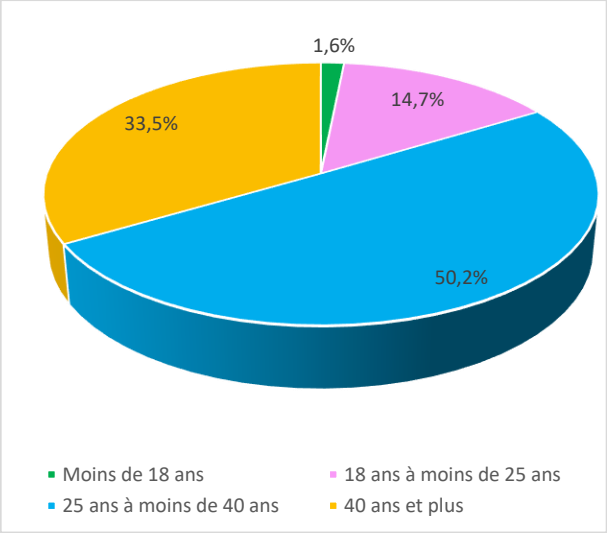
En 2025, les mis en examen pour crimes et délits contre la sécurité publique représentent 41,9% contre 39,7% pour les crimes et délits contre les particuliers. Les mis en examen détenus pour crimes et délits contre les biens représentent 12,0%. Sur la décennie 2016-2025, les crimes et délits contre la sécurité publique et les crimes et délits contre les particuliers évoluent inversement (cf. Graphique 76).

La durée moyenne de la détention provisoire des mis en examen en 2025 est de 1 an 9 mois 24 jours contre 1 an 7 mois 22 jours en 2024, soit une augmentation de 2 mois 2 jours. Sur la période 2016-2025, on constate qu'en 2023, le nombre des mis en examen dont la durée de détention provisoire est supérieure ou égale à 2 ans est le plus élevé (cf. Graphique 77).

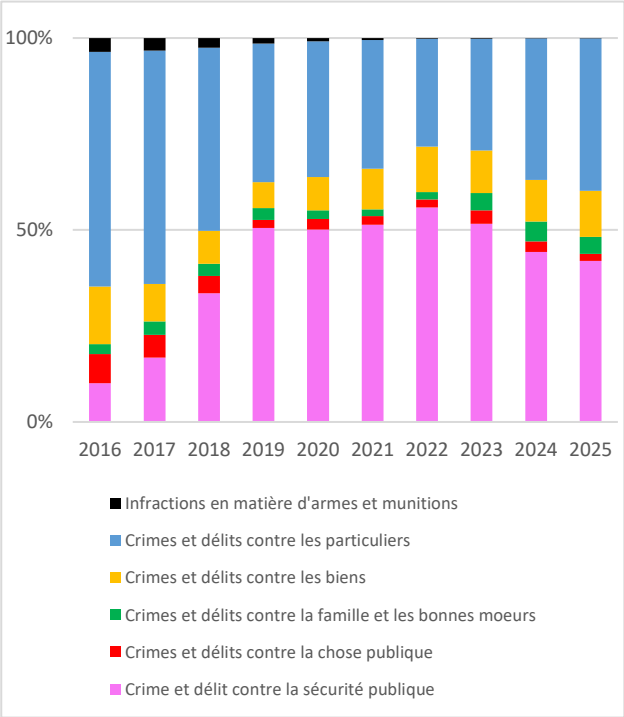
Graphique 74 : Evolution de l'effectif des mis en examen selon le sexe



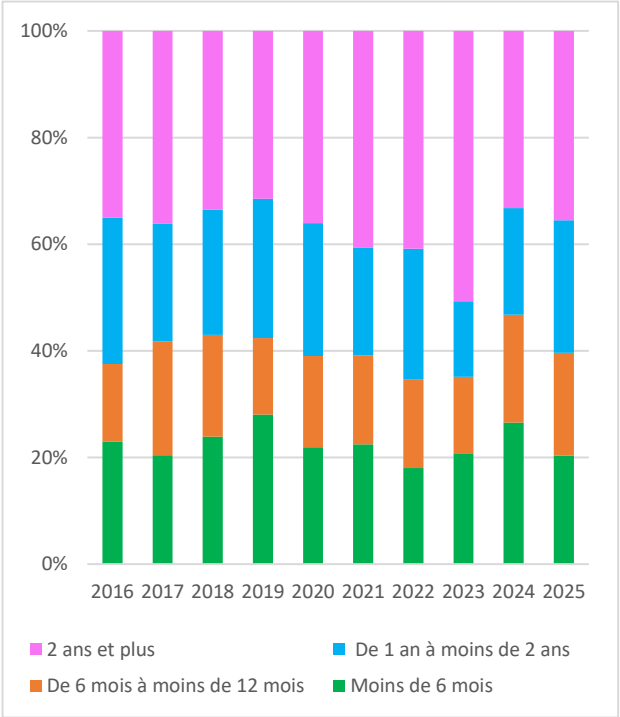
Graphique 75 : Répartition des mis en examen selon la tranche d'âge au 31 décembre 2025



Graphique 76 : Répartition des mis en examen selon la catégorie d'infractions



Graphique 77 : Répartition des mis en examen selon la durée de la détention provisoire



V.5. Caractéristiques des mis en examen (2/2)

Points saillants :

- Baisse de 15,8% des mis en examen dans les EP ;
- Baisse du taux de croissance annuelle moyen de 4,2%.

Commentaire général :

En 2025, l'effectif des mis en examen a connu une baisse de 15,8% par rapport à celui de 2024 passant de 1 515 à 1 276. Cette baisse est observée dans plusieurs EP dont les plus importantes sont enregistrées au niveau de Yako (-56,0%), Koudougou (-42,4%), Ouahigouya (-38,2%). En revanche, ceux des EP de Tougan (275,0%), Kongoussi (81,8%) et de Koupéla (42,9%) ont connu des augmentations par rapport à 2024 (cf. Tableau 56).

De 2016 à 2025, le nombre de mis en examen détenus est passé de 1 883 à 1 276 avec un taux de croissance annuelle moyen de -4,2%. Ce taux est en baisse dans la plupart des EP (cf. Tableau 56).

La proportion des mis en examen ayant eu une détention provisoire de 2 ans et plus est passé de 33,3% en 2024 à 35,7% en 2025. Cette proportion est plus élevée dans les EP de Dori (83,3%), PHS (56,2%) et Gaoua (46,7%). Cependant, il existe des EP n'ont enregistré aucun mis en examen dont la détention provisoire est d'au moins 2 ans. Il s'agit des EP de Fada, de Koupéla, de Manga, de Orodara, de Ouahigouya, de Tenkodogo, de Yako et de Ziniaré (cf. Tableau 57).

Tableau 62 : Evolution de l'effectif des mis en examen selon certaines catégories d'infractions par EP

	Ensemble des mis en examen			Mis en examen pour crimes et délits contre les particuliers			Mis en examen pour crimes et délits contre les biens		
	Nombre 2025	TCAM (%) 2016-2025	Variation (%) 2024-2025	Nombre 2025	TCAM (%) 2016-2025	Variation (%) 2024-2025	Nombre 2025	TCAM (%) 2016-2025	Variation (%) 2024-2025
Ensemble	**1 276**	**-4,2**	**-15,8**	**507**	**-8,7**	**-9,1**	**153**	**-6,6**	**-6,7**
Banfora	52	-8,6	-28,8	43,0	-8,1	16,2	2	0,0	-90,9
Baporo	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	83	-6,6	-11,7	54,0	-7,4	-10,0	20	0,0	-33,3
Bogandé	0	-100,0	-	0,0	-100,0	-	0	-100,0	-
Boromo	72	5,9	-1,4	64,0	6,6	12,3	2	-7,4	-50,0
Dédougou	35	-6,8	-12,5	27,0	-3,4	-12,9	3	-21,7	-50,0
Diapaga	0	-100,0	-	0,0	-100,0	-	0	-100,0	-
Diébougou	43	-0,3	-8,5	25,0	-4,8	-21,9	10	19,6	42,9
Djibo	0	-100,0	-	0,0	-100,0	-	0	-100,0	-
Dori	12	-8,6	-25,0	5,0	-17,1	-58,3	4	-	33,3
Fada N'Gourma	24	-13,9	-20,0	15,0	-13,8	36,4	7	-14,6	-41,7
Gaoua	92	10,0	-7,1	64,0	7,6	3,2	10	-	11,1
Kaya	13	-15,9	18,2	8,0	-19,9	-27,3	3	0,0	-
Kongoussi	20	-0,5	81,8	9,0	-4,8	-18,2	11	5,2	-
Koudougou	19	-12,0	-42,4	15,0	-11,0	-25,0	0	-100,0	-100,0
Koupéla	10	29,2	42,9	10,0	29,2	100,0	0	-	-100,0
Léo	19	-11,7	26,7	18,0	-10,1	50,0	0	-100,0	-
Manga	6	-13,9	20,0	3,0	-19,4	-25,0	0	-	-
Nouna	0	-100,0	-	0,0	-100,0	-	0	-	-
Orodara	18	-12,0	-14,3	14,0	-12,4	-12,5	1	-7,4	-
Ouaga(MACO)	149	-9,8	-24,7	74,0	-8,9	-22,1	50	-5,7	19,0
Ouaga(PHS)	500	28,9	-15,0	1,0	-	-50,0	0	-	-100,0
Ouahigouya	21	-1,9	-38,2	17,0	-3,3	21,4	3	13,0	-50,0
Pô	8	-	-20,0	3,0	-	0,0	5	-	150,0
Tenkodogo	41	-11,2	-37,9	13,0	-12,9	-51,9	11	9,2	37,5
Tougan	15	-5,5	275,0	13,0	-4,1	225,0	2	0,0	-
Yako	11	-1,0	-56,0	9,0	0,0	-57,1	1	0,0	-50,0
Ziniaré	13	-13,5	-13,3	3,0	-22,9	-72,7	8	-6,0	166,7

Tableau 63 : Proportion des mis en examen par rapport à l'ensemble des détenus, des mis en examen de 18 ans et plus (majeurs) et de celle des mis en examen ayant eu une détention de 2 ans et plus par EP

	Mis en examen en % de détenus			Proportion des mis en examen de 18 ans et plus			Proportion des mis en examen en détention de 2 ans et plus		
	2016	2024	2025	2016	2024	2025	2016	2024	2025
Ensemble	**24,6**	**17,2**	**16,3**	**97,5**	**98,1**	**98,4**	**35,1**	**33,3**	**35,7**
Banfora	35,6	16,4	13,3	95,7	100,0	100,0	11,1	11,0	34,6
Baporo	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-	-	-
Bobo-Dioulasso	20,5	8,2	8,8	98,7	98,9	100,0	62,7	21,3	19,3
Bogandé	62,5	-	0,0	98,3	-	-	58,3	-	-
Boromo	17,0	19,2	20,5	100,0	100,0	100,0	39,5	31,5	2,8
Dédougou	34,0	19,8	21,6	97,0	100,0	97,1	19,7	7,5	5,7
Diapaga	46,6	-	-	97,1	-	-	32,4	-	-
Diébougou	30,6	19,6	20,0	95,5	97,9	90,7	36,4	8,5	14,0
Djibo	34,5	-	-	93,2	-	-	27,1	-	-
Dori	16,8	13,1	10,9	96,3	100,0	100,0	59,3	56,3	83,3
Fada N'gourma	26,8	10,1	10,0	95,7	93,3	100,0	10,9	6,7	0,0
Gaoua	22,2	21,6	25,0	100,0	97,0	100,0	17,9	32,3	46,7
Kaya	23,2	6,9	9,1	100,0	100,0	100,0	62,9	18,2	23,1
Kongoussi	18,9	11,1	17,4	100,0	100,0	100,0	4,8	9,1	10,0
Koudougou	20,1	8,9	7,3	98,3	100,0	89,5	25,0	9,1	10,5
Koupéla	50,0	3,9	8,2	100,0	100,0	90,0	0,0	42,9	0,0
Léo	37,7	12,9	17,3	98,3	100,0	94,7	62,1	6,7	15,8
Manga	11,4	5,7	7,8	100,0	100,0	100,0	26,1	0,0	0,0
Nouna	18,3	-	-	100,0	-	-	60,0	-	-
Orodara	42,9	15,4	15,4	93,0	90,5	88,9	47,4	14,3	0,0
Ouagadougou (MACO)	17,5	7,7	6,0	98,9	96,5	99,3	30,7	10,6	40,9
Ouagadougou (PHS)	22,0	74,1	62,7	100,0	98,8	98,6	2,0	61,4	56,2
Ouahigouya	11,3	11,4	9,3	100,0	100,0	100,0	32,0	2,9	0,0
Pô	-	9,6	12,1	-	100,0	100,0	-	20,0	12,5
Tenkodogo	32,6	24,4	20,7	93,3	92,4	97,6	32,5	0,0	0,0
Tougan	23,8	28,6	62,5	100,0	75,0	100,0	28,0	100,0	40,0
Yako	11,8	23,1	16,4	100,0	100,0	100,0	25,0	0,0	0,0
Ziniaré	30,2	11,9	9,8	93,8	100,0	100,0	16,7	0,0	0,0

V.6. Caractéristiques des condamnés (1/2)

Points saillants :

- Baisse de 5,9% du nombre de condamnés ;
- Hausse de 50,6% du nombre des condamnés pour atteintes à la sécurité publique ;
- Hausse de 5,6% du nombre de condamnés à perpétuité.

Commentaire général :

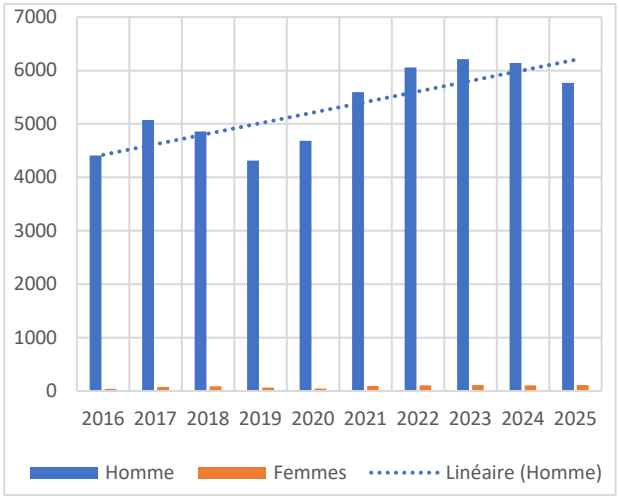
Au 31 décembre 2025, le nombre de condamnés dans l'ensemble des établissements pénitentiaires est de 5 879 (110 femmes et 59 mineurs) contre 6 247 en 2024 soit une baisse de 5,9% (cf. Tableau 58). Au cours de la période 2016-2025, on constate une tendance haussière du nombre de condamnés, passant de 4 452 à 5 879 (cf. Graphique 78), soit un taux de croissance annuelle moyen de 3,1% (cf. Tableau 58).

Au 31 décembre 2025, plus d'un quart (25,5%) des condamnés ont un âge compris entre 18 et moins de 25 ans et ceux ayant entre 25 et moins de 40 ans représentent 54,0% de l'effectif total. Quant aux mineurs condamnés, ils représentent 1,0% de l'effectif des condamnés (cf. Graphique 79).

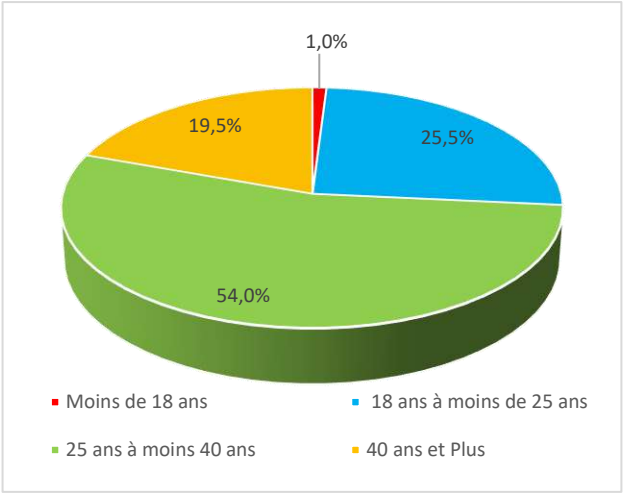
Selon la catégorie d'infractions, le nombre de condamnés détenus pour « crimes et délits contre les biens » représentent un peu plus de la moitié (50,2%) de l'ensemble des condamnés. Les condamnés pour « crimes et délits contre les particuliers » et ceux détenus pour « crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs » comptent respectivement 34,1% et 8,5% de l'effectif total des condamnés. Au cours des cinq (05) dernières années, le nombre de condamnés pour « crimes et délits contre la sécurité publique » connait une croissance continue passant de 29 en 2021 à 259 en 2025. Comparativement à 2024, le nombre de condamnés pour atteintes à la sécurité publique connait une hausse de 50,6% (cf. Graphique 80).

En 2025, la durée moyenne de la peine prononcée est de 6 ans 3 mois contre 4 ans 3 mois en 2024. La proportion des condamnés ayant écopé d'une peine de moins de 1 an est de 11,4% contre 6,9% en 2024. Près de la moitié (49,3%) des peines prononcées se situent entre 1 et 5 ans. Quant aux peines supérieures ou égales à 5 ans, elles représentent 37,0% (cf. Graphique 81).

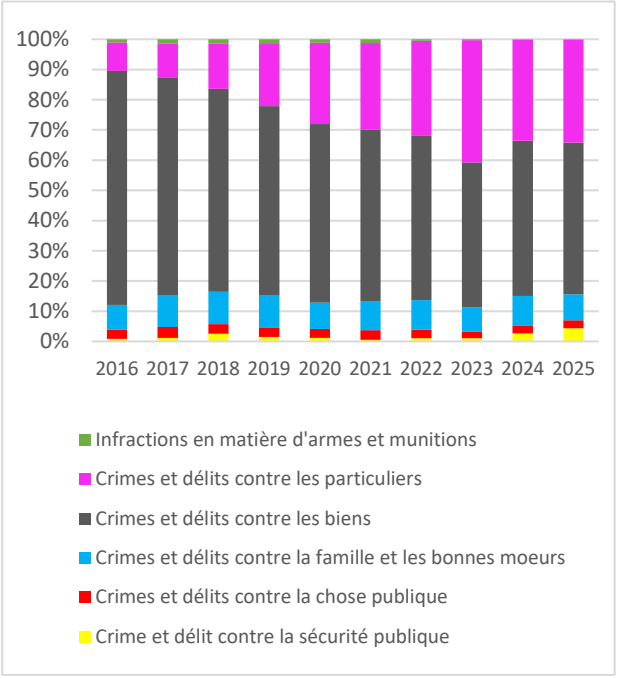
Graphique 78 : Evolution de l'effectif des condamnés selon le sexe



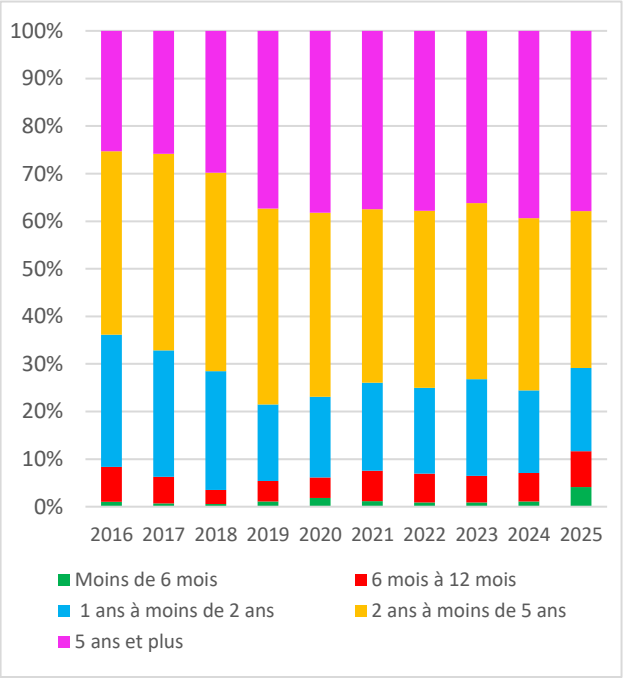
Graphique 79 : Répartition des condamnés selon la tranche d'âge au 31 décembre



Graphique 80 : Evolution de la répartition des condamnés selon la catégorie d'infractions



Graphique 81 : Evolution de la répartition des condamnés selon la durée de la peine prononcée



V.7. Caractéristiques des condamnés (2/2)

Points saillants :

- 75,2% de l'ensemble des détenus sont des condamnés ;
- Une peine d'au moins 2 ans pour 71,5% des condamnés.

Commentaire général :

Au 31 décembre 2025, le nombre de condamnés pour crimes et délits contre les particuliers a connu une baisse de 3,7%. Les plus fortes baisses sont observées dans les EP de Yako (-42,9%), Koudougou (-37,9%), de la PHS et de Tougan avec chacun (-33,3%). Par contre, les EP ayant enregistré les plus forts taux d'augmentation de leurs effectifs sont ceux de Dori (100%), de Baporo (72,0%) et de Kongoussi (54,5%). Par ailleurs, au cours de la période 2016-2025, le taux de croissance annuel moyen est de 19,1% pour l'ensemble des EP (cf. Tableau 58).

Pour ce qui est des effectifs des condamnés pour crimes et délits contre les biens, ils ont connu une baisse de 8,2% par rapport à 2024. Les plus fortes baisses sont enregistrées à Boromo (-41,6%), Gaoua (-32,4%) et Koupéla (-29,8%). En revanche, d'autres EP tels que Dori (168,4%), de Kongoussi (29,4%) et de Baporo (14,3%) ont enregistré les plus importantes hausses (cf. Tableau 58).

La proportion des condamnés par rapport à l'ensemble des détenus au 31 décembre 2025 a progressé de 4,2 points en passant de 71,0% en 2024 à 75,2%. Cependant, elle varie en fonction des EP. Ceux qui ont les proportions de condamnés les plus fortes sont Baporo (100,0%), Bogandé (100,0%), Ouahigouya (87,1%) et Koupéla (86,9%). Les EP qui ont les proportions les plus faibles sont la PHS (37,3%), Tougan (37,5%) et Gaoua (63,3%) (cf. Tableau 59).

Le nombre de condamnés de 18 ans et plus au 31 décembre 2025 représentent 99,0% contre 98,8% en 2024. Par ailleurs, les détenus condamnés à une peine d'emprisonnement d'au moins 2 ans représentent 71,5% de l'ensemble des condamnés contre 76,1% en 2024. Les établissements pénitentiaires qui ont enregistré les proportions au-dessus de la moyenne sont entre autres la PHS (100%), les MAC de Bogandé (100%) et de Orodara (91,5%). Les plus faibles proportions sont observées à Baporo (8,8%) et à Ziniaré (11,8%) (cf. Tableau 59).

Tableau 64 : Evolution de l'effectif des condamnés selon certaines catégories d'infractions par EP*

	Ensemble des condamnés			Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers			Condamnés pour crimes et délits contre les biens		
	Nbre 2025	TCAM (%) 2016-2025	Variation (%) 2024-2025	Nbre 2025	TCAM (%) 2016-2025	Variation (%) 2024-2025	Nbre 2025	TCAM (%) 2016-2025	Variation (%) 2024-2025
Ensemble	**5 879**	**3,1**	**-5,9**	**2 004**	**19,1**	**-3,7**	**2 951**	**-1,7**	**-8,2**
Banfora	326	8,5	-2,1	107	24,4	-12,3	179	4,4	2,9
Baporo	91	14,0	35,8	43	-	72,0	40	5,8	14,3
Bobo-Dioulasso	774	8,9	-8,4	300	20,5	-6,8	402	4,7	-6,5
Bogandé	4	-29,4	-	3	-15,7	-	0	-100,0	-
Boromo	235	3,7	-9,3	119	25,9	38,4	80	-5,9	-41,6
Dédougou	124	1,1	-21,5	42	8,0	-16,0	71	-2,1	-29,7
Diapaga	0	-100,0	-	0	-100,0	-	0	-100,0	-
Diébougou	150	5,6	-12,3	100	29,2	-21,3	27	-10,3	-12,9
Djibo	0	-100,0	-	0	-100,0	-	0	-100,0	-
Dori	91	-1,2	127,5	36	9,4	100,0	51	-5,0	168,4
Fada N'Gourma	203	0,6	-17,5	61	27,2	-14,1	136	-2,6	-11,1
Gaoua	233	7,3	-29,6	88	34,8	-20,0	121	2,3	-32,4
Kaya	124	-3,8	-12,7	43	-0,5	19,4	63	-7,1	-29,2
Kongoussi	86	2,6	11,7	51	14,6	54,5	22	-8,3	29,4
Koudougou	202	-1,3	-27,3	64	21,6	-37,9	102	-6,2	-18,4
Koupéla	106	-	-35,4	36	-	-29,4	59	-	-29,8
Léo	82	-1,4	-9,9	39	17,7	-15,2	37	-6,7	0,0
Manga	61	-10,7	-16,4	29	8,4	-32,6	15	-21,0	0,0
Nouna	0	-100,0	-	0	-100,0	-	0	-100,0	-
Orodara	94	3,8	-15,3	55	27,9	-8,3	34	-4,6	-20,9
Ouagadougou(MACO)	2 028	6,3	3,9	581	29,7	5,4	1 166	2,4	3,8
Ouagadougou(PHS)	298	6,0	44,7	2	-25,4	-33,3	62	-7,7	-3,1
Ouahigouya	196	2,3	-19,3	85	28,3	-4,5	92	-3,9	-19,3
Pô	53	-	-37,6	9	-	-18,2	33	-	-23,3
Tenkodogo	144	-3,1	-22,6	59	18,3	-19,2	66	-5,7	-21,4
Tougan	9	-20,5	-10,0	4	-6,0	-33,3	3	-28,0	-25,0
Yako	55	-5,0	-28,6	8	16,7	-42,9	41	-6,9	-25,5
Ziniaré	110	1,6	6,8	40	10,7	33,3	49	-2,8	-15,5

Tableau 65 : Proportion des condamnés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des condamnés de18 ans et plus et de celle des condamnés ayant reçu une peine de 2 ans et plus par EP

	Condamnés en % de détenus			Proportion (%) des condamnés de 18 ans et +			Proportion (%) des condamnés de 2 ans et plus		
	2016	2024	2025	2016	2024	2025	2016	2024	2025
Ensemble	**58,0**	**71,0**	**75,2**	**98,0**	**98,8**	**99,0**	**64,1**	**76,1**	**71,5**
Banfora	47,4	74,8	83,2	98,1	99,7	100,0	48,1	83,8	84,7
Baporo	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	64,3	79,1	8,8
Bobo-Dioulasso	48,0	73,5	81,6	96,9	99,5	99,9	62,8	79,9	81,7
Bogandé	31,9	-	100,0	97,8	-	100,0	67,4	-	100,0
Boromo	67,2	68,2	67,0	95,3	96,1	97,0	55,9	69,9	67,7
Dédougou	57,7	78,2	76,5	100,0	100,0	100,0	74,1	82,9	87,9
Diapaga	43,4	-	-	100,0	-	-	82,1	-	-
Diébougou	63,9	71,3	69,8	98,9	100,0	100,0	54,3	85,4	24,7
Djibo	59,1	-	-	99,0	-	-	54,5	-	-
Dori	62,7	32,8	82,7	100,0	100,0	100,0	61,4	57,5	71,4
Fada N'Gourma	56,3	82,6	84,9	97,9	99,6	100,0	74,1	89,8	88,2
Gaoua	70,5	72,1	63,3	99,2	97,6	95,7	68,5	68,6	45,1
Kaya	65,9	88,8	86,7	97,2	100,0	100,0	71,0	83,1	83,9
Kongoussi	61,3	77,8	74,8	100,0	98,7	97,7	60,3	39,0	39,5
Koudougou	76,2	74,9	78,0	96,9	97,8	98,0	40,5	66,9	49,0
Koupéla	0,0	92,1	86,9	-	98,8	95,3	-	66,5	78,3
Léo	60,4	78,4	74,5	100,0	100,0	98,8	72,0	72,5	67,1
Manga	83,7	83,0	79,2	97,0	100,0	100,0	74,6	65,8	26,2
Nouna	69,7	-	-	100,0	-	-	50,0	-	-
Orodara	50,4	81,6	80,3	100,0	100,0	100,0	29,9	87,4	91,5
Ouagadougou (MACO)	54,5	75,8	81,7	98,3	98,6	98,9	66,9	71,3	73,2
Ouagadougou (PHS)	76,3	25,9	37,3	100,0	98,5	99,3	96,6	100,0	100,0
Ouahigouya	72,1	81,8	87,1	93,8	96,3	98,5	43,8	82,3	75,5
Pô	-	81,7	80,3	-	100,0	100,0	-	65,9	84,9
Tenkodogo	51,9	68,9	72,7	99,0	100,0	99,3	56,5	76,3	79,9
Tougan	67,6	71,4	37,5	100,0	100,0	100,0	70,4	100,0	55,6
Yako	85,3	71,3	82,1	97,7	100,0	100,0	81,6	76,6	81,8
Ziniaré	59,7	81,7	83,3	94,7	100,0	100,0	62,1	94,2	11,8

Glossaire[3]

Abus de confiance : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper au préjudice d'une autre, des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

Acceptation partielle : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

Acceptation totale : Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement et/ou d'une amende supérieure ou égale à 50 000 FCFA et /ou du travail d'intérêt général.

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes (que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps de plus de 5 ans), voire de peines complémentaires.

Affaire en cours d'instruction : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

Affaire jugée : Affaire pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée dans une juridiction.

Affaire dont l'instruction est clôturée : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par une ordonnance de transmission des pièces au procureur général de la Cour d'appel du ressort, soit par une ordonnance de renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu.

Amende : Condamnation pécuniaire infligée à une personne qui enfreint à la loi pénale.

Annulation et renvoi : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

Annulation : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction de degré inférieur par une juridiction de degré supérieur pour irrégularité de forme ou de fond, à la suite d'un appel ou d'un recours en révision ou en cassation.

Appel : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par une juridiction de premier degré devant une juridiction de second degré pour qu'elle soit rejugée.

Arrêt définitif de la Cour des comptes : Décision de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

Arrêt provisoire de la Cour des comptes : Décision de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

[3] *Les définitions ne prennent pas en compte les modifications apportées par la loi n°25/2018-AN portant code pénal*

Assassinat : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

Assistance éducative : Mesure pouvant être prise par les juridictions compétentes, lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont supposées gravement compromises.

Association de malfaiteurs : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou des biens et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir en commun.

Avis : Opinion émise par une haute juridiction, par exemple sur la régularité d'une procédure.

Budget prévisionnel : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

Bulletin de casier judiciaire : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré couramment aux justiciables nés au Burkina par les greffe des TGI et ceux nés à l'étranger ou étranger résident au Burkina par la Cour d'appel est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les peines privatives de liberté. A côté du bulletin n°3, il existe les bulletins n°1 et 2 qui sont délivrés à des demandeurs spécifiques.

Cassation : Annulation par la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat d'une décision rendue en violation de la loi.

Centre pénitentiaire agricole de Baporo : Etablissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

Certificat de nationalité burkinabè : Document administratif délivré par le président du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon lequel un individu est de nationalité burkinabè.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu du lieu, la date et l'heure de l'audience.

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique.

Compte de gestion : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

Condamné : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine (emprisonnement, amende, TIG) a été prononcée.

Confirmation : Décision par laquelle une juridiction de recours consolide et maintient la décision des premiers juges.

Conseil d'Etat : Juridiction supérieure de l'Ordre administratif créée au Burkina Faso par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000. Le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif.

Consommations budgétaires : Utilisation effective des crédits budgétaires alloués.

Contradictoire (jugement) : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

Contravention : Infraction à une loi ou à un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

Contrôle de la gestion : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

Contrôle juridictionnel : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics par la Cour des comptes.

Coups et blessures volontaires : Fait de donner volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait pouvant entrainer une maladie, une infirmité ou une incapacité de travail sur la personne d'autrui.

Coups mortels : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

Cour d'appel : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, et correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

Cour de cassation : Juridiction suprême de l'ordre judiciaire créée par la loi organique n° 13-2000 AN du 9 mai 2000, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation. Elle juge en droit, non pas en fait.

Cour des comptes : Créée par la loi n°14-2000 AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est compétente pour contrôler les finances publiques.

Crimes et délits contre la chose publique : Détournement de deniers publics, Corruption, Evasion fiscale, etc.

Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs : Mutilations génitales féminines, Infractions en matière de mariage, Proxénétisme, Trafic d'enfant, Enlèvement d'enfant, Attentat aux mœurs, Racolage, Stupéfiants, etc.

Crimes et délits contre les biens : Vols, Extorsions, Recels, Escroqueries, Abus de confiance, Destructions, dégradations, dommages ; Stellionat ; Infractions en matière de chèques, etc.

Crimes et délits contre les particuliers : Homicides volontaires, Empoisonnements, Violences, Coups et blessures volontaires, Violences et voies de fait, Homicides et blessures involontaires, Viols, Coups mortels, Assassinats, Associations de malfaiteurs, Diffamation, Injures, Non-assistance à personne en danger, etc.

Débet : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

Décharge : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, sous réserve toutefois de la reprise exacte des soldes à l'année suivante**.**

Décision (Arrêt, jugement, ordonnance) avant dire droit : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser une instruction.

Décision (arrêt, jugement, ordonnance) rédigée : Affaire sur laquelle une juridiction a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Décision rendue (définitive): Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit la juridiction.

Décision (arrêt, jugement, ordonnance) sur le fond : Décision d'une juridiction touchant dans une affaire, à une ou des question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

Décisions du Premier Président (Cour d'appel) : Ordonnance de référé et ordonnance rendue en matière de défense à exécution provisoire.

Défaut (jugement par) : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a pu être délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Délit (voir Affaire correctionnelle)

Délits en matière d'armes et munitions : Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Dépenses d'équipement-investissement : Dépenses d'acquisition d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

Dépenses de personnel : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

Dépenses en matériel : Dépenses d'acquisition d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

Désistement : Acte par lequel la partie qui a saisi une juridiction renonce à son action ou à l'instance.

Destructions, dégradations de biens : Fait de détruire volontairement ou involontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

Détention préventive : Mesure d'incarcération d'une personne placée sous mandat de dépôt en attente de jugement ou pour les besoins de l'instruction.

Détenu : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice.

Détournement de deniers publics : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Dotation budgétaire : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

Durée de détention préventive : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

Electoral (contentieux de type) : Litige concernant les élections. Il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Emprisonnement : Peine privative de liberté consistant en l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

Escroquerie : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

Evasion : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, de s'échapper ou tenter de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

Extorsion : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour obtenir la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

Faux en écriture : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque, susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

Fiscal (contentieux de type) : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

Flagrant délit : Est qualifié délit flagrant, le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre. Il y a aussi délit flagrant lorsque, dans un temps voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique ou est trouvée en possession d'objets ou présente des traces ou indices laissant penser qu'elle a participé au délit.

Est assimilé au délit flagrant tout délit qui, même non commis dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent, a été commis dans une maison dont le chef requiert le procureur [du Faso] ou un officier de police judiciaire de le constater.

Foncier (contentieux de type) : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Fonction publique (contentieux lié à) : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent aux meurtres, parricides et infanticides.

Incarcération : Mise en détention ou emprisonnement.

Incompétence : Défaut d'aptitude d'une juridiction à connaître d'une demande.

Inculpé : Personne soupçonnée d'une infraction pendant la procédure d'instruction.

Infirmation : Annulation totale ou partielle par une juridiction de recours d'une décision rendue en premier ressort.

Injonction de payer : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause. Il instruit à charge et à décharge.

Irrecevabilité : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner, soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme, soit parce qu'elle est intervenue hors délai.

Jonction : Mesure d'administration judiciaire par laquelle la juridiction ou le Président de la juridiction décide d'instruire et de statuer en même temps deux ou plusieurs instances unies par un lien étroit de connexité.

Juge des enfants : Le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Institué au siège des TGI, le juge des enfants est juge d'instruction en matière criminelle pour les infractions commises par les mineurs.

Jugement avant dire droit (voir décision avant dire droit)

Jugement rédigé (voir décision rédigée)

Jugement rendu (voir décision rendue)

Jugement rendu sur le fond (voir décision sur le fond)

Lettre du Premier Président de la Cour des comptes : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

Libération : Mise en liberté d'une personne détenue.

Maison d'arrêt et de correction : Etablissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Majeur : Personne âgée d'au moins 20 ans révolue (majorité civile). Cependant, dans certaines matières, la majorité survient plus tôt (18 ans en matière pénale et électorale, etc.).

Marché public (contentieux de type) : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics**.**

Mineur délinquant : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

Mineur en danger : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

Mineur mis sous ordonnance de garde provisoire : Mineur inculpé d'un délit ou d'un crime mis en détention provisoire par le juge.

Mineur : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité (voir majeur).

Mutilations génitales féminines : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Non-paiement de salaire (conflit lié au) : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

Opposition : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

Ordonnance : Décision rendue par le Président d'une juridiction ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

Placement : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative) qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

Prévenu : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention pour être jugée.

Radiation : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence d'une juridiction pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

Rapport public de la Cour des comptes : Document contenant les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées chaque année par la Cour des comptes.

Rapport de la Cour des comptes sur l'exécution des lois de finances : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

Recel : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

Reconstitution de carrière : Validation des périodes d'activités durant lesquelles une personne a exercé des fonctions relevant d'un autre régime ou a été illégalement empêché de les exercer.

Référé : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un juge unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend. Le référé peut également avoir pour objet la remise en l'état, la prévention d'un dommage imminent ou la cessation d'un trouble manifestement illicite. Le référé ne préjudicie pas sur le fond.

Référé (Cour des comptes) : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

Réformation : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique et numérique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

Rejet : Fait pour une juridiction de trancher en défaveur de la partie qui l'a saisie.

Remise à parent : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l'intégrer ou à le réintégrer dans sa famille.

Renvoi à l'instruction (ouverture d'une information) : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet.

Réputée contradictoire (décision) : La décision est réputée contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

Rupture de contrat de travail (conflit lié) : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin illégalement à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

Saisine directe : Affaire introduite directement devant une juridiction soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite ou verbale.

Saisine pénale : Introduction d'une affaire nouvelle pour les faits de contravention, de délit ou de crime.

Stupéfiants (usage de) : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Taux d'occupation des maisons d'arrêt et de correction : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil).

Transferts courants : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

Transferts en capital : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnisations de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

Tribunal administratif : C'est la juridiction du premier degré de l'ordre administratif. Il est en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif (contentieux de l'annulation et contentieux de la réparation).

Tribunal de grande instance : C'est la juridiction de premier degré de droit commun. Il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

Tribunal départemental ou d'arrondissement : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale dont le montant n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

Tribunal d'instance : Juridiction ayant compétence pour juger de tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et inférieur à 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions des tribunaux départementaux ou d'arrondissements.

Tribunal du travail : Juridiction d'exception compétente au premier degré pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail et du Code de sécurité sociale.

Tribunal pour enfants : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants, il statue en premier et dernier ressort en matière de crimes ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 /AN du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

Usage de faux : Utilisation en connaissance de cause d'un faux (voir faux en écriture) en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

Viol : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

Violences et voies de fait : Actes délibérés, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité physique ou morale des personnes.

Vol : Soustraction frauduleuse de la chose d'autrui.

Vol aggravé : Soustraction frauduleuse de la chose d'autrui avec effraction, violence ou à main armée, etc.

Chiffres clés de la justice

	2021	2022	2023	2024	2025
Juridictions et établissements pénitentiaires					
Juridictions de l'ordre judiciaire	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Cour de cassation	1	1	1	1	1
Cours d'appel	3	3	3	3	3
Tribunaux de grande instance	27	27	27	27	27
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	4	4	4
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	19	19	19	19	19
Juridictions de l'ordre administratif	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Cour des comptes	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1
Cour administrative d'appel		1	1	1	1
Tribunaux administratifs	26	26	26	26	26
Établissements pénitentiaires	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Maisons d'arrêt et de correction	26	26	26	27	28
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1
Moyens de la justice					
Dotations budgétaires (millions FCFA)	33 230	35 414	40 087	40 971	37 576
Effectif des magistrats	690	676	657	681	720
Effectif du personnel greffier	806	897	985	1 067	1 151
Effectif du personnel GSP	2 903	3 257	3 578	3 891	4 239
Effectif des interprètes judiciaires	24	23	22	60	99
Assistance judiciaire					
Nombre d'hommes assistés	397	787	871	1 207	
Nombre de femmes assistées	165	223	362	476	
Activités des juridictions de l'ordre judiciaire					
Cour de Cassation	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Affaires nouvelles	270	250	271	344	390
Décisions rendues	584	519	286	326	394
Décision rédigées	550	448	315	288	311
Affaires nouvelles (PG)	421	336	272	287	379
Conclusions rendues (PG)	436	360	331	335	341
Cours d'appel	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Affaires nouvelles (Siège)	2 289	2 153	2 304	2 639	3 976
Décisions rendues (hors référés)	2 754	2 418	2 282	2 426	3 056
Décision rédigées (Siège)	1 610	1 490	1 495	1 603	2 128
Affaires nouvelles pénales (PG)	768	1 247	1 247	1 100	1 680
Décisions des chambres de l'instruction	335	132	79	150	111
Décisions des chambres criminelles	440	364	171	172	69
Tribunaux de grande instance	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Affaires nouvelles civiles et commerciales (hors référés)	16 980	16 828	16 777	18 028	15 604
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors référés, radiation et ADD)	15 247	14 674	14 914	15 233	12 963
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	1 mois 26 jours	1 mois 13 jours	1 mois 18 jours	1 mois 19 jours	2 mois 18 jours
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	10 549	10 765	11 680	13 293	14 457
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	6 536	6 749	7 460	7 393	12 703
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit	2 mois 2 jours	1 mois 22 jours	1 mois 18 jours	1 mois 27 jours	3 mois 5 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe	17 mois 26 jours	13 mois 21 jours	13 mois 15 jours	8 mois 13 jours	46 mois 6 jours
Affaires nouvelles en instruction	1 429	1 004	962	1 019	1 052

	2021	2022	2023	2024	2025
Affaires en instruction clôturées	1 294	951	1 299	1 312	1 415
Affaires en cours d'instruction	6 354	4 293	4 780	4 451	4 694
Temps moyen des affaires en cours à l'instruction	6 ans 2 mois	5 ans 4 mois	4 ans 11 mois	4 ans 11 mois	5 ans
Temps moyen des affaires clôturées à l'instruction	6 ans 3 mois	5 ans 7 mois	5 ans 10 mois	5 ans 2 mois	3 ans 9 mois
Tribunaux de commerce	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Affaires nouvelles (hors référés)	732	834	943	980	1 030
Décisions rendues (hors référés)	609	547	663	584	923
Décisions rédigées (hors référés)	567	594	532	709	655
Temps moyen pour rendre une décision commerciale	8 mois 4 jours	6 mois 25 jours	8 mois 13 jours	7 mois 24 jours	10 mois 17 jours
Tribunaux du travail	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Affaires nouvelles	2 273	2 430	3 363	2 469	4 468
Décisions rendues (hors radiations)	746	953	930	1 277	1 260
Décision rédigées	699	697	850	1 070	1 035
Temps moyen pour rendre une décision sociale (hors référés)	1 an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 1 mois	1 an 19 jrs	11 mois 4 jrs
Activités des juridictions de l'ordre administratif					
Cour des comptes	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Comptes de gestion reçus	214	553	368	609	238
Arrêts provisoires et définitifs rendus	432	10	229	131	15
Contrôles de gestion effectués	2	82	16	13	18
Conseil d'État	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Affaires nouvelles (y compris référés)	386	229	118	149	103
Affaires jugées (y compris référés)	183	146	105	81	79
Décision rédigées (y compris référés)	309	216	71	37	80
Cour administrative d'appel	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Affaires nouvelles (y compris référés)	-	-	1 037	375	328
Affaires jugées (y compris référés)	-	-	195	304	274
Décision rédigées (y compris référés)	-	-	129	340	336
Tribunaux administratifs	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Affaires nouvelles (y compris référés)	1 018	962	898	812	837
Décisions rendues (hors JAAD)	754	856	810	664	693
Décisions rédigées (y compris référés)	717	731	766	640	719
Temps moyen pour rendre une décision	2 ans 2 mois	1 an 11 mois	2 ans 1 mois 16 jours	2 ans 1 mois	2 ans 5 mois
Activités des établissements pénitentiaires					
Détenus au 31 décembre	8 369	8 800	8 911	8 799	7 815
Mis en examen au 31 décembre	1 950	1 744	1 750	1 515	1 276
Prévenus au 31 décembre	727	891	834	1 037	660
Condamnés au 31-déc	5 692	6 165	6 327	6 247	5 879
Taux d'occupation (%)	160,1	168,3	168,7	178,7	154,9

Liste des tableaux

Tableau 1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels 11
Tableau 2 : Evolution du rayon moyen d'accès à un tribunal de grande instance 11
Tableau 3 : Personnel du ministère par sexe et par corps 13
Tableau 4 : Synthèse des effectifs et des variations de personnels par sexe 13
Tableau 5 : Magistrats par sexe et par position, magistrats pour 100 000 habitants 15
Tableau 6 : Greffiers en chef, greffiers et secrétaires des greffes et parquets par sexe et par position 15
Tableau 7 : Personnels de l'interprétation judiciaire par sexe et par catégorie 15
Tableau 8 : Personnel de la GSP dans les centres de détention et ratio détenus/GSP au 31 décembre 17
Tableau 9 : Notaires, Huissiers de justice et Avocats par sexe et par localité d'implantation 17
Tableau 10 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon le sexe 17
Tableau 11 : Allocations budgétaires destinées à la justice (en millions de FCFA) 19
Tableau 12 : Consommations des crédits budgétaires de la justice (en millions de FCFA) 19
Tableau 13 : Nombre d'affaires nouvelles et de décisions rendues par la Cour de cassation 21
Tableau 14 : Variation des affaires nouvelles et des décisions rendues par la Cour de cassation 21
Tableau 15 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure et temps moyen de rédaction des décisions (hors référés) 21
Tableau 16 : Variation des affaires nouvelles selon les juridictions d'origine (sans les chambres criminelles, pour enfants et de l'instruction) 23
Tableau 17 : Décisions rendues selon la compétence et taux de rédaction (hors radiations et ADD) 23
Tableau 18 : Durées moyennes de traitement des affaires des cours d'appel 23
Tableau 19 : Affaires nouvelles civiles et commerciales, décisions rendues et rédigées (y compris référés, hors injonctions de payer, ordonnances, JADD et jonctions) par les TGI 25
Tableau 20 : Affaires nouvelles civiles et commerciales, décisions rendues et rédigées par TGI (référés compris) 25
Tableau 21 : Décisions civiles et commerciales rendues par les TGI selon la durée de la procédure 27
Tableau 22 : Temps moyen pour rendre une décision civile et commerciale (hors référés) 27
Tableau 23 : Durée moyenne de rédaction d'une décision civile et commerciale (hors référés) 27
Tableau 24 : Affaires nouvelles et orientations des parquets des TGI (y compris Ecofi et Anti-terro) 29
Tableau 25 : Répartition des affaires nouvelles enregistrées par les parquets par TGI 29
Dans la catégorie « état des personnes », les affaires les plus fréquentes sont les naturalisations (32,5%), les rectification et modification de prénom (29,7%), les adoptions (20,1%) et les recherches de paternité (17,6%), (cf. Tableau 26). 30
Le ratio conclusions rendues sur affaires nouvelles s'établit à 98,7% en 2025 et est en hausse par rapport à 2024 où il était de 90,5% (cf. Tableau 27). 30
Tableau 28 : Affaires « civiles » nouvelles et conclusions rendues par les parquets près des TGI 31
Tableau 29 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la catégorie d'infractions 33
Tableau 30 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus par TGI 33
Tableau 31 : Proportion (%) de décisions rendues par les chambres correctionnelles des TGI selon la durée de la procédure 35
Tableau 32 : Temps moyen pour rendre et pour rédiger une décision correctionnelle dans les TGI 35
Tableau 33 : Affaires clôturées à l'instruction selon la nature de l'ordonnance 37
Tableau 34 : Affaires nouvelles, en cours d'instruction, ratio affaires clôturées / affaires nouvelles et nombre d'inculpés détenus au moins 12 mois dans la procédure d'instruction par TGI 37
Tableau 35 : Affaires clôturées, en cours et contre X au 31 décembre selon la durée de procédure 39
Tableau 36 : Mis en examen libérés au cours de l'année selon la durée de la détention provisoire 39
Tableau 37 : Temps moyen de traitement des affaires à l'instruction 39
Au cours de l'année 2025, l'ensemble des greffes des TGI (y compris le service du casier judiciaire central) ont traité 796 743 actes contre 771 054 en 2024**,** soit une hausse de 3,3% (cf. Tableau 38). Les principaux actes traités portent sur les bulletins N°3 du casier judiciaire, les certificats de nationalité des personnes physiques, les cessions volontaires de salaire, le RCCM (les certificats de non faillite, les modifications et l'immatriculation des personnes physiques et personnes morales) et les autres actes. Les bulletins N°3 du casier judiciaire représentent 62,9% de l'ensemble des actes délivrés en 2025 (cf. Graphique 35). 40

Tableau 39 : Bulletins n°3 de casier judiciaire, certificats de nationalité de personnes physiques, immatriculations au RCCM et cessions volontaires de salaires délivrés 41
Tableau 40 : Bulletin N°3 du CJ, certificats de nationalité et immatriculations au RCCM par TGI 41
Tableau 41 : Affaires nouvelles, décisions rendues et rédigées (hors JADD) par les TC 43
Tableau 42 : Nombre de décisions rendues par magistrat des tribunaux de commerce 43
Tableau 43 : Variation des affaires nouvelles, des décisions rendues et des décisions rédigées 43
Tableau 44 : Durées moyennes de rédaction des décisions par tribunal de commerce 43
Tableau 45 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les TT 45
Tableau 46 : Affaires nouvelles, ratios décisions rendues/affaires nouvelles et décisions rendues par magistrat 45
Depuis 2020, la Cour des comptes n'a rendu aucune décision de référé. Il en est de même pour les arrêts fautes de gestion depuis 2022. Aussi, aucune lettre du Président n'a été émise entre 2023 et 2024. Cependant, 02 lettres du Président ont été émises en 2025. Par ailleurs, le rapport public et le rapport sur l'exécution de la loi de finance de l'année ainsi que le rapport sur les entreprises publiques ont été élaborés (cf. Tableau 47). 46
Tableau 48 : Comptes reçus, arrêts rendus et contrôles de gestion effectuée par la Cour des comptes 47
Tableau 49 : Evolution des comptes reçus par la Cour des comptes, du nombre d'arrêts rendus par compte reçu et du nombre de référés et lettres du président par contrôle effectué 47
En 2025, le CE a reçu 103 affaires nouvelles contre 149 l'année précédente, soit une baisse de 30,9% (cf. Tableau 50). De 2016 à 2025, le nombre d'affaires nouvelles a connu une évolution fluctuante avec une phase croissante de 2017 à 2020 puis celle décroissante jusqu'en 2025 (cf. Graphique 53). 48
Concernant les décisions rendues, leur nombre est passé de 81 en 2024 à 79 en 2025, soit une baisse de 2,5% (cf. Tableau 51). Sur la période d'analyse, le graphique 53 met en évidence une tendance décroissante du nombre de décisions rendues depuis 2020. Selon la nature de la saisine, les arrêts rendus sur saisines directes représentent 37,5% et les arrêts de cassation occupent 62,5% (cf. Graphique 52). 48
Tableau 52 : Affaires nouvelles et décisions rendues par le Conseil d'État 49
Tableau 53 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles 49
Tableau 54 : Affaires nouvelles, décisions rendues selon leur nature en appel et décision rédigées (hors référés) 51
Tableau 55 : Affaires jugées selon la nature de la saisine (hors référés) 51
Tableau 56 : Répartition des affaires nouvelles, des décisions rendues et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles en 2025 par type de contentieux 51
Tableau 57 : Affaires nouvelles, décisions rendues (y compris référés, hors JADD) et temps moyen de traitement des affaires par les TA 53
Tableau 58 : Variation des affaires nouvelles et ratios décisions rendues sur affaires nouvelles et décisions rédigées sur décisions rendues par TA 53
Tableau 59 : Effectif des détenus par sexe et par catégorie au 31 décembre 55
Tableau 60 : Evolution de l'effectif des détenus, de l'occupation des EP et du rapport Détenus/GSP 55
Tableau 61 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge 57
Tableau 62 : Evolution de l'effectif des mis en examen selon certaines catégories d'infractions par EP 63
Tableau 63 : Proportion des mis en examen par rapport à l'ensemble des détenus, des mis en examen de 18 ans et plus (majeurs) et de celle des mis en examen ayant eu une détention de 2 ans et plus par EP 63
Tableau 64 : Evolution de l'effectif des condamnés selon certaines catégories d'infractions par EP* 67
Tableau 65 : Proportion des condamnés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des condamnés de18 ans et plus et de celle des condamnés ayant reçu une peine de 2 ans et plus par EP 67

Liste des graphiques

Graphique 1 : Répartition des magistrats par sexe 15
Graphique 2 : Répartition du personnel du corps des greffiers par sexe 15
Graphique 3 : Répartition des GSP par grade 17
Graphique 4 : Effectif des auxiliaires de justice 17
Graphique 5 : Evolution des dépenses de la justice de 2016 à 2025 19
Graphique 6 : Dotations en crédits de paiement par programme en 2025 19
Graphique 7 : Répartition des dotations budgétaires par nature de dépenses de 2016 à 2025 19
Graphique 8 : Répartition des affaires nouvelles par chambre en 2025 21
Graphique 9 : Répartition des décisions rendues selon leur nature 21
Graphique 10 : Affaires nouvelles, décisions rendues et rédigées par la Cour de cassation 21
Graphique 11 : Affaires nouvelles et conclusions du Parquet général de la Cour de Cassation 21
Graphique 12 : Répartition des affaires nouvelles par cour d'appel en 2025 23
Graphique 13 : Répartition des décisions rendues par chambre en 2025 23
Graphique 14 : Répartition des affaires des parquets selon les chambres de destination en 2025 23
Graphique 15 : Répartition des affaires nouvelles pénales selon la nature en 2025 23
Graphique 16 : Affaires nouvelles et décisions civiles et commerciales de 2025 (hors référés) 25
Graphique 17 : Evolution des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI, décisions rendues et rédigées (plus référés) 25
Graphique 18 : Evolution des requêtes et ordonnances rendues par les TGI (hors référés) 25
Graphique 19 : Répartition des décisions civiles et commerciales des TGI par type (hors référés) 27
Graphique 20 : Répartition des décisions civiles et commerciales sur le fond (hors référés) 27
Graphique 21 : Répartition des affaires selon leur orientation par les parquets près les TGI 29
Graphique 22 : Répartition des mineurs selon l'orientation des affaires 29
Graphique 23 : Répartition (%) des affaires nouvelles civiles et des conclusions rendues par les parquets près les TGI en 2025 selon la matière 31
Graphique 24 : Répartition des affaires nouvelles en 2025 relatives à l'état des personnes des parquets près les TGI 31
Graphique 25 : Evolution des affaires civiles nouvelles et des conclusions rendues par les parquets près des TGI 31
Graphique 26 : Répartition des jugements correctionnels des TGI selon la procédure 35
Graphique 27 : Répartition des jugements correctionnels des TGI selon le type 35
Graphique 28 : Evolution du temps moyen de traitement des affaires de flagrant délit (mois) 35
Graphique 29 : Evolution du temps moyen de traitement des affaires de citation directe (mois) 35
Graphique 30 : Evolution des affaires nouvelles, clôturées et en cours d'instruction au 31 déc. 37
Graphique 31 : Evolution de la durée moyenne de la détention provisoire (en mois) 37
Graphique 32 : Nombre d'affaires clôturées selon la durée de l'instruction 39
Graphique 33 : Nombre d'affaires en cours d'instruction selon la durée déjà écoulée 39
Graphique 34 : Evolution du nombre des principaux actes de greffes des TGI 41
Graphique 35 : Répartition des actes de greffe des TGI selon leur nature en 2025 41
Graphique 36 : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les TC 43
Graphique 37 : Répartition des décisions commerciales selon le type 43
Graphique 38 : Répartition des activités relatives au RCCM 43
Graphique 39 : Répartition des décisions rendues par TC 43
Graphique 40 : Répartition des affaires nouvelles des TT selon le type de litige en 2025 45
Graphique 41 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles par tribunal du travail 45
Graphique 42 : Répartition des décisions rendues par les TT selon leur nature en 2025 45
Graphique 43 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues (hors radiations, JADD) 45
Graphique 44 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon le type 45
Graphique 45 : Répartition des décisions rendues par TT (hors radiations et JADD) 45
Graphique 46 : Répartition des comptes reçus par chambre de la Cour des comptes 47
Graphique 47 : Répartition des comptes attendus par chambre de la Cour des comptes 47

Graphique 48 : Evolution du nombre d'arrêts rendus par la Cour des comptes 47
Graphique 49 : Répartition du nombre de contrôles de gestion effectués en 2025 par chambre 47
Graphique 50 : Evolution du nombre de contrôles de gestion effectués et de décisions rendues 47
Graphique 51 : Répartition des affaires nouvelles du CE selon le type de contentieux (hors référés)..... 49
Graphique 52 : Evolution des affaires jugées par le CE selon la nature de la saisine..... 49
Graphique 53 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et rédigées au CE (compris référés) ... 49
Graphique 54 : Répartition des décisions rendues par le Conseil d'Etat selon leur nature en 2025 49
Graphique 55 : Répartition des décisions rendues selon leur nature en cassation (hors référés) en 2025 ... 49
Graphique 56 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par le Com. Gov. du CE en 2025..... 49
Graphique 57 : Affaires nouvelles du siège de la CAA selon le type de contentieux (hors référés) en 2025. 51
Graphique 58 : Affaires nouvelles et décisions rendues au siège de la CAA (y compris référés) 51
Graphique 59 : Répartition des décisions rendues en 2025 selon la nature (hors référés)..... 51
Graphique 60 : Affaires nouvelles et conclusions rendues du commissariat du gouvernement..... 51
Graphique 61 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées des TA 53
Graphique 62 : Répartition des affaires nouvelles des TA selon le type de contentieux en 2025 53
Graphique 63 : Répartition des décisions rendues par les TA selon leur nature en 2025..... 53
Graphique 64 : Evolution des décisions rendues par les TA..... 53
Graphique 65 : Répartition des affaires nouvelles des commissariats du gouvernement des TA selon le type de contentieux en 2025 53
Graphique 66 : Evolution des affaires nouvelles et des conclusions rendues par les commissariats du gouvernement des TA 53
Graphique 67 : Evolution du nombre de détenus et de la capacité d'accueil des EP..... 55
Graphique 68 : Evolution de la répartition des détenus par catégorie 55
Graphique 69 : Evolution du nombre de visites de détenus par les autorités judiciaires dans les EP 57
Graphique 70 : Evolution de l'effectif des prévenus selon le sexe..... 59
Graphique 71 : Répartition des prévenus selon la tranche d'âge au 31 décembre 2025 59
Graphique 72 : Evolution de la répartition des prévenus selon la catégorie d'infractions..... 59
Graphique 73 : Répartition des prévenus selon la durée de la détention préventive en 2025 59
Graphique 74 : Evolution de l'effectif des mis en examen selon le sexe 61
Graphique 75 : Répartition des mis en examen selon la tranche d'âge au 31 décembre 2025 61
Graphique 76 : Répartition des mis en examen selon la catégorie d'infractions 61
Graphique 77 : Répartition des mis en examen selon la durée de la détention provisoire..... 61
Graphique 78 : Evolution de l'effectif des condamnés selon le sexe 65
Graphique 79 : Répartition des condamnés selon la tranche d'âge au 31 décembre 65
Graphique 80 : Evolution de la répartition des condamnés selon la catégorie d'infractions..... 65
Graphique 81 : Evolution de la répartition des condamnés selon la durée de la peine prononcée 65